

**CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**  
**GEMEENTERAAD VAN SCHAARBEEK**

**SEANCE DU 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2010**  
**VERGADERING VAN 1 DECEMBER 2010**

**PRESENTS-AANWEZIG** : Mme-mevr. Jodogne, Bourgmestre ff-Burgemeester wnd; Mme-mevr. Essaidi, MM.-hh. Noël, Verzin, Guillaume, Denys, Köse, Nimal, De Herde, Mmes-mevr. Smeysters, Hemamou, Echevins-Schepenen; MM.-hh. Charels, Clerfayt, Van Gorp, Grimberghs, Mme-mevr. Nyssens, MM.-hh. El Khattabi, Özkara, Lahlali, Ramdani, Öztürk, Courtheoux, Kökten, Köksal, Mme-mevr. Aliç, M.-h. Bouhjar, Mmes-mevr. Ozdemir, Chan, Güles, MM.-hh. de Beaufort, Ayad, van de Werve de Schilde, Mme-mevr. Guisse, MM.-hh. Reghif, Echouel, El Arnouki, Mmes-mevr. Vriamont, Lejeune de Schiervel, MM.-hh. Kaddour, Vanhalewyn, Mme-mevr. Vanhauwaert, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden; M.-h. Bouvier, Secrétaire communal-Gemeentesecretaris

**ABSENT -=- AFWEZIG** : Mme-mevr. Bouarfa, M.-h. Dönmez et/en Mme-mevr. Nabant, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden.

**EXCUSES -=- VERONTSCHULDIGD** : Mmes-mevr. Onkelinx, Durant et/en Held, Conseillères communales-Gemeenteraadsleden.

**EN DEBUT DE SEANCE -=- IN HET BEGIN VAN DE VERGADERING** : Mme-mevr. Lejeune de Schiervel, MM.-hh. de Beaufort, Lahlali, Ramdani, Mmes-mevr. Ozdemir, Güles, MM.-hh. Verzin, Vanhalewyn, Clerfayt, Reghif, Mme-mevr. Chan et/en M.-h. El Khattabi.

**Mme Decoux** assiste à la réunion -=- **Mevr. Decoux** neemt deel aan de vergadering.

**Mme Jodogne**, Bourgmestre ff, préside l'assemblée qu'elle ouvre en séance publique à **18 heures 35 minutes**.- De openbare vergadering wordt geopend om **18.35 uur** onder voorzitterschap van **mevr. Jodogne**, Burgemeester wnd.

Il est satisfait au prescrit de l'article 89 de la nouvelle loi communale et le procès-verbal de la séance du **27 octobre 2010** est tenu sur le bureau à la disposition des membres du Conseil.

Er wordt voldaan aan de voorschriften van artikel 89 van de nieuwe gemeentewet en de notulen van de vergadering van **27 oktober 2010** zijn ter beschikking van de raadsleden ter tafel neergelegd.

**Monsieur Reghif** est désigné par le sort pour voter le premier lors du vote par appel nominal.

**De heer Reghif** is door het lot aangewezen om als eerste te stemmen bij hoofdelijke stemming.

La traduction simultanée des débats est assurée par **M. Van Wassenhoven**.

De vertaling staande vergadering wordt door **de heer Van Wassenhoven** verzekerd.

## SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE VERGADERING

### SERVICES DU RECEVEUR COMMUNAL -=- DIENSTEN VAN DE GEMEENTEONTVANGER

#### Taxes -=- Belastingen

#### **SP 1.- Règlement fixant les redevances sur l'établissement et/ou la délivrance de certificats et de documents administratifs - Modification - Approbation -=- Reglement vaststellend de retributies voor de opstelling en/of afgifte van getuigschriften en administratieve stukken - Wijziging - Goedkeuring**

Le Collège introduit un amendement à l'article 3.9.

#### DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu sa délibération du 27 octobre 2010 modifiant le règlement qui fixe les redevances sur l'établissement et/ou la délivrance de certificats et de documents administratifs ;

Considérant les charges qu'entraînent pour la commune l'établissement et/ou la délivrance de certificats et documents administratifs ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

#### REGLEMENT FIXANT LES REDEVANCES SUR L'ETABLISSEMENT ET/OU LA DELIVRANCE DE CERTIFICATS ET DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

#### ADMINISTRATIFS

#### Modification

#### Article 1

Il est établi au profit de la Commune des redevances payables au comptant sur l'établissement et/ou la délivrance de certificats et documents administratifs.

#### Article 2

Ces redevances sont dues par les personnes physiques et morales ainsi que les institutions, auxquelles sont délivrés, d'office ou à leur demande, les certificats et pièces qui y sont assujettis, sans préjudice de toute autre contribution demandée par une autre autorité.

#### Article 3

Les redevances sont fixées sur base des taux suivants :

#### **1) Cartes d'identité aux nationaux et aux étrangers sauf ce qui est précisé au point 2)**

- a) Procédure normale :  
Pour la première délivrance ou tout renouvellement.....€ 4,00
- b) .....P  
procédure d'urgence :  
Pour toute délivrance.....€ 20,00
- c) Procédure d'extrême urgence :  
Pour toute délivrance.....€ 40,00
- d) Pour toute demande de duplicata de code visant toute carte d'identité électronique y compris la carte reprise au point 3)  
b).....€ 5,00

- 2) **Attestation d'immatriculation** (modèle A – annexe 4 - AR 08/10/1981) ..... € 13,20
- 3) **Pièces et certificats d'identité aux enfants belges et non-belges de moins de 12 ans**
- a) Pour la délivrance de la première pièce d'identité..... gratuite  
 - Remplacement en cas de changement de nom, prénom ou de nationalité ..... € 1,25  
 - Renouvellement en cas de perte ou de détérioration ..... € 1,25
- b) Pour la délivrance de la Kids's Card (carte d'identité électronique) aux enfants belges âgés de moins de 12 ans ..... € 2,00  
 Les redevances reprises aux points 1) b et 1) c sont applicables en cas de procédure d'urgence ou d'extrême urgence.
- c) Pour la délivrance de tout certificat d'identité aux enfants étrangers de moins de 12 ans ..... € 1,25
- 4) **Passeports**
- a) Procédure normale :  
 Passeport adulte ..... € 16,00  
 Passeport enfant ..... € 16,00
- b) Procédure d'urgence :  
 Passeport adulte ..... € 35,00  
 Passeport enfant ..... € 35,00
- 5) **Permis de conduire**  
 Provisoire, définitif - toutes catégories ..... € 3,75  
 Duplicata ..... € 3,75
- 6) **Copie ou extrait d'acte du registre de l'Etat civil ou des registres relatifs à la nationalité** ..... € 7,00
- 7) **Transcription d'actes étrangers** ..... € 30,00
- 8) **Prise en charge** (annexe 3bis ou annexe 32 - AR 08/10/1981) ..... € 15,00
- 9) **Certificats, attestations et autres pièces de toute nature comprenant :**
- a) Les expéditions, copies d'acte ou de documents, légalisations de signatures, certificats de conformité et écrits constatant des autorisations ou reprenant des renseignements donnés par les autorités communales ..... € 7,00
- b) Renseignements urbanistiques ..... € 50,00
- c) Les permis et certificats d'urbanisme et d'environnement ayant pour objet :  
 - Construire ou transformer avec modification de volume ..... € 150,00  
 - Transformer sans modification de volume ..... € 100,00  
 - Modifier la destination ou l'utilisation d'un bien ..... € 100,00  
 - Placer des dispositifs de publicité ..... € 200,00  
 - Placer des enseignes et/ou des dispositifs de publicité associés à l'enseigne ..... € 100,00  
 - Autres (abattage d'arbre à haute tige, travaux de démolition,...) ..... € 50,00
- comprenant :  
 Un rapport d'incidences ..... € 250,00  
 Une étude d'incidences ..... € 500,00
- d) Les permis d'urbanisme et d'environnement en régularisation d'une infraction, constatée par procès-verbal :  
 - avec modification du volume bâti ..... € 1.000,00  
 - sans modification du volume bâti ..... € 500,00
- e) Demande de photocopies de documents d'archives en plus des frais de photocopie ..... € 5,00  
Noir et blanc : € 0,15 par A4 et € 0,25 par A3  
Couleur : € 1,00 par A4 et € 1,50 par A3
- f) Demande de confirmation de destination urbanistique et/ou du nombre de logements d'un bien ..... € 100,00
- g) Etablissement de la déclaration d'abattage pour la Fête du Sacrifice ..... € 15,00

h) Envoi de rappels de paiement relatif à une créance non contestée (fiscale ou autre), à partir du 2 <sup>ième</sup> rappel.....	€ 12,00
<b>10) Documents délivrés en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers</b> (sauf attestation d'immatriculation modèle A, annexe 3bis ou annexe 32 - AR 08/10/1981)	
Par document ou par prorogation de validité de documents.....	€ 7,00
<b>11) Carte professionnelle</b>	
Demande de carte professionnelle.....	€ 25,00
Délivrance de carte professionnelle .....	€ 25,00
Accusé de réception de carte professionnelle en cas de modification .....	€ 4,00
Modification de carte professionnelle .....	€ 25,00
<b>12) Permis de travail</b> .....	€ 1,25
<b>13) Changement</b>	
de nom.....	€ 25,00
de prénom.....	€ 25,00
de date de naissance .....	€ 25,00
<b>14) Autorisation de détention d'une arme à feu de défense</b> .....	€ 25,00
<b>15) Constitution du dossier administratif lors des demandes en vue</b>	
a) De l'ouverture, la réouverture, la reprise, etc. des débits de boissons, restaurants, cercles privés et tout établissement public assimilé .....	€ 75,00
b) De prendre un aidant dans l'exploitation des débits de boissons, restaurants, cercles privés et tout établissement public assimilé .....	€ 13,00
c) D'une dispense de fermeture de tout établissement visé au point 15 a).....	€ 13,00
d) De l'utilisation dans un lieu public d'instruments de musique ou d'appareils produisant ou reproduisant des ondes sonores, d'un téléviseur avec ou sans cassette-vidéo ou de tout autre appareil audiovisuel.....	€ 13,00
e) De l'étalage de marchandises sur les trottoirs et le placement de tables, chaises, etc. sur la voie publique.....	€ 13,00
<b>16) Constitution d'un dossier :</b>	
de nationalité.....	€ 40,00
de régularisation sur base de l'article 9 de la loi du 15.12.1980.....	€ 10,00
en matière de cohabitation légale .....	€ 30,00
relatif à une demande anticipée en matière :	
- d'euthanasie .....	€ 10,00
- de dernières volontés en matière de sépultures et de rites .....	€ 10,00

#### **Article 4**

La redevance est perçue au moment de la délivrance de la pièce.

Le paiement est constaté soit par l'apposition et l'annulation de timbres adhésifs dont la vignette est déterminée par le Collège des Bourgmestre et Echevins soit par tout autre moyen.

Tout redevable de la redevance doit en consigner le montant, dès qu'il requiert la délivrance de l'une ou l'autre pièce, si celle-ci ne peut lui être remise immédiatement.

#### **Article 5**

Sont exemptés de la redevance :

1. Les certificats et les pièces dont la délivrance est déjà soumise au paiement d'un droit au profit de la Commune, en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement de l'autorité; exception faite toutefois, pour les droits revenant d'office aux communes lors de la délivrance de passeports et qui sont prévus par l'article 5 du tarif III annexé à la loi du 4 juillet 1956 portant tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie ;
2. Les certificats et pièces délivrés aux autorités judiciaires, aux administrations de l'État, des Régions, des Communautés, des provinces, des communes ou aux établissements publics ou destinés à être produits à ces mêmes autorités à la demande de ces dernières ;

3. Les certificats et pièces destinés aux autorités judiciaires, aux administrations de l'Etat, des Régions, des Communautés, des Provinces, des communes ou aux établissements publics pour servir en matière, soit de nomination ou de désignation à des emplois, soit d'admission au bénéfice de rémunérations ou de subventions ;
4. Les certificats et pièces qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement quelconque de l'autorité ;
5. Les certificats et pièces délivrés à des personnes dont l'indigence est dûment constatée ou qui sollicitent le bénéfice de l'aide juridique gratuite ;
6. Les certificats et pièces délivrés pour faire titre de l'autorisation d'organiser une manifestation politique, religieuse, culturelle ou sportive ;
7. Les certificats et pièces destinés à faire titre de l'autorisation d'exercer une activité qui, comme telle, est déjà frappée d'une imposition ou d'une redevance au profit de la Commune ;
8. Les certificats et pièces attestant la composition d'un ménage en vue de l'obtention d'une réduction sur le prix du transport par les services publics ;
9. Les certificats de vie délivrés pour permettre l'encaissement de rentes, allocations sociales ou pensions ;
10. Les déclarations d'hérédité ;
11. Les expéditions, copies ou extraits des décisions du Conseil communal et du Collège des Bourgmestre et Echevins, en tant que ces décisions les concernent, aux agents et anciens agents de l'administration communale ainsi qu'à leurs ayants droits ;
12. Les passeports délivrés en exemption du droit établi au profit de l'Etat ;
13. Les cartes, titres d'identité et duplicata visés à l'article 3, points 1, 2, 3 et 5 délivrés à toute personne victime de vol pour autant qu'il soit établi à suffisance qu'une plainte sur le vol des documents concernés a été déposée auprès d'une autorité compétente pour dresser procès-verbal ;
14. Les simples attestations de présence au cimetière ou à l'hôtel communal, pour des funérailles, un mariage, etc. délivrées aux personnes concernées ;
15. Les certificats attestant la composition d'un ménage en vue de l'obtention d'un tarif téléphonique social ou d'un logement social ou assimilé ;
16. Les certificats de bonne vie et mœurs, les légalisations de signature et les certificats de copie conforme, destinés à la recherche d'un emploi, sous réserve de présentation d'une demande d'un employeur potentiel ou d'un organisme intermédiaire agréé ;
17. La délivrance de la carte à laquelle est soumise la participation comme vendeur à une manifestation visée à l'article 7 de l'arrêté royal du 3 avril 1995 portant exécution de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics, pour la première année d'application de la nouvelle réglementation en la matière ;
18. Les documents visés à l'article 3, point 9-a, lorsqu'ils sont établis en vue de la naturalisation belge ;
19. Les documents délivrés en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement, l'éloignement des étrangers - ressortissants de l'Union Européenne ou membre de leur famille - à savoir :
  - attestation d'enregistrement (annexe 8 – format papier) ;
  - document attestant de la permanence du séjour (annexe 8bis – format papier) ;
  - demande d'attestation d'enregistrement (annexe 19 - AR 08/10/1981) ;
  - demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union Européenne (annexe 19ter - AR 08/10/1981).
  - déclaration de présence (annexe 3ter - AR 08/10/1981)
20. Les documents établis en application de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes.

#### **Article 6**

Tout litige concernant la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

Le redevable qui conteste devoir la redevance qui lui est réclamée est cependant tenu d'en consigner le montant entre les mains du Receveur communal jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa réclamation.

Dans ce cas, le Receveur communal lui délivre gratuitement récépissé de son versement.

#### **Article 7**

Tous les frais d'expédition des certificats et des documents administratifs délivrés en vertu du présent règlement sont mis à charge des particuliers et des établissements privés qui les demandent, même dans le cas où la délivrance de ces certificats et documents est gratuite.

#### **Article 8**

Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour qui suit le jour de sa publication, abroge et remplace, à cette même date, la délibération du 27 octobre 2010 visée dans le préambule.

### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 170, §4, van de grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het raadsbesluit van 27 oktober 2010 wijzigend het reglement dat de retributies vaststelt op het opmaken en/of de afgifte van getuigschriften en administratieve stukken;

Gezien de kosten voor de gemeente voortvloeiend uit het opmaken en/of uitreiken van getuigschriften en administratieve stukken;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

### **REGLEMENT VASTSTELLEND DE RETRIBUTIES VOOR DE OPSTELLING EN/OF AFGIFTE VAN GETUIGSCRIFTEN EN ADMINISTRATIEVE STUKKEN Wijziging**

#### **Artikel 1**

Er worden ten gunste van de Gemeente contant te betalen retributies vastgesteld voor de opstelling en/of afgifte van getuigschriften en administratieve stukken.

#### **Artikel 2**

Deze retributies zijn verschuldigd door de natuurlijke- en rechtspersonen, alsook door de instellingen waaraan, ambtshalve of op eigen aanvraag, getuigschriften en stukken die eraan onderhevig zijn, worden afgeleverd, zonder afbreuk te doen aan elke andere gevraagde bijdrage door een andere overheid.

#### **Artikel 3**

De retributies worden vastgesteld op grond van de hierna vermelde bedragen;

#### **1. Identiteitskaarten aan landgenoten en aan vreemdelingen behalve deze vermeldt in punt 2**

- a) Normale procedure  
voor de eerste uitreiking of iedere vernieuwing .....€ 4,00
  - b) Spoedprocedure  
voor iedere uitreiking .....€ 20,00
  - c) Zeer dringende procedure  
voor iedere uitreiking .....€ 40,00
  - d) Voor iedere aanvraag van duplicaat van code betreffende  
iedere elektronische identiteitskaart alsook de kaart vermeld  
in punt 3) b) .....€ 5,00
- 1) Attest van immatriculatie (model A – bijlage 4 - KB  
08/10/1981).....€ 13,20**
- 2) Identiteitsstukken aan Belgische en niet Belgische  
kinderen van minder dan 12 jaar**
- a) voor de uitreiking van het eerste identiteitsstuk .....gratis
  - vervanging in geval van naam-, voornaam- of  
nationaliteitswijziging .....€ 1,25
  - vernieuwing in geval van verlies of beschadiging .....€ 1,25

- b) voor de uitreiking van de Kid's Card (elektronische identiteitskaart) aan de Belgische kinderen van minder dan 12 jaar ..... € 2,00  
De retributies vermeld in de punten 1) b en 1) c zijn van toepassing in geval van spoedprocedure of zeer dringende procedure.
- c) voor de uitreiking van elk ander getuigschrift van identiteit aan buitenlandse kinderen van minder dan 12 jaar; ..... € 1,25
- 3) Reispassen :**
- a) Normale procedure  
reis pas volwassenen..... € 16,00  
reis pas kinderen..... € 16,00
- b) Spoedprocedure  
reis pas volwassenen..... € 35,00  
reis pas kinderen..... € 35,00
- 4) Rijbewijzen:**  
voorlopige, definitieve – alle categorieën..... € 3,75  
duplicaat ..... € 3,75
- 5) Afschrift of uittreksel uit de akten van het register van de burgerlijke stand  
of registers betreffende de nationaliteit ..... € 7,00**
- 6) Overschrijving van in het buitenland opgestelde akten ..... € 30,00**
- 7) Attest van tenlastneming (bijlage 3bis of bijlage 32 - KB 08/10/1981)..... € 15,00**
- 8) Getuigschriften, bewijzen en andere stukken van alle aard, omvattende**
- a) verzendingen, afschriften, uittreksels uit akten of stukken, wettigingen van handtekeningen, gelijkvormigheidattesten en geschriften vaststellend een toelating of inlichtingen hernemend, gegeven door de gemeentelijke overheden ..... € 7,00
- b) de stedenbouwkundige inlichtingen..... € 50,00
- c) de aanvragen om stedenbouwkundige en milieuvergunningen en attesten met als voorwerp:
- bouwen of verbouwen met volumewijziging..... € 150,00
  - verbouwen zonder volumewijziging ..... € 100,00
  - wijziging van de bestemming of het gebruik van het goed .... € 100,00
  - plaatsen van reclameborden..... € 200,00
  - plaatsen van uithangborden en/of reclameborden verwijzend naar het uithangbord..... €100,00
  - andere (kappen van hoogstammige bomen, afbraakwerken,...)..... € 50,00
- bevattende
- een milieueffectenverslag ..... € 250,00
  - een milieueffectenstudie ..... € 500,00
- d) de stedenbouwkundige en milieuvergunningen ter regularisatie van een inbreuk, vastgesteld bij procesverbaal:
- met wijziging van het bouwvolume ..... € 1.000,00
  - zonder wijziging van het bouwvolume ..... € 500,00
- e) aanvraag van fotokopieën van archiefdocumenten bovenop de fotokopiekosten ..... € 5,00  
zwart en wit : €0,15 per A4 en €0,25 per A3;  
kleur : €1,00 per A4 en €1,50 per A3;
- f) aanvraag tot bevestiging van de stedenbouwkundige bestemming en/of van het aantal wooneenheden van een gebouw..... € 100,00
- g) opmaak van slachtbewijs voor het Offerfeest..... € 15,00
- h) verzenden van betaalherinneringen betreffende een niet betwiste vordering (fiscaal of andere), vanaf de 2<sup>de</sup> herinnering ..... € 12,00

- 9) **Documenten afgeleverd krachtens het koninklijke besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen** (behalve bij attest van immatriculatie model A, bijlage 3bis of bijlage 32 – KB 08/10/1981)  
per document of geldigheidsverlenging van documenten (bijlagen) .....€ 7,00
- 10) **Beroepskaart**  
aanvraag van beroepskaart .....€ 25,00  
aflevering van beroepskaart .....€ 25,00  
bericht van ontvangst van beroepskaart in geval van wijziging .....€ 4,00  
wijziging van beroepskaart .....€ 25,00
- 11) **Arbeidsvergunning** .....€ 1,25
- 12) **Wijziging**  
van naam .....€ 25,00  
van voornaam .....€ 25,00  
van geboortedatum .....€ 25,00
- 13) **Toelating voor het bezit van een verdedigingsvuurwapen** .....€ 25,00
- 14) **Samenstelling van het administratief dossier op het ogenblik van de aanvragen met het oog op**  
a) de opening, de heropening, de overname enz. van drankslijterijen, restaurants, privé-kringen en elke gelijkgestelde openbare gelegenheid .....€ 75,00  
b) een helper te nemen in de uitbating van een drankslijterij, restaurant, privé-kring en elke gelijkgestelde openbare gelegenheid .....€ 13,00  
c) een sluitingsvrijstelling van elke instelling bedoeld in punt 15 a) .....€ 13,00  
d) het gebruik, in een openbaar oord, van muziekinstrumenten of -apparaten die geluidsgolven verwekken, van een televisietoestel met of zonder videocassette of een om het een of ander audiovisueel apparaat .....€ 13,00  
e) op de uitstalling van goederen op de voetpaden en het plaatsen van tafels, stoelen, enz. op de openbare weg .....€ 13,00
- 15) **Samenstelling van een dossier betreffende**  
de nationaliteit .....€ 40,00  
de regularisatie op basis van artikel 9 van de wet van 15.12.1980 .....€ 10,00  
de wettelijke samenwoning .....€ 30,00  
de voorafgaande wilsverklaring op gebied van:  
- euthanasie.....€ 10,00  
- laatste wens op gebied van teraardebestemming en rituelen.....€ 10,00

#### **Artikel 4**

De retributie wordt geïnd op het ogenblik van de afgifte van het stuk.

De betaling wordt vastgesteld ofwel door het aanbrengen van een kleefzegel die afgestempeld wordt en waarvan het vignet door het College van Burgemeester en Schepenen vastgesteld wordt ofwel door een ander middel.

Iedereen die de betaling verschuldigd is moet het bedrag van de retributie in bewaring geven, zodra hij de afgifte van om het even welk stuk vraagt, dat hem niet onmiddellijk kan afgegeven worden.

#### **Artikel 5**

Zijn van retributie vrijgesteld:

1. De getuigschriften en stukken waarvan de afgifte reeds aan het betalen van een recht ten voordele van de Gemeente onderworpen is krachtens een wet, een koninklijk besluit of door een overheidsverordening;  
Uitzondering wordt evenwel gemaakt voor de rechten die van overheidswege toekomen aan de gemeenten, bij afleveren van reispassen en die voorzien zijn door het artikel 5 van het tarief gevoegd bij de wet van 4 juli 1956 houdende tarief op de consulaire belastingen en de kanselarijrechten;
2. De getuigschriften en stukken afgeleverd aan de gerechtelijke overheden, aan de besturen van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de provincies,



de gemeenten en de openbare instellingen of bestemd te worden opgemaakt voor deze autoriteiten op aanvraag van deze laatsten;

3. De getuigschriften en stukken bestemd voor de gerechtelijke overheden, de besturen van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de provincies, de gemeenten of de openbare instellingen om te dienen in zake benoeming of aanstelling in een betrekking, of voor toelating tot het genot van bezoldigingen of toelagen;
4. De getuigschriften en stukken welke krachtens een wet, een Koninklijk Besluit of andere overheidsverordening kosteloos door het gemeentebestuur dienen te worden afgeleverd;
5. De getuigschriften en stukken afgeleverd aan personen waarvan de behoefte behoorlijk vastgesteld is of voor hen die beroep doen op kosteloze juridische bijstand;
6. De getuigschriften en stukken die afgeleverd worden om als titel te dienen voor de machtiging tot inrichting van een politieke, godsdienstige, culturele of sportmanifestatie;
7. De getuigschriften en stukken die als titel moeten dienen voor de machtiging tot het uitoefenen van een bedrijvigheid die, als dusdanig, reeds onderworpen is aan een belasting of een recht ten behoeve van de Gemeente;
8. De getuigschriften waarbij de samenstelling van een gezin vastgesteld wordt met het oog op het bekomen van een vermindering op de prijs van het openbaar vervoer;
9. De levensbewijzen afgeleverd om de inning toe te laten van renten, sociale toelagen en van pensioenen;
10. Erfrechtverklaringen;
11. De verzendingen, afschriften of uittreksels van beslissingen van de Gemeenteraad en van het College van Burgemeester en Schepenen, afgeleverd voor zover die beslissingen hen betreffen, aan aangestelden of gewezen aangestelden van het gemeentebestuur, en aan hun rechthebbenden;
12. De reispassen afgeleverd in vrijstelling van het recht ten voordele van de Staat;
13. De identiteitskaarten, de identiteit- of verblijftitels en de duplicaten bedoeld in artikel 3, punt 1, 2, 3 en 5, voor iedereen die slachtoffer is van diefstal voor zover op voldoende wijze wordt vastgesteld dat klacht werd ingediend voor de diefstal van de betreffende documenten bij een instantie bevoegd voor het opstellen van een proces-verbaal;
14. De gewone bewijzen van aanwezigheid op het kerkhof of in het gemeentehuis voor een begrafenis, een huwelijk, enz. afgeleverd aan belanghebbende personen;
15. De getuigschriften bewijzend de samenstelling van het gezin met het oog op het bekomen van een sociaal telefoontarief of een sociale woongelegenheid of dergelijke;
16. De attesten van goed gedrag en zeden, de wettigheden van handtekening evenals de attesten voor eensluidend afschrift, nodig voor het zoeken van werk, onder voorbehoud van voorlegging van een werkaanbod van een mogelijke werkgever of van een erkende tussenpersoon;
17. De afgifte van de kaart waaraan de deelname als verkoper aan een manifestatie bedoeld in artikel 7 van het Koninklijk Besluit van 3 april 1995 tot uitvoering van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten, voor het eerste jaar van toepassing van de nieuwe reglementering terzake;
18. De documenten geïsoleerd in artikel 3, punt 9-a, als ze opgesteld en/of afgeleverd worden met het oog op de Belgische naturalisatie.
19. De documenten afgeleverd in uitvoering van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen - onderdaan van de Europese Unie of een lid van zijn familie - hetzij:
  - verklaring van inschrijving (bijlage 8 – papier versie)
  - document ter staving van duurzaam verblijf (bijlage 8bis – papier versie)
  - aanvraag van een verklaring van inschrijving (bijlage 19 – KB 08/10/1981)

- aanvraag van de verblijfskaart van een familielid van een onderdaan van de Europese Unie (bijlage 19ter – KB 08/10/1981)
  - melding van aanwezigheid (bijlage 3ter - KB 08/10/1981)
20. De documenten die opgesteld worden in toepassing van de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen.

#### **Artikel 6**

Iedere betwisting betreffende de retributie zal behandeld worden door de bevoegde burgerlijke rechtbank.

De belastingplichtige die de betaling van de retributie die van hem gevorderd wordt, betwist, is er echter toe gehouden het bedrag van in bewaring te geven in handen van de Gemeenteontvanger, tot dat over zijn bezwaar uitspraak gedaan wordt.

#### **Artikel 7**

Alle verzendingskosten van de getuigschriften en de administratieve stukken, uitgereikt krachtens het onderhavige reglement, zijn ten laste van de natuurlijke rechtspersonen en de private instellingen die ze aanvragen zelfs in het geval waarin de afgifte van deze getuigschriften en documenten gratis is. De bepalingen van de artikelen 5 en 6 worden toegepast op de terugbetaling van deze kosten.

#### **Artikel 8**

Onderhavig reglement wordt van kracht op de 5de dag volgend op de dag van publicatie, herroept en vervangt, op deze zelfde datum, het raadsbesluit van 27 oktober 2010 hernomen in de inleiding.

### **EQUIPEMENT ==- UITRUSTING**

#### **Budget ==- Begroting**

### **SP 2.- Budget 2011 - Douzièmes provisoires pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2011 - Approbation ==- Begroting 2011 - Voorlopige twaalfden voor het eerste trimester 2011 - Goedkeuring**

**M. Grimberghs intervient**

**M. De Herde répond.**

#### **DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 31 voix contre 1 et 9 abstentions ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 31 stemmen tegen 1 en 9 onthoudingen

#### **LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu l'article 247 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'article 14 de l'Arrêté royal du 02 août 1990, portant règlement général sur la Comptabilité communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE : par appel nominal, par 31 voix contre 1 et 9 abstentions

d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins, sous réserve d'approbation de l'autorité de tutelle, à disposer de crédits provisoires au budget de 2011, en attendant l'arrêt définitif de ce document par les autorités compétentes, pour le paiement des dépenses indispensables des mois de janvier, février et mars, exclusivement :

- les traitements, salaires, pensions et charges sociales
- le subside mensuel au Centre Public d'Aide Sociale
- les dépenses de travaux et fournitures strictement nécessaires au fonctionnement normal des services et établissements communaux
- les dépenses qui seraient imposées par une nécessité impérieuse ou en cas de force majeure.

Ces engagements et paiements ne peuvent toutefois dépasser par mois le douzième de l'allocation correspondante portée, pour le même objet, au budget ordinaire de l'exercice 2010.

## DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 247 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op artikel 14 van het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990, houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

**BESLUIT** : bij hoofdelijke stemming, met 31 stemmen tegen 1 en 9 onthoudingen

toelating te geven aan het College van Burgemeester en Schepenen, onder voorbehoud van de goedkeuring van de toezichtoverheid, om over voorlopige kredieten van de begroting 2011 te beschikken in afwachting van de definitieve vaststelling van deze begroting door de bevoegde overheden, voor de betaling van de onontbeerlijke uitgaven van de maanden januari, februari en maart, uitsluitend :

- Wedden, lonen, pensioenen en sociale lasten
- Maandelijkse toelagen aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn
- Uitgaven voor de werken en leveringen strikt nodig voor de normale werking van de gemeentelijke diensten en inrichtingen
- Uitgaven opgelegd door dringende noodzakelijkheid of in geval van overmacht.

De aangewende uitgaven en de betalingen mogen nochtans per maand het twaalfde van het overeenkomend krediet voorzien voor hetzelfde voorwerp van de gewone begroting van het dienstjaar 2010 niet overschrijden.

\* \* \*

**Mme Lejeune de Schiervel entre en séance -- Mevr. Lejeune de Schiervel treedt ter vergadering.**

\* \* \*

### **SP 3.- Rapport semestriel du Fonds "Schaerbeek B23" dressé par AXA le 30.06.2010 - Pour information -- Halfjaarlijks verslag van het Fonds "Schaerbeek B23" opgesteld door AXA op 30.06.2010 - Ter informatie**

**M. De Herde expose**

**M. Cortheoux intervient.**

#### **DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 31 voix et 10 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 31 stemmen en 10 onthoudingen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 247 de la nouvelle loi communale ;

Vu le rapport établi par la société AXA en date du 30 juin 2010 et présenté au Comité du Fonds de pension en date du 30 septembre 2010 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

**DECIDE** : par appel nominal, par 31 voix et 10 abstentions

de prendre pour information le rapport de la société AXA relatif à la situation du fonds de pension arrêté à la date du 30 juin 2010.

## DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 247 van de nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op het rapport opgesteld door AXA op datum van 30 juni 2010, die aan het beheerscomité van het pensioenfonds werd voorgelegd op datum van 30 september 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,  
BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 31 stemmen en 10 onthoudingen  
het rapport van de maatschappij AXA betreffende de situatie van het  
pensioenfonds, vastgesteld op 30 juni 2010, ter informatie te nemen.

\* \* \*

**MM. de Beaufort, Lahlali et Ramdani entrent en séance -- De hh. de  
Beaufort, Lahlali en Ramdani treden ter vergadering.**

\* \* \*

**SP 4.- Subvention spéciale aux communes afin de remplir une  
mission d'intérêt communal - Intervention de la  
commune dans les missions sociales des  
hôpitaux publics bruxellois -- Bijzondere  
toelage aan de gemeenten ter vervulling van een  
opdracht van gemeentelijk belang -  
Tegemoetkoming van de gemeente in de sociale  
opdrachten van de Brusselse openbare  
ziekenhuizen**

(voir annexes - zie bijlage)

**M. Köksal intervient**

**M. De Herde répond.**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming,  
goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117 et 255 16° de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales  
aux communes de la Région de Bruxelles – Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles – Capitale du 03  
décembre 2009 décidant de verser à la commune une subvention spéciale afin de  
remplir une mission d'intérêt communal, détaillée comme suit :

« Intervention de la commune dans les missions sociales des hôpitaux  
publics bruxellois » ;

Vu le projet de convention approuvé par le Gouvernement de la Région de  
Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le montant de la subvention allouée est fixé à 1.311.300 €  
et que celle-ci devra être reversée intégralement dans les 15 jours par la commune  
à l'hôpital concerné,

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

Article 1 : d'approuver le texte de la convention avec le Gouvernement de la  
Région de Bruxelles-Capitale ;

Article 2 : ce montant sera imputé comme suit :

- en recettes ordinaires : article 872/465-EQ-48/10 de 2010 « Autres  
contributions spécifiques de l'autorité supérieure »
- en dépenses ordinaires : article 872/435-EQ-01/11 de 2010 « Contribution  
dans les charges de fonctionnement des autres pouvoirs publics ».

Article 3 : ces crédits font l'objet de la modification budgétaire ordinaire n°4.

## DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 255 16° van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het regeringsbesluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 03 december 2009 om een bijzondere subsidie aan de gemeente Schaarbeek te storten ter vervulling van een opdracht van gemeentelijk belang, beschreven als volgt :

“Tegemoetkoming van de gemeente in de sociale opdrachten van de Brusselse openbare ziekenhuizen” ;

Gelet het project van overeenkomst goedgekeurd door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Aangezien dat het bedrag van de toegekende subsidie vastgesteld is op 1.311.300 € en dat deze door de gemeente aan het openbaar ziekenhuis binnen de 15 dagen integraal overgemaakt moet worden ;

BESLIST : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Artikel 1 : de tekst van de overeenkomst met de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed te keuren

Artikel 2 : dit bedrag zal als volgt geboekt worden :

- in gewone ontvangsten : artikel 872/465-EQ-48/10 van 2010 « Andere specifieke subsidies van de hogere overheid »
- in gewone uitgaven : artikel 872/435-EQ-01/11 van 2010 « Bijdragen in de werkingskosten gedragen door andere overheidsinstellingen »

Artikel 3 : deze kredieten zijn het voorwerp van de gewone begrotingswijziging nr 4.

\* \* \*

**Mmes Ozdemir, Güles, MM. Verzin et Vanhalewyn entrent en séance --  
Mevr. Ozdemir, Güles, MM. Verzin et Vanhalewyn treen ter vergadering.**

\* \* \*

## **Contrôle -- Controlé**

**SP 5.- CPAS - Budget 2011 - Trois douzièmes provisoires -  
Approbation -- Ocmw - Begroting 2011 - Drie  
voorlopige twaalfden - Goedkeuring**

**M. Courtheoux intervient**

### **DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 31 voix contre 1 et 9 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 31 stemmen tegen 1 en 9 onthoudingen

### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 88 de la loi du 8 juillet 1976, organique des Centres Publics d'Action Sociale, relatif au budget des recettes et dépenses du Centre pour l'exercice 2011 à soumettre à l'approbation du Conseil Communal;

Considérant que le budget 2011 n'est pas encore arrêté par le Conseil ; qu'il y a lieu de faire face aux dépenses et d'assurer le bon fonctionnement des services du CPAS,

Vu l'article 13 de l'Arrêté du 26 octobre 1995 du Collège Réuni de la Commission Communautaire Commune portant règlement général de la comptabilité des Centres Publics d'Action Sociale de la Région de Bruxelles-Capitale,

Considérant que les engagements et paiements peuvent atteindre le douzième de l'allocation correspondante du budget antérieur pour chaque mois du nouvel exercice, qu'un douzième est estimé à 2.758.565,83 €,

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir aux crédits nécessaires pour les mois de janvier, février et mars estimés à 8.275.697,49 €

Vu l'avis favorable émis par le Comité de Concertation Commune/CPAS en sa réunion du 22 novembre 2010,

Vu les articles 26bis, 111 et 113 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale,

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

DECIDE : par appel nominal, par 31 voix contre 1 et 9 abstentions

Article 1 : d'arrêter les crédits provisoires pour les mois de janvier, février et mars 2011 au douzième d'allocations du budget 2010 (8.275.697,49 €) pour faire face aux dépenses de traitements, salaires, pensions et charges sociales, de fonctionnement normal des services, de force majeure et relatives à la dette.

Article 2 : de soumettre la présente délibération à l'approbation du Conseil Communal de Schaerbeek.

Article 3 : de transmettre la présente délibération pour information au Collège Réuni de la Commission Communautaire Commune.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 88 van de organieke wet van 8 juli 1976, betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn aangaande de begroting van de ontvangsten en uitgaven van het Centrum voor het dienstjaar 2011, die aan de goedkeuring van de Gemeenteraad moet voorgelegd worden;

Overwegende dat de begroting 2011 nog niet door de Raad goedgekeurd wordt; dat de uitgaven dienen te worden voldaan om de goede werking van de diensten van het OCMW te verzekeren;

Gelet op artikel 13 van het Besluit van 26 oktober 1995 van het Verenigd Kollege van de Gemeenschappelijke Communautaire Commissie houdende algemeen reglement over de boekhouding van de centra voor maatschappelijk welzijn van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de aangewende uitgaven en betalingen nochtans voor iedere maand van het nieuwe dienstjaar het twaalfde van het overeenkomende krediet voorzien in de vorige begroting mogen bereiken, dat een twaalfde wordt geschat op 2.758.565,83 €;

Overwegende dat de nodige kredieten moeten voorzien worden voor de maanden januari, februari en maart, geschat op 8.275.697,49 €

Gelet op het gunstige advies gegeven door het Concertatiecomité Gemeente/OCMW in zijn vergadering van 22 november 2010;

Gelet op de artikelen 26bis, 111 en 113 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 31 stemmen tegen 1 en 9 onthoudingen

Artikel 1 : de voorlopige kredieten vast te stellen voor de maanden januari, februari en maart 2011 op het respectievelijke twaalfde van de begroting van het dienstjaar 2010 (8.275.697,49 €), om aan de uitgaven te voldoen voor de wedden, salarissen, pensioenen en sociale lasten, de normale werking van de diensten, bij overmacht en betreffende de schuld;

Artikel 2 : de huidige beraadslaging aan de goedkeuring van de Gemeenteraad van Schaerbeek voor te leggen;

Artikel 3 : de huidige beraadslaging ter informatie toe te zenden aan het Verenigd Kollege van de Gemeenschappelijke Gemeenschapcommissie.

**SP 6.- Avenants aux conventions conclues dans le cadre du  
Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention -  
Approbation -- Aanhangsels aan de  
overeenkomsten afgesloten in verband met het  
Strategisch Veiligheid- en Preventieplan -  
Goedkeuring**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming,  
goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi  
de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le  
règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les  
procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à  
1.500 € ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant  
l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions  
communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26/07/2007 adoptant le Plan  
Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007/2010 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 15/10/2008 adoptant l'avenant au  
Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007/2010 ;

Vu que des conventions ont été signées avec différents opérateurs  
responsables de l'exécution des objectifs de la convention ;

Considérant qu'une clause de ces conventions est incompatible avec la  
méthode de traitement appliquée par le pouvoir subsidiant en vertu de l'Arrêté  
royal du 07/05/2007 déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle  
de l'allocation financière d'un plan stratégique de sécurité et de prévention Sur  
proposition de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du  
23/11/2010 ;

DECIDE : PAR APPEL NOMINAL, à l'unanimité

1. D'approuver les avenants dans le chef des conventions conclues dans le cadre  
du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention (Asbl Transit et Asbl Riso)  
afin que les montants justifiés puissent être pris en compte par le pouvoir  
subsidiant ;
2. De mandater le Collège des Bourgmestre et Echevins pour signer ces  
conventions.

**DE GEMEENTERAAD**

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de  
toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008  
goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures  
op de begunstigen van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de  
aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke  
toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26/07/2007 die de  
Strategisch Veiligheids- en Preventieplan 2007/2010 goedkeurt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 15/10/2008 die de  
aanhangsels aan de Strategisch Veiligheids- en Preventieplan 2007/2010  
goedkeurt;

Gelet op dat overeenkomsten met verschillende verantwoordelijke bedieners voor de uitvoering van de doelstellingen van de overeenkomst werden ondertekend;

Overwegende dat een clausule van deze overeenkomsten onverenigbaar is met de behandelingsmethode die door de subsidieermacht wordt toegepast (Koninklijk besluit van 07/05/07 tot bepaling van de toekenning-, aanwending en controlevoorwaarden van de financiële toelage van de steden en gemeenten die begunstigde zijn van een strategisch veiligheids- en preventieplan;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen in datum van 23/11/2010;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. De aanhangsels aan de overeenkomsten die in verband met Strategisch Veiligheids- en Preventieplan zijn besloten goed te keuren (Transit Vzw en Riso Vzw), opdat het bedrag gerechtvaardigd door de macht die subsidieert kunnen in aanmerking genomen worden;
2. Het College van Burgemeester en Schepenen ermee te belasten om de aanhangsels aan de overeenkomsten te ondertekenen.

### **SP 7.- Fabrique d'église du Divin Sauveur Modification budgétaire pour 2010 - Avis favorable ==- Kerkfabriek van de Goddelijke Verlosser - Budgettaire wijziging voor 2010 - Gunstig advies**

#### **DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 38 voix et 3 abstentions ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 38 stemmen en 3 onthoudingen

#### **LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu l'article 37 du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu la modification budgétaire de l'exercice 2010 de la Fabrique d'Eglise du Divin Sauveur;

Considérant que ce document a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne :

<b><u>Recettes</u></b>	<b><u>Dépenses</u></b>	<b><u>Excédent</u></b>
20.653,85 €	20.653,85 €	0

Considérant qu'aucune intervention communale n'est sollicitée par cette administration fabricienne;

DECIDE : par appel nominal, par 38 voix et 3 abstentions d'aviser favorablement la modification budgétaire de l'exercice 2010 de la Fabrique d'Eglise du Divin Sauveur telle qu'elle a été dressée par le Conseil de Fabrique.

#### **DE GEMEENTERAAD**

Gelet op artikel 37 van het keizerlijk decreet dd. 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten ;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;



Gelet op de begrotingswijziging van het dienstjaar 2010 van de Kerkfabriek van Goddelijke Zaligmaker;

Overwegende dat dit document als volgt door het kerkbestuur werd vastgesteld :

<u>Ontvangsten</u>	<u>Uitgaven</u>	<u>Overschot</u>
20.653,85 €	20.653,85 €	0

Overwegende dat geen enkele gemeentelijke tussenkomst door de Kerkfabriek gevraagd wordt ;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 38 stemmen en 3 onthoudingen een gunstig advies te verlenen aan de begrotingswijziging van het dienstjaar 2010 van de Kerkfabriek van Goddelijke Zaligmaker zoals ze werd opgesteld door de Raad van de kerkfabriek

### **SP 8.- Fabrique d'église du Divin Sauveur Budget de l'exercice 2011 - Avis favorable -- Kerkfabriek van de Goddelijke Verlosser - Begroting voor het dienstjaar 2011 - Gunstig advies**

#### **DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 38 voix et 3 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 38 stemmen en 3 onthoudingen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 37 du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le budget de l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise du Divin Sauveur,

Considérant que ce document a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne :

<u>Recettes</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Excédent</u>
47.813,26 €	47.813,26 €	0

Considérant qu'aucune intervention communale n'est sollicitée par cette administration fabricienne;

DECIDE : par appel nominal, par 38 voix et 3 abstentions d'aviser favorablement le budget de l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise du Divin Sauveur tel qu'il a été dressé par le Conseil de Fabrique.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 37 van het keizerlijk decreet dd. 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensden ;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek van Goddelijke Zaligmaker;

Overwegende dat dit document als volgt door het kerkbestuur werd vastgesteld :

<u>Ontvangsten</u>	<u>Uitgaven</u>	<u>Overschot</u>
47.813,26 €	47.813,26 €	0

Overwegende dat geen enkele gemeentelijke tussenkomst door de Kerkfabriek gevraagd wordt ;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 38 stemmen en 3 onthoudingen een gunstig advies te verlenen aan de begroting van het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek van Goddelijke Zaligmaker zoals ze werd opgesteld door de Raad van de kerkfabriek

### **SP 9.- Fabrique d'église Sainte Elisabeth - Budget 2011 - Avis favorable -- Kerkfabriek Sint Elisabeth - Begroting 2011 - Gunstig advies**

**M. Charels intervient**

#### **DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 38 voix et 3 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 38 stemmen en 3 onthoudingen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 37 du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le budget de l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise Sainte Elisabeth dressé par le Conseil de Fabrique.

Considérant que cette administration fabricienne ne parvient pas à présenter son budget en équilibre qu'en y inscrivant une intervention communale ordinaire de 2.411,92 € à répartir entre la Commune de Schaerbeek pour 2.374,66 € et la Ville de Bruxelles pour 37,26 €

DECIDE : par appel nominal, par 38 voix et 3 abstentions

1° d'aviser favorablement le budget de l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise Sainte Elisabeth tel qu'il a été dressé par le Conseil de Fabrique

2° d'accorder à cette administration fabricienne un subside communal ordinaire de 2.374,66 € calculé sur base de la population schaarbeekoise du territoire de la paroisse ;

3° d'imputer cette dépense à l'article 790/435EQ01 /12 du budget communal 2011

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 37 van het keizerlijk decreet dd. 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten ;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek van Heilige Elisabeth vastgesteld door de Raad van de Kerkfabriek

Overwegende dat de administratie van deze kerkfabriek er enkel in slaagt om zijn begroting in evenwicht te brengen door een gewone gemeentelijke tussenkomst van 2.411,92 € in te schrijven, te verdelen tussen de Gemeente van Schaarbeek voor 2.374,66 € en de Stad van Brussel voor 37,26 €

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 38 stemmen en 3 onthoudingen

- 1° een gunstig advies te verlenen aan de begroting van het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek van Heilige Elizabeth zoals ze werd opgesteld door de Raad van de kerkfabriek
- 2° aan deze kerkfabriek een gewone gemeentelijke tussenkomst van 2.374,66 € toe te kennen, berekend op basis van de schaarbeekse bevolking op het grondgebied van de parochie
- 3° deze uitgave te boeken op artikel 790/435EQ01/12 van de gemeentelijke begroting 2011

## **SP 10.- Fabrique d'église Sainte Alice - Budget 2011 - Avis favorable -- Kerkfabriek Sint Aleydis - Begroting 2011 - Gunstig advies**

### **DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 38 voix et 3 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 38 stemmen en 3 onthoudingen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 37 du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le budget de l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise Sainte Alice,

Considérant que ce document a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne :

<b><u>Recettes</u></b>	<b><u>Dépenses</u></b>	<b><u>Excédent</u></b>
54.144,31 €	54.144,31 €	0

Considérant qu'aucune intervention communale n'est sollicitée par cette administration fabricienne;

DECIDE : par appel nominal, par 38 voix et 3 abstentions

d'aviser favorablement le budget de l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise Sainte Alice tel qu'il a été dressé par le Conseil de Fabrique.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 37 van het keizerlijk decreet dd. 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten ;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek van Heilige Aleydis;

Overwegende dat dit document als volgt door het kerkbestuur werd vastgesteld :

<u>Ontvangsten</u>	<u>Uitgaven</u>	<u>Overschot</u>
54.144,31 €	54.144,31 €	0

Overwegende dat geen enkele gemeentelijke tussenkomst door de Kerkfabriek gevraagd wordt ;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 38 stemmen en 3 onthoudingen een gunstig advies te verlenen aan de begroting van het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek van Heilige Aleydis zoals ze werd opgesteld door de Raad van de kerkfabriek

**SP 11.- Fabrique d'église Sainte Suzanne - Budget 2011 - Avis favorable -- Kerkfabriek Sint Suzanne - Begroting 2011 - Gunstig advies**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 38 voix et 3 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 38 stemmen en 3 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 37 du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le budget de l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise Sainte Suzanne,

Considérant que ce document a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne :

<u>Recettes</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Excédent</u>
124.548,99 €	124.548,99 €	0

Considérant qu'aucune intervention communale n'est sollicitée par cette administration fabricienne;

DECIDE : par appel nominal, par 38 voix et 3 abstentions d'aviser favorablement le budget de l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise Sainte Suzanne tel qu'il a été dressé par le Conseil de Fabrique.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 37 van het keizerlijk decreet dd. 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten ;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek van Heilige Suzanna;

Overwegende dat dit document als volgt door het kerkbestuur werd vastgesteld :

<u>Ontvangsten</u>	<u>Uitgaven</u>	<u>Overschot</u>
124.548,99 €	124.548,99 €	0

Overwegende dat geen enkele gemeentelijke tussenkomst door de Kerkfabriek gevraagd wordt ;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 38 stemmen en 3 onthoudingen een gunstig advies te verlenen aan de begroting van het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek van Heilige Suzanna zoals ze werd opgesteld door de Raad van de kerkfabriek

**SP 12.- Fabrique d'église Sainte Elisabeth - Budget 2011 - Avis favorable -- Kerkfabriek Sint Elisabeth - Begroting 2011 - Gunstig advies**

**Ce point est retiré de l'ordre du jour -- Dit punt wordt aan de agenda onttrokken**

**SP 13.- ASBL "Racing Club de Schaerbeek" - Comptes 2008 et 2009 - Prendre acte -- Vzw "Racing Club de Schaerbeek" - Rekeningen 2008 en 2009 - Akteneming**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Racing Club de Schaerbeek » affichent un résultat négatif de -98,17€ pour l'exercice 2008 ; un résultat positif de 2.434,64€ pour l'exercice 2009 et que le résultat cumulé atteint -4.421,92€ ;

Vu la décision du 09 novembre 2010 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de -98,17€ pour l'exercice 2008 ; du résultat positif de 2.434,64€ pour l'exercice 2009 et du résultat cumulé de -4.421,92€ de l'Asbl ;

**PREND ACTE** : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2008 et 2009 de l'Asbl « Racing Club de Schaerbeek », déposés au dossier, qui affichent une perte de -98,17€ pour 2008 ; un bénéfice de 2.434,64€ pour 2009 et un résultat cumulé de -4.421,92€.

**DE GEMEENTERAAD**

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Racing Club de Schaerbeek" een negatief saldo van -98,17€ voor het dienstjaar 2008; een positief saldo van 2.434,64€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatieverlies van -4.421,92€ vertonen;

Gelet op de beslissing van 09 november 2010 waar het College akte neemt van het negatief saldo van -98,17€ voor het dienstjaar 2008; van het positief saldo van 2.434,64€ voor het dienstjaar 2009 en van het cumulatieverlies van -4.421,92€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2008 en 2009 van de VZW "Racing Club de Schaerbeek", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van -98,17€ voor 2008; een positief saldo van 2.434,64€ voor 2009 en een cumulatieverlies van -4.421,92€ vertonen.

## **SP 14.- ASBL "A.S. Schaerbeek" - Comptes 2009 - Prendre acte -- Vzw "A.S. Schaerbeek" - Rekeningen 2009 - Akteneming**

### **DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « A.S. Schaerbeek » affichent un résultat négatif de -8,95€ pour l'exercice 2009 ;

Considérant que du subside communal au montant de 8.000€ inscrit à l'article 764/332SS02/71AA du budget 2009, il a été versé la totalité en date du 24/02/2010 ;

Considérant que ce montant figure à l'article : 737 « Subside Communal » des recettes 2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 09 novembre 2010 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de -8,95€ pour l'exercice 2009 de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité des comptes 2009 de l'Asbl « A.S. Schaerbeek », déposés au dossier, qui affichent une perte de -8,95€ pour l'exercice.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "A.S. Schaerbeek" een negatief saldo van -8,95€ voor het dienstjaar 2009 vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 8.000€, ingeschreven op het artikel 764/332SS02/71AA van de begroting 2009, het geheel betaald werd in datum van 24/02/2010;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: 737 « Subside Communal », inkomsten 2009 van de vereniging, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 09 november 2010 waar het College akte neemt van het negatief saldo van -8,95€ voor het dienstjaar 2009 van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2009 van de VZW "A.S. Schaerbeek", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van -8,95€ voor het dienstjaar vertonen.

## **SP 15.- ASBL "CreActions" - Comptes 2009 - Prendre acte -- Vzw "CreActions" - Rekeningen 2009 - Akteneming**

### **DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### **LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « CréActions » affichent un résultat positif de 69,10€ pour l'exercice 2009 et que le résultat cumulé atteint 69,10€ ;

Considérant qu'aucun subsidie n'a été octroyé à l'Asbl l'année dernière ;

Vu la décision du 26 octobre 2010 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 69,10€ pour l'exercice 2009 et du résultat cumulé de 69,10€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité des comptes 2009 de l'Asbl « CréActions », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 69,10€ pour l'exercice et un résultat cumulé de 69,10€.

#### **DE GEMEENTERAAD**

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigen van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "CréActions" een positief saldo van 69,10€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatiewinst van 69,10€ vertonen;

Overwegende dat geen enkele toelage aan VZW het vorig jaar werd toegestaan;

Gelet op de beslissing van 26 oktober 2010 waar het College akte neemt van het positief saldo van 69,10€ voor het dienstjaar 2009 en van de cumulatiewinst van 69,10€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2009 van de VZW "CréActions", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 69,10€ voor het dienstjaar en een cumulatiewinst van 69,10€ vertonen.

## **SP 16.- ASBL "Les Amis d'Aladdin" - Comptes 2009 - Prendre acte -- Vzw "Les Amis d'Aladdin" - Rekeningen 2009 - Akteneming**

### **DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Les Amis d'Aladdin » affichent un résultat positif de 1.135€ pour l'exercice 2009 et que le résultat cumulé atteint 20.340€ ;

Considérant qu'aucun subside n'a été octroyé à l'Asbl l'année dernière ;

Vu la décision du 26 octobre 2010 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 1.135€ pour l'exercice 2009 et du résultat cumulé de 20.340€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité des comptes 2009 de l'Asbl « Les Amis d'Aladdin », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 1.135€ pour l'exercice et un résultat cumulé de 20.340€.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigen van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Les Amis d'Aladdin" een positief saldo van 1.135€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatiewinst van 20.340€ vertonen;

Overwegende dat geen enkele toelage aan VZW het vorig jaar werd toegestaan;

Gelet op de beslissing van 26 oktober 2010 waar het College akte neemt van het positief saldo van 1.135€ voor het dienstjaar 2009 en van de cumulatiewinst van 20.340€ van de VZW;

NEEMT AKTE : met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2009 van de VZW "Les Amis d'Aladdin", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 1.135€ voor het dienstjaar en een cumulatiewinst van 20.340€ vertonen.



**SP 17.- ASBL "Racing Personnel Communal de Schaerbeek" -  
Comptes 2009 - Prendre acte -- Vzw "Racing  
Personnel Communal de Schaerbeek" -  
Rekeningen 2009 - Akteneming**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming,  
goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi  
de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le  
règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les  
procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à  
1.500 € ;

Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant  
l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions  
communales ;

Considérant que les comptes de l'Association de fait « Racing Personnel  
Communal de Schaerbeek – R.P.C. » affichent un résultat positif de 374,47€ pour  
l'exercice 2009 et que le montant des avoirs atteint 1.618,80€ ;

Considérant que du subside communal au montant de 3.500€ inscrit à  
l'article 764/332SS02/71AA du budget 2009, il a été versé 3.422€ en date du  
27/07/2010 (déduction faite des redevances d'occupation) ;

Considérant que ce montant figure à l'article : « Subsidés Communaux » des  
recettes 2009 de l'Association ;

Vu la décision du 09 novembre 2010 par laquelle le Collège prend acte du  
résultat positif de 374,47€ pour l'exercice 2009 et du montant des avoirs de  
2.836,19€ de l'Association de fait ;

**PREND ACTE** : par appel nominal, à l'unanimité  
des comptes 2009 de l'Association de fait « Racing Personnel Communal de  
Schaerbeek – R.P.C. », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 374,47€  
pour l'exercice et un montant des avoirs de 1.618,80€.

**DE GEMEENTERAAD**

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de  
toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008  
goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures  
op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de  
aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke  
toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de feitelijke vereniging "Racing Personnel  
Communal de Schaerbeek – R.P.C." een positief saldo van 374,47€ voor het dienstjaar  
2009 vertonen en dat het bedrag van de tegoeden 1.618,80€ bereikt;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 3.500€,  
ingeschreven op het artikel 764/332SS02/71AA van de begroting 2009, 3.244€ in  
datum van 27/07/10 word betaald (na mindering van de retributies van bezigheid);

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: « Subsidés Communaux », inkomsten  
2009 van de vereniging, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 09 november 2010 waar het College akte neemt  
van het positief saldo van 374,47€ voor het dienstjaar 2009 en van het bedrag van  
het bedrag van de tegoeden van 1.618,80€ van de feitelijke vereniging;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van de rekeningen 2009 van de feitelijke vereniging « Racing Personnel Communal de Schaerbeek – R.P.C. », bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 374,47€ voor het dienstjaar en een bedrag van tegoeden van 1.618,80€ vertonen.

## **SP 18.- ASBL "Sport Schaerbeekois" - Comptes 2009 - Prendre acte -- Vzw "Sport Schaerbeekois" - Rekeningen 2009 - Akteneming**

**MM. Grimberghs et El Arnouki interviennent**

### **DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 38 voix contre 6 -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 35 stemmen tegen 6

#### **LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl « Sport Schaerbeekois » affichent un résultat négatif de -41.741,37€ pour l'exercice 2009 et que le résultat cumulé atteint -26.323,47€ ;

Considérant que du subside communal au montant de 20.000€ inscrit à l'article 764/332SS02/71AB du budget 2009, il a été versé la totalité en date du 24/12/2009 ;

Considérant que ce montant figure à l'article : 740230 « Subsidés animateurs Socio-Sportifs » des recettes 2009 de l'Asbl ;

Considérant que du subside communal au montant de 15.500€ inscrit à l'article 764/332SS02/71AA du budget 2009, il a été versé 11.534,49€ en date du 03/11/2009 ; 503,97€ en date du 21/02/2010 et 3.461,54€ en date du 24/02/2010 ;

Considérant que ce montant figure à l'article : 740200 « Subside Commune Schaerbeek » des recettes 2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 26 octobre 2010 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de -41.741,37€ pour l'exercice 2009 et du résultat cumulé de -26.323,47€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, par 35 voix contre 6 des comptes 2009 de l'Asbl « Sport Schaerbeekois », déposés au dossier, qui affichent une perte de -41.741,37€ pour l'exercice et un résultat cumulé de -26.323,47€.

#### **DE GEMEENTERAAD**

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Sport Schaerbeekois" een negatief saldo van -41.741,37€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatieverlies van -26.323,47€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 20.000€, ingeschreven op het artikel 764/332SS02/71AB van de begroting 2009, het geheel betaald werd in datum van 24/12/2009;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: 740230 « Subsidies animateurs Socio-Sportifs », inkomsten 2009 van de vereniging, voorkomt;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 15.500€, ingeschreven op het artikel 764/332SS02/71AA van de begroting 2009, 11.534,49€ in datum van 03/11/2009 ; 503,97€ in datum van 21/02/2010 en 3.461,54€ in datum van 24/02/2010 worden betaald;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: 740200 « Subside Commune Schaerbeek », inkomsten 2009 van de vereniging, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 26 oktober 2010 waar het College akte neemt van het negatief saldo van -41.741,37€ voor het dienstjaar 2009 en van het cumulatieverlies van -26.323,47€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met 35 stemmen tegen 6 van de rekeningen 2009 van de VZW "Sport Schaerbeekois", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van -41.741,37€ voor het dienstjaar en een cumulatieverlies van -26.323,47€ vertonen.

## **Achats == Aankopen**

### **SP 19.- Imprimerie communale - Acquisition de machines et équipements divers : plieuse, densitomètre et encolleuse - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information == Gemeentelijke Drukkerij - Aankoop van machines en diverse uitrustingen : vouwmaschine, densitometer en lijmmachine - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

#### **DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité == Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance;

Vu la décision du 26 octobre 2010 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet «Imprimerie Communale- Achat de machines et de divers équipements – plieuse, densitomètre et encolleuse» tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/075;

Considérant que la dépense sera financée par fonds propres ;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2010 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION : par appel nominal, à l'unanimité

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26 octobre 2010 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, ayant pour objet «Imprimerie Communale- Achat de machines et de divers équipements – plieuse, densitomètre et encolleuse» tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/075. La dépense, estimée à 46.4887,60 € hors TVA ou 56.250 €, 21% TVA comprise, sera imputée à l'article 134/744-EQ-51/14 du budget extraordinaire 2010 et financée par fonds propres.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzondere artikel 234 : vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 26 oktober 2010 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht met als voorwerp «Gemeentelijke drukkerij - Aankoop van machines en verschillende exploitiematerieel : wouwmachines - densitometer en lijmmachine» zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/075;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door eigen middelen;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 oktober 2010 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met als voorwerp « Gemeentelijke drukkerij - Aankoop van machines en verschillende exploitiematerieel : Vouwmachines - densitometer en lijmmachine» zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/075. De uitgave, geschat op 46.487,60 € excl. btw of 56.250 € incl. 21% BTW, zal geboekt worden op het artikel 134/744-EQ-51/14 van de buitengewone begroting 2010 en gefinancierd door eigen middelen.

**SP 20.- Contrat de propreté - Schaerbeek Propreté & Espaces Verts - Acquisition de matériel d'équipement divers, de charrettes de balayage et de corbeilles de rue - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -=- Netheidscontract - Schaerbeek Netheid & Groene Ruimten - Aankoop van divers uitrustingsmateriaal, veegkarren en straatvuilbakken - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

**DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance;

Vu la décision du 16 novembre 2010 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet «Contrat de propreté - Schaerbeek Propreté & Espaces Verts - Acquisition de matériel d'équipement divers, de charrettes de balayage et de corbeilles de rue » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/074;

Considérant que la dépense sera financée par subsides;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2010;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

**PREND POUR INFORMATION** : par appel nominal, à l'unanimité

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 novembre 2010 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, ayant pour objet «Contrat de propreté - Schaerbeek Propreté & Espaces Verts - Acquisition de matériel d'équipement divers, de charrettes de balayage et de corbeilles de rue » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/074. La dépense, estimée à 51.975,21 € hors TVA ou 62.890 €, 21% TVA comprise, sera imputée à l'article 876/744-IN-51/53 du budget extraordinaire 2010 et financée par subsides.

**DE GEMEENTERAAD**

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzondere artikel 234 : vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 16 november 2010 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht met als voorwerp « Netheidscontract - Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes - Aankoop van verscheidene uitrustingsmateriaal, veegkarren en straatvuilbakken» zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/074;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door subsidies;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 november 2010 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met als voorwerp « Netheidscontract - Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes - Aankoop van verscheidene uitrustingsmateriaal, veegkarren en straatvuilbakken» zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/074. De uitgave, geschat op 51.975,21 € excl. btw of 62.890 € incl. 21% BTW, zal geboekt worden op het artikel 876/744-IN-51/53 van de buitengewone begroting 2010 en gefinancierd door subsidies.

**SP 21.- Contrat de Propreté - Schaarbeek Propreté & Espaces Verts - Acquisition de mobilier divers - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information == Netheidscontract - Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes - Aankoop van divers meubilair - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

**DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité == Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance;

Vu la décision du 9 novembre 2010 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet « Contrat de propreté - Schaerbeek Propreté & Espaces Verts - Acquisition de mobilier divers » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/085;

Considérant que la dépense sera financée par subsides ;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2010 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION : par appel nominal, à l'unanimité

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 9 novembre 2010 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, ayant pour objet « Contrat de propreté - Schaerbeek Propreté & Espaces Verts - Acquisition de mobilier divers » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/085. La dépense, estimée à 20.661,16 € hors TVA ou 25.000 €, 21% TVA comprise, sera imputée à l'article 876/741-IN-48/53 du budgétaire extraordinaire 2010 et financée par subsides.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzondere artikel 234 : vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 9 november 2010 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht met als voorwerp « Netheidscontract - Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes - Aankoop van verscheidene meubilering » zoals beschreven in het SCHA/EQUIP/2010/085;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door subsidies;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2010 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met als voorwerp « Netheidscontract - Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes - Aankoop

van verscheidene meubilering» zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/085. De uitgave, geschat op 20.661,16 € excl. BTW of 25.000 € incl. 21% BTW, zal geboekt worden op het artikel 876/741-IN-48/53 van de buitengewone begroting 2010 en gefinancierd door subsidies.

**SP 22.- Schaerbeek Propreté & Espaces Verts - Eco-collecte Hippomobile - Acquisition de 2 chevaux de trait - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- Schaerbeek Netheid & Groene Ruimten - Eco-inzameling met bespannen paarden - Aankoop van 2 trekpaarden - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

**Mme Vriamont intervient  
M. De Herde répond**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 30 voix et 11 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 30 stemmen en 11 onthoudingen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance;

Vu la décision du 26 octobre 2010 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet «Schaerbeek Propreté & Espaces verts - Acquisition de chevaux de trait » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/072;

Considérant que la dépense sera financée par fonds propres ;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2010 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

**PREND POUR INFORMATION** : par appel nominal, par 30 voix et 11 abstentions

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26 octobre 2010 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, ayant pour objet «Schaerbeek Propreté & Espaces verts - Acquisition de chevaux de trait » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/072. La dépense, estimée à 12.396,70 € hors TVA ou 15.000,00 €, 21% TVA comprise, sera imputée à l'article 766/746-EQ-51/14 du budget extraordinaire 2010 et financée par fonds propres.



## DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzondere artikel 234 : vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 26 oktober 2010 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht met als voorwerp « Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes - Aankoop van trekpaarden » zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/072;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door eigen middelen;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE : bij hoofdelijke stemming, met 30 stemmen en 11 onthoudingen

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 oktober 2010 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met als voorwerp « Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes - Aankoop van trekpaarden » zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/072. De uitgave, geschat op 12.396,70 € excl. btw of 15.000,00 € incl. 21% BTW, zal geboekt worden op het artikel 766/746-EQ-51/14 van de buitengewone begroting 2010 en gefinancierd door eigen middelen.

\* \* \*

**M. Clerfayt entre en séance -- De h. Clerfayt treedt ter vergadering.**

\* \* \*

**SP 23.- Schaarbeek Propreté & Espaces Verts - Eco-collecte Hippomobile - Acquisition de voitures hippomobiles, harnachements pour chevaux de trait et équipements pour cavalier - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- Schaarbeek Netheid & Groene Ruimten - Eco-inzameling met bespannen paarden - Aankoop van voertuigen voor bespannen paarden, tuigen voor trekpaarden en ruitruidingen - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

#### **DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 30 voix et 11 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 30 stemmen en 11 onthoudingen

#### **LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance;

Vu la décision du 9 novembre 2010 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet «Schaerbeek Propreté & Espaces verts – Eco-collecte hippomobile - Acquisition de voitures hippomobiles, harnachements pour chevaux de trait et équipements pour cavalier » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/073;

Considérant que la dépense sera financée par fonds propres ;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2010 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

**PREND POUR INFORMATION** : par appel nominal, par 30 voix et 11 abstentions

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 9 novembre 2010 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, ayant pour objet «Schaerbeek Propreté & Espaces verts – Eco-collecte hippomobile - Acquisition de voitures hippomobiles, harnachements pour chevaux de trait et équipements pour cavalier » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/073. La dépense, estimée à 24.793,39 € hors TVA ou 30.000 €, 21% TVA comprise, sera imputée à l'article 766/743-EQ-98/14 du budget extraordinaire 2010 et financée par fonds propres.

#### **DE GEMEENTERAAD**

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzondere artikel 234: vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde

wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 9 november 2010 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht met als voorwerp « Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes – Ecocollecte met paarden bespannen - Aankoop van voertuigen met paarden bespannen, trektuigen en ruitser uitrustingen» zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/073;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door eigen middelen;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE : bij hoofdelijke stemming, met 30 stemmen en 11 onthoudingen

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2010 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met als voorwerp « Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes – Ecocollecte met paarden bespannen - Aankoop van voertuigen met paarden bespannen, trektuigen en ruitser uitrustingen» zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/073. De uitgave, geschat op 24.793,39 € excl. BTW of 30.000 € incl. 21% BTW, zal geboekt worden op het artikel 766/743-EQ-98/14 van de buitengewone begroting 2010 en gefinancierd door eigen middelen.

## **SP 24.- Acquisition et placement de terminaux de paiement pour divers services communaux - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information ==- Aankoop en plaatsen van betaalterminals voor diverse gemeentelijke diensten - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

### **DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance;

Vu la décision du 26 octobre 2010 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet «Acquisition et placement des terminaux de paiement pour divers services communaux » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/076;

Considérant que la dépense sera financée par fonds propres ;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2010 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION : par appel nominal, à l'unanimité

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26 octobre 2010 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, ayant pour objet «Acquisition et placement des terminaux de paiement pour divers services communaux » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/076. La dépense, estimée à 20.661,16 € hors TVA ou 25.000 €, 21% TVA comprise, sera imputée à l'article 104/744-EQ-51/14 du budget extraordinaire 2010 et financée par fonds propres.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzondere artikel 234 : vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 26 oktober 2010 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht met als voorwerp «Aankoop en plaatsing van betalingsterminals voor verscheidene gemeentelijke diensten» zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/076;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door eigen middelen;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE :bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 oktober 2010 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met als voorwerp «Aankoop en plaatsing van betalingsterminals voor verscheidene gemeentelijke diensten» zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/076. De uitgave, geschat op 20.661,16 € excl. btw of 25.000€ incl. 21% BTW, zal geboekt worden op het artikel 104/744-EQ-51/14 van de buitengewone begroting 2010 en gefinancierd door eigen middelen.

**SP 25.- Programme Informatique Communal - Virtualisation des postes de travail - Etude et déploiement d'une phase pilote - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information ==- Gemeentelijk Informatica Programma - Virtualisatie van de werkposten - Studie en ontvouwing van een proeffase - Wijze van**

# gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

Mme Vriamont intervient  
M. Nimal répoond

## DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 31 voix contre 7 et 3 abstentions -- Bij  
hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 31 stemmen tegen 7 en 3 onthoudingen

### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative  
aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de  
services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de  
fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales  
d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les  
communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale  
modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le  
Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions  
des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a)  
de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA)  
lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le  
Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance;

Vu la décision du 26 octobre 2010 du Collège des Bourgmestre et Echevins  
approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet  
«Programme Informatique Communal - Virtualisation du poste de travail » tel que  
décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/077;

Considérant que la dépense sera financée par emprunt ;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget  
extraordinaire pour 2010 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION : par appel nominal, par 31 voix contre 7 et  
3 abstentions

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26 octobre 2010 de  
passer un marché par procédure négociée sans publicité, ayant pour objet  
«Programme Informatique Communal - Virtualisation du poste de travail » tel que  
décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/077. La dépense, estimée à  
66.115,70 € hors TVA ou 80.000,00 €, 21% TVA comprise, sera imputée à l'article  
139/742-DS-53/26 du budget extraordinaire 2010 et financée par emprunt.

### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a)  
- betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming  
van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de  
overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de  
concessies voor openbare werken;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de  
algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies  
voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het  
administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest  
die de gemeentewet wijzigt, in het bijzondere artikel 234 : vanaf nu is het College  
bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij

onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 26 oktober 2010 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht met als voorwerp « Gemeentelijk Informatica Programme - Computerpost virtualisatie » zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/077;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door lening;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE : bij hoofdelijke stemming, met 31 stemmen tegen 7 en 3 onthoudingen

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 oktober 2010 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met als voorwerp « Gemeentelijk Informatica Programme - Computerpost virtualisatie » zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/077. De uitgave, geschat op 66.115,70 € excl. BTW of 80.000,00 € incl. 21% BTW, zal geboekt worden op het artikel 139/742-DS-53/26 van de buitengewone begroting 2010 en gefinancierd door lening.

**SP 26.- Equipement - Acquisition de mobilier de bureau et de matériel pour divers services communaux - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information ==- Uitrusting - Aankoop van kantoormeubilair en materialen voor diverse gemeentelijke diensten - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

**DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 31 voix contre 7 et 3 abstentions ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 31 stemmen tegen 7 en 3 onthoudingen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance;

Vu la décision du 26 octobre 2010 du Collège des Bourgmestres et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet « Acquisition de mobilier de bureau pour divers services communaux » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/079;

Considérant que la dépense sera financée par fonds propres et un emprunt ;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2010 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION : par appel nominal, par 31 voix contre 7 et 3 abstentions

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26 octobre 2010 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, ayant pour objet «Equipement - Acquisition de mobilier de bureau pour divers services communaux » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/079. La dépense, estimée à 64.462,81 € hors TVA ou 78.000 €, TVA comprise, sera imputée à l'article 104/741-EQ-98/14, 104/744-EQ-51/14, 132/744-EQ-51/14, 137/741-EQ-98/14 et 878/741-EQ-98/14 du budget extraordinaire 2010 et financée par fonds propres.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzondere artikel 234 : vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 26 oktober 2010 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht met als voorwerp «Uitrusting - Aankoop van kantoormeubilair voor verscheidene gemeentelijke diensten» zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/079;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door eigen middelen,

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE : bij hoofdelijke stemming, met 31 stemmen tegen 7 en 3 onthoudingen

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 oktober 2010 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met als voorwerp «Uitrusting - Aankoop van kantoormeubilair voor verscheidene gemeentelijke diensten» zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/079. De uitgave, geschat op 64.462,81 € excl. BTW of 78.000 € incl. BTW, zal geboekt worden op het artikel 104/741-EQ-98/14, 104/744-EQ-51/14, 132/744-EQ-51/14, 137/741-EQ-98/14 en 878/741-EQ-98/14 van de buitengewone begroting 2010 en gefinancierd door eigen middelen en een lening.

**SP 27.- Service Infrastructure - Voirie - Acquisition d'outillage divers - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information --  
Dienst Infrastructuur - Wegen - Aankoop van diverse gereedschappen - Wijze van gunnen en**

## **vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

### **DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

### **LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance;

Vu la décision du 9 novembre 2010 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet «Infrastructure - Voiries – Acquisition d'outillage divers » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/084;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt ;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2010 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

**PREND POUR INFORMATION** : par appel nominal, à l'unanimité

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 9 novembre 2010 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, ayant pour objet «Infrastructure - Voiries – Acquisition d'outillage divers» tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/084. La dépense, estimée à 20.661,16 € hors TVA ou 25.000 €, 21% TVA comprise, sera imputée à l'article 421/744-EQ-51/14 du budget extraordinaire 2010 et financée par un emprunt.

### **DE GEMEENTERAAD**

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzondere artikel 234 : vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave



moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 9 november 2010 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht met als voorwerp « Infrastructuur - Wegen - Aankoop van verscheidene gereedschappen » zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/083;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door een lening;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2010 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met als voorwerp «Infrastructuur - Waterstaat - Aankoop van verscheidene gereedschappen» zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/084. De uitgave, geschat op 20.661,16 € excl. BTW of 25.000 € incl.21% BTW, zal geboekt worden op het artikel 421/744-EQ-51/14 van de buitengewone begroting 2010 en gefinancierd door een lening.

**SP 28.- Service Infrastructure - Bâtiments - Service techniques Spéciales - Acquisition de matériel de sécurité, portes coupe-feu et éclairages de secours pour diverses écoles et le CTR - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- Dienst Infrastructuur - Gebouwen - Dienst Speciale Technieken - Aankoop van veiligheidsmateriaal, brandwerende deuren en noodverlichtingen voor diverse scholen en het TCR - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance;

Vu la décision du 9 novembre 2010 du Collège des Bourgmestres et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet «Infrastructuur - Bâtiments – Service Techniques Spéciales - Acquisition

de matériel de sécurité : portes coupe-feu et éclairages de secours » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/087;

Considérant que la dépense sera financée par fonds propres;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2010 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION : par appel nominal, à l'unanimité

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 9 novembre 2010 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, ayant pour objet «Infrastructure - Bâtiments – Service Techniques Spéciales - Acquisition de matériel de sécurité : portes coupe-feu et éclairages de secours » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/087. La dépense, estimée à 37.190,07 € hors TVA ou 45.000 €, 21% TVA comprise, sera imputée à l'article 722/744-EQ-51/14, 731/744-EQ-51/14, 735/744-EQ-51/14 et 137/744-EQ-51/14 du budget extraordinaire 2010 et financée par fonds propres.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzondere artikel 234 : vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 9 november 2010 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht met als voorwerp « Infrastructuur - Gebouwen – Dienst Speciale Technieken - Aankoop van veiligheidsuitrustingen: brandwerende deuren en noodverlichtingen» zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/087;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door eigen middelen;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2010 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met als voorwerp « Infrastructuur - Gebouwen – Dienst Speciale Technieken - Aankoop van veiligheidsuitrustingeb: brandwerende deuren en noodverlichtingen» zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/087. De uitgave, geschat op 37.190,07 € excl. BTW of 45.000 € incl. 21% BTW, zal geboekt worden op het artikel 722/744-EQ-51/14, 731/744-EQ-51/14, 735/744-EQ-51/14 en 137/744-EQ-51/14 van de buitengewone begroting 2010 en gefinancierd door eigen middelen.

**SP 29.- Urbanisme & Environnement - Collecte des données et documentation des bases de données urbanistiques communales - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information ==- Stedenbouw en Leefmilieu - Verzameling van gegevens en documentatie over de stedelijke gemeentelijke databases - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

**DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 40 voix contre 1 ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 40 stemmen tegen 1

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance;

Vu la décision du 26 octobre 2010 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet «Urbanisme-Environnement Collecte des données et documentation des bases de données urbanistiques communales» tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/080;

Considérant que la dépense sera financée par fonds propres ;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2010 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

**PREND POUR INFORMATION** : par appel nominal, par 40 voix contre 1

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26 octobre 2010 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, ayant pour objet «Urbanisme-Environnement Collecte des données et documentation des bases de données urbanistiques communales» tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/080. La dépense, estimée à 66.115,70 € hors TVA ou 80.000,00 €, 21% TVA comprise, sera imputée à l'article 930/733-IN-60/56 du budget extraordinaire 2010 et financée par fonds propres..

**DE GEMEENTERAAD**

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzondere artikel 234 : vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 26 oktober 2010 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht met als voorwerp «Erelonen voor plannen van aanleg, urbanisatieplannen en andere studies in uitvoering - Stedenbouw » zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/080;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door eigen middelen;;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE : bij hoofdelijke stemming, met 40 stemmen tegen 1

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 oktober 2010 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met als voorwerp «Erelonen voor plannen van aanleg, urbanisatieplannen en andere studies in uitvoering - Stedenbouw » zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/080. De uitgave, geschat op 66.115,70 € excl. BTW of 80.000,00 € incl. 21% BTW, zal geboekt worden op het artikel 930/733-IN-60/56 van de buitengewone begroting 2010 en gefinancierd door eigen middelen.

**SP 30.- Fonds Politique des Grandes Villes - Site Web - Mise en place d'un agent virtuel guidant le citoyen dans ses démarches - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information ==- Fonds voor het Groot Stedenbeleid - Website - Plaatsen van een virtueel beambte die de burgers begeleid in zijn stappen - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

**Mme la Bourgmestre ff. expose.**

**DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance;

Vu la décision du 26 octobre 2010 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet «Fonds Politique des Grandes Villes - DSD-Communication - Site Web – Mise en place d'un agent virtuel guidant le citoyen dans ses démarches » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/083;

Considérant que la dépense sera financée par subsides ;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire (MB3) pour 2010 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION : par appel nominal, à l'unanimité

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26 octobre 2010 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, ayant pour objet «Fonds Politique des Grandes Villes - DSD-Communication - Site Web – Mise en place d'un agent virtuel guidant le citoyen dans ses démarches » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/083. La dépense, estimée à 41.322,31 € hors TVA ou 50.000 €, 21% TVA comprise, sera imputée à l'article 139/742-DS-53/26 du budget extraordinaire 2010 (MB3) et financée par subsides.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzondere artikel 234 : vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 26 oktober 2010 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht met als voorwerp «Fonds voor het Grootstedenbeleid – DSO – Communicatie – Website – Inrichting van een virtueel agent ten dienste van de burger» zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/083;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door toelagen;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2010 (AB3);

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 oktober 2010 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met als voorwerp « Fonds voor het Grootstedenbeleid – DSO – Communicatie – Website – Inrichting van een virtueel agent ten dienste van de burger » zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/083. De uitgave, geschat op

41.322,31 € excl. BTW of 50.000 € incl. 21% BTW, ză geboekt worden op het artikel 139/742-DS-53/26 van de buitengewone begroting 2010 (AB3) en gefinancierd door toelagen.

**SP 31.- Fonds Politique des Grandes Villes - Maison des Femmes de Schaerbeek - Acquisition de matériel d'équipement divers, de matériel audio-visuel et de livres - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information ==- Fonds voor het Groot Stedenbeleid - Vrouwenhuis van Schaarbeek - Aankoop van divers uitrustingsmateriaal, audiovisueel materiaal en boeken - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

**DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance;

Vu la décision du 16 novembre 2010 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet «Fonds Politique des Grandes Villes - Maison des femmes de Schaerbeek - Acquisition de matériel d'équipement divers, de matériel audio-visuel et de livres » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/088;

Considérant que la dépense sera financée par subsides ;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2010 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

**PREND POUR INFORMATION** : par appel nominal, à l'unanimité

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 novembre 2010 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, ayant pour objet «Fonds Politique des Grandes Villes - Maison des femmes de Schaerbeek - Acquisition de matériel d'équipement divers, de matériel audio-visuel et de livres » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/088. La dépense, estimée à 8.526,43 € hors TVA ou 10.317 €, 21% TVA comprise, sera imputée à l'article 104/741-DS-51/22 du budget extraordinaire 2010 et financée par subsides.

## DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzondere artikel 234 : vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 16 november 2010 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht met als voorwerp «Fonds voor het Grootstedenbeleid - Huis van de Vrouwen van Schaarbeek - Aankoop van verscheidene uitrustingen, audiovisueel materiaal en boeken» zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/088;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door toelagen;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 november 2010 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met als voorwerp « Fonds voor het Grootstedenbeleid - Huis van de Vrouwen van Schaarbeek - Aankoop van verscheidene uitrustingen, audiovisueel materiaal en boeken» zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/088. De uitgave, geschat op 8.526,43 € excl. BTW of 10.317 € incl. 21% BTW, zal geboekt worden op het artikel 104/741-DS-51/22 van de buitengewone begroting 2010 en gefinancierd door toelagen.

### **SP 32.- Programme de Prévention Urbaine - Acquisition de mobilier de bureau, de matériel audio-visuel et de matériel d'équipement divers - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information ==- Stedelijk Preventieprogramma - Aankoop van kantoormeubilair, audiovisueel materiaal en divers uitrustingsmateriaal - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

#### **DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance;

Vu la décision du 16 novembre 2010 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet «Programme de Prévention Urbaine - Acquisition de mobilier de bureau, de matériel informatique et audio-visuel et d'équipement divers » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/091;

Considérant que la dépense sera financée par subsides ;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2010 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION : par appel nominal, à l'unanimité

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 novembre 2010 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, ayant pour objet «Programme de Prévention urbaine - Acquisition de mobilier de bureau, de matériel informatique et audio-visuel et d'équipement divers » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/091. La dépense, estimée à 72.570 € , sera imputée aux articles 300/741-DS-51/21, 300/742-DS-52/21, 300/742-DS-53/21, 300/742-DS-98/-21 et 300/744-DS-51/21 du budget extraordinaire 2010 et financée par subsides.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzondere artikel 234 : vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 16 november 2010 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht met als voorwerp « Stedelijk Preventie Programma - Aankoop van kantoormeubilair, audiovisueel materiaal en verscheidene uitrustingsmateriaal» zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/091;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door subsidies;



Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 november 2010 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met als voorwerp « Stedelijk Preventie Programma - Aankoop van kantoormeubilair, audiovisueel materiaal en verscheidene uitrustingsmateriaal » zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/091. De uitgave, geschat op 72.570 €, zal geboekt worden op het artikel 300/741-DS-51/21, 300/742-DS-52/21, 300/742-DS-53/21, 300/742-DS-98/-21 en 300/744-DS-51/21 van de buitengewone begroting 2010 en gefinancierd door subsidies.

**SP 33.- Instruction Publique - Acquisition de stores et tentures pour les écoles primaires et secondaires  
- Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -==- Openbaar onderwijs - Aankoop van zonneblinden en overgordijnen voor het lager- en secundair onderwijs - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

**DECISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance;

Vu la décision du 9 novembre 2010 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet « Instruction Publique : acquisition de stores et tentures pour les écoles primaires et secondaires » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/082;

Considérant que la dépense sera financée par fonds propres ;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2010 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION : par appel nominal, à l'unanimité

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 9 novembre 2010 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, ayant pour objet « Instruction Publique : acquisition de stores et tentures pour les écoles primaires et

secondaires » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/082. La dépense, estimée à 50.000,-€ TVAC, sera imputée aux articles 722/744-EQ-51/14 & 731/744-EQ-51/14 du budget extraordinaire 2010 et financée par fonds propres.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzondere artikel 234 : vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 9 november 2010 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht met als voorwerp «Openbaar Onderwijs -Aankoop van zonneblinden en overgordijnen voor lager en middelbaar onderwijs » zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/082;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door eigen middelen;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2010 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met als voorwerp «Openbaar Onderwijs - Aankoop van zonneblinden en overgordijnen voor lager en middelbaar onderwijs » zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/082. De uitgave, geschat op 50.000,-€ TVAC, zal geboekt worden op de artikelen 722/744-EQ-51/14 & 731/744-EQ-51/14 van de buitengewone begroting 2010 en gefinancierd worden door eigen middelen.

### **SP 34.- Entretien - Acquisition de matériel d'équipement, de poubelles pour tri sélectif et de divers produits d'entretien pour les écoles - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information ==- Onderhoud - Aankoop van uitrustingsmateriaal, vuilbakken voor het selectief sorteren en diverse onderhoudsproducten voor de scholen - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

#### **DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

## LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance;

Vu la décision du 23 novembre 2010 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet «Entretien - Acquisition de matériel d'équipement, de poubelles de tri et de divers produits d'entretien » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/092;

Considérant que la dépense sera financée par fonds propres;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2010 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION : par appel nominal, à l'unanimité

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 novembre 2010 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, ayant pour objet «Entretien - Acquisition de matériel d'équipement, de poubelles de tri et de divers produits d'entretien » tel que décrit dans le cahier des charges SCHA/EQUIP/2010/092. La dépense, estimée à 27.272,71 € hors TVA ou 33.000 €, 21% TVA comprise, sera imputée à l'article 137/744-EQ-51/14 et 722/744-EQ-51/14 du budget extraordinaire 2010 et financée par fonds propres et subsides.

## DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzondere artikel 234 : vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 23 november 2010 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht met als voorwerp « Onderhoud - Aankoop van uitrustingsmateriaal, van vuilbakken voor het selectief sorteren en verscheidene onderhoudsproducten » zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/092;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door eigen middelen;  
Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

**NEEMT TER INFORMATIE** : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 november 2010 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met als voorwerp « Onderhoud - Aankoop van uitrustingsmateriaal, van vuilbakken voor het selectief sorteren en verscheidene onderhoudsprodukten » zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2010/092. De uitgave, geschat op 27.272,71 € excl. BTW of 33.000 € incl. 21% BTW, zal geboekt worden op het artikel 137/744-EQ-51/14 en 722/744-EQ-51/14 van de buitengewone begroting 2010 en gefinancierd door eigen middelen en subsidies.

**SP 35.- Bâtiments - Techniques Spéciales - Achats de matériel de plomberie, de chauffage, de ventilation et d'électricité pour la rénovation des locaux destinés au centre PMS - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- Gebouwen - Speciale technieken - Aankoop van loodgieter-, verwarming-, verluchting- en elektriciteitsmaterialen voor het vernieuwen van de lokalen bestemd voor het PMS-centrum - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance;

Vu la décision du 23 novembre 2010 du Collège des Bourgmestres et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions du marché ayant pour objet l'achat de matériel de plomberie, de chauffage, de ventilation et d'électricité pour la rénovation des locaux destinés au centre PMS – Grande Rue au Bois n° 57;

Considérant que la dépense sera financée par fonds propres ;

Considérant que les crédits nécessaires ont été prévus à cet effet au budget extraordinaire pour 2010 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND POUR INFORMATION : par appel nominal, à l'unanimité

la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27 avril 2010 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, constaté sur simple facture acceptée, ayant pour objet l'achat de matériel de plomberie, de chauffage, de ventilation et d'électricité pour la rénovation des locaux destinés au centre PMS ;; auprès des firmes AIR TRADE CENTER, METAL UNION et SANISTOCK et les adjudicataires annuels VANDEN BERGH, TUBAROB, SANISTOCK, METALUNION, HILTI, CENTRATEC, ELECTRIC et REXEL, la dépense de 8.800 € (TVAI), a été imputée à l'article 722/744-EQ-51/14 du budget extraordinaire 2010 et financée par fonds propres.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken ;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzonder artikel 234 : vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 23 november 2010 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht goedkeurt met als voorwerp de aankoop van loodgietermateriaal, verwarming, verluchting en elektriciteit voor de lokalen van het PMS centrum – Grote bosstraat n°57.

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door eigen middelen;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor voorzien zijn op de buitengewone begroting van 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 april 2010 om de opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met simpele factuur met als opdracht de aankoop van loodgietermateriaal, verwarming, verluchting en elektriciteit voor de lokalen van het PMS centrum – Grote bosstraat n°57 bij de firma's AIR TRADE CENTER, METAL UNION en SANISTOCK en de jaarlijkse opdrachtnemers VANDEN BERGH, TUBAROB, SANISTOCK, METALUNION, HILTI, CENTRATEC, ELECTRIC en REXEL . De uitgave van 8.800 € (BTWI), is geboekt op artikel 722/744-EQ-51/14 van de buitengewone begroting 2010 en gefinancierd door eigen middelen

#### **DEVELOPPEMENT STRATEGIQUE ET DURABLE --- STRATEGISCHE EN DUURZAME ONTWIKKELING**

#### **Programme de Prévention Urbaine --- Stedelijk Preventieprogramma**

#### **SP 36.- Convention 2010 entre le Service Public Fédéral Intérieur et la commune - Contingent**

**complémentaire - Approbation ==-  
Overeenkomst 2010 tussen de Federale  
Overheidsdienst Binnenlandse Zaken en de  
gemeente - Bijkomend contingent - Goedkeuring**

**DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming,  
goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu l'arrêté royal du 19 mars 2003 modifiant l'arrêté royal du 19 décembre 2001 de promotion de mise à l'emploi des demandeurs d'emploi de longue durée;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté ministériel d'exécution du 16 août 2010;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins 9 novembre 2010,

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit,

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

D'approuver la convention "Gardiens de la Paix – Contingent complémentaire" (2010) entre la commune et l'Etat.

**DE GEMEENTERAAD**

Gelet op het koninklijk besluit van 19 maart 2003 tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot bevordering van de tewerkstelling van langdurig werkzoekenden;

Gelet op de wet van 15 mei 2007 tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het uitvoeringsbesluit van 16 augustus 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2010,

Overwegende dat dit verslag ingewilligd dient te worden;

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De overeenkomst "Gemeenschapswachten – bijkomend contingent" (2010) tussen de gemeente en de Staat goed te keuren.

**SP 37.- Convention 2010 entre le Service Public Fédéral  
Intérieur et la commune - Contingent  
complémentaire 90 - Approbation ==-  
Overeenkomst 2010 tussen de Federale  
Overheidsdienst Binnenlandse Zaken en de  
gemeente - Bijkomend contingent 90 -  
Goedkeuring**

**DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming,  
goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu l'arrêté royal du 19 mars 2003 modifiant l'arrêté royal du 19 décembre 2001 de promotion de mise à l'emploi des demandeurs d'emploi de longue durée;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté ministériel d'exécution du 16 août 2010;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 9 novembre 2010;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit,  
DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

D'approuver la convention "Gardiens de la Paix - Contingent complémentaire 90 ETP" (2010) entre la commune et l'Etat.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op het koninklijk besluit van 19 maart 2003 tot wijziging van het koninklijk besluit van van 19 december 2001 tot bevordering van de tewerkstelling van langdurig werkzoekenden;

Gelet op de wet van 15 mei 2007 tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het uitvoeringsbesluit van 16 augustus 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2010,

Overwegende dat dit verslag ingewilligd dient te worden;

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De overeenkomst "Gemeenschapswachten - bijkomend contingent 90 FTE" (2010) tussen de gemeente en de Staat goed te keuren.

### **SP 38.- Convention entre la commune et l'ASBL "Bruxelles Accueil" - Service Interprétariat social portant sur des services d'interprétariat dans le cadre de la permanence d'accueil psychosocial - Approbation ==- Overeenkomst tussen de gemeente en de vzw "Bruxelles Accueil" - Sociale Tolkdienst handelend over de tolkdiensten in kader van de dienst psychosociaal onthaal - Goedkeuring**

#### **DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'existence d'un Programme de Prévention Urbaine et de projets impliquant des conventions et avenants entre la Commune et des partenaires extérieurs;

Vu la nécessité de rédiger ce type de convention;

Vu l'obligation pour la Commune de respecter ses engagements contractuels vis-à-vis du pouvoir subsidiant;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'Arrêté royal du 7 décembre 2006 mettant en place le plan stratégique de sécurité et de prévention;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 20 mai 2010;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 9 novembre 2010;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit;

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

D'approuver la convention entre la Commune et l'asbl « Bruxelles Accueil ».

#### DE GEMEENTERAAD

Aangezien het bestaan van een Stedelijk Preventie Programma en projecten die overeenkomsten en aanhangsels tussen de Gemeente en externe instellingen verweekelt;

Gelet op de nood om dit type overeenkomst op te stellen;  
Gelet op de verplichting voor de Gemeente om haar contractuele verbintenissen tegenover de subsidiërende overheid na te komen;  
Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;  
Gelet op het Koninklijke besluit van 7 december 2006 dat het strategisch veiligheids- en preventieplan opstelt;  
Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 mei 2010;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2010;  
Overwegende dat dit ingewilligd dient te worden;  
BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen  
De overeenkomst tussen de Gemeente en de vzw « Bruxelles Accueil » goed te keuren.

### **Mobilité -- Mobiliteit**

**SP 39.- Mission d'étude sur l'opportunité et la faisabilité de construction d'un ou plusieurs parkings publics souterrains sur le territoire de la commune de Schaerbeek - Pour information -- Studietoelichting betreffende de geschiktheid en uitvoerbaarheid van het bouwen van een of meerdere ondergrondse parkings op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek - Ter informatie**

**MM. Van Gorp, Grimberghs et de Beaufort interviennent.  
Mme la Bourgmestre ff et Mme Smeysters répondent.**

### **DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 40 voix et 1 abstention -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 40 stemmen en 1 onthouding

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, en particulier son article 17, §2, 1°, a);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234; que désormais le Collège des Bourgmestre et Echevins est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17, §2, 1°, a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 9 novembre 2010 approuvant la réalisation d'une étude sur l'opportunité et la faisabilité de la construction d'un ou plusieurs parkings publics souterrains sur le territoire de la commune de Schaerbeek, le mode de passation et les conditions de ce marché d'étude et les termes du projet de convention d'étude entre la Commune et l'auteur de projet ;



PREND POUR INFORMATION par appel nominal, par 40 voix et 1 abstention

La décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 9 novembre 2010 de passer un marché d'études ayant pour objet l'étude sur l'opportunité et la faisabilité de la construction d'un ou plusieurs parkings publics souterrains sur le territoire de la commune de Schaerbeek, par procédure négociée sans publicité, pour le montant de son offre; la dépense estimée à 80.000 €, TVA comprise, sera imputée à l'article 930/733-IN-60/56 du budget extraordinaire de 2010.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, in het bijzonder haar artikel 17, §2, 1° a);

Gelet op het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals gewijzigd tot op de dag van vandaag;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot vaststelling van de algemene uitvoeringsregels van overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder haar artikel 234; dat vanaf dan, het College bevoegd is voor de vaststelling van de gunningswijze en de voorwaarden van de opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17, §2, 1° a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000€, excl. BTW);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2010 tot goedkeuring van de opmaak van een opportuiniteits- en haalbaarheidsstudie over de bouw van één of meer ondergrondse openbare parkings op het grondgebied van de gemeente Schaerbeek, van de gunningswijze en de opdrachtvoorwaarden van deze studieopdracht en van de tekst van het ontwerp van studieovereenkomst tussen de Gemeente en de ontwerper;

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met 40 stemmen en 1 onthouding

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2010 om een studieopdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met als voorwerp de opmaak van een opportuiniteits- en haalbaarheidsstudie over de bouw van één of meer ondergrondse openbare parkings op het grondgebied van de gemeente Schaerbeek; de uitgave, geschat op 80.000€, incl. BTW, zal op het artikel 930/733-IN-60/56 van de buitengewone begroting van 2010 worden geboekt.

\* \* \*

**M. Reghif et Mme Chan entrent en séance -- De h. reghif en mevr. Chan treden ter vergadering.**

\* \* \*

**SP 40.- Contrat de mobilité Police - Reconduction pour l'année 2011 -- Mobiliteitscontract Politie - Verlenging voor het jaar 2011**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté du 18 juillet 1996 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les règles pour l'octroi de subventions aux communes dans le cadre d'un contrat de mobilité ;

Vu l'arrêté du 17 juillet 1997 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996 ;

Vu l'arrêté du 20 décembre 2001 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 11 mars 1999 relative à l'euro en matière de travaux publics et de transport section II adaptation de l'arrêté du 17 juillet 1997 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996 ;

Considérant les intentions du Plan Régional de Développement qui précise " qu'il appartient aux communes de prendre les mesures pour gérer la circulation, notamment en affectant des agents à cette tâche et en convenant des modalités d'interventions rapides en cas d'accident qui perturbe la circulation sur les voiries où le trafic est important " ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale doit évoluer vers une mobilité durable ;

Considérant que les transports en commun, les déplacements à vélo et à pied sont des éléments essentiels d'une mobilité durable ;

Considérant que la promotion de l'utilisation des transports en commun passe notamment par l'amélioration de leur vitesse commerciale ;

Considérant que la promotion des déplacements à pied et à vélo passe par une augmentation de leur sécurisation ;

Considérant que la congestion est néfaste pour le fonctionnement socio-économique de la commune et qu'elle entraîne des effets dommageables sur la santé et l'environnement ;

Considérant que la Région encourage les communes à amplifier la présence de leur police sur les voiries régionales afin d'y maintenir de bonnes conditions de déplacement de tous les usagers;

Vu le rapport relatif à l'exécution de contrat de mobilité en cours ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Après en avoir délibéré,

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

- 1) solliciter une subvention auprès de la Région de Bruxelles - Capitale, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles - Capitale du 20 décembre 2001 portant exécution de l'ordonnance du 11 mars 1999 relative à l'euro en matière de travaux publics et de transport section II - adaptation de l'arrêté du 17 juillet 1997 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996 déterminant les règles pour l'octroi de subventions aux communes dans le cadre d'un contrat de mobilité, pour la surveillance de 4 carrefours prioritaires établis en voirie régionale dont le détail figure au contrat de mobilité joint en annexe de la présente délibération;
- 2) de souscrire aux engagements figurant au contrat de mobilité joint en annexe de la présente délibération (SCH-015);
- 3) d'approuver le rapport relatif à l'exécution du contrat en cours
- 4) de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente décision.

**DE GEMEENTERAAD**

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 1996 tot vaststelling van de regels die van toepassing zijn voor de toekenning van toelagen aan de gemeenten in het raam van het mobiliteitscontract;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 juli 1997 tot wijziging van het besluit van 18 juli 1996 ;

Gelet op het besluit van 20 december 2001 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende uitvoering van de verordening van 11 maart 1999 betreffende de euro inzake openbare werken en vervoer afdeling II aanpassing van het besluit van 17 juli 1997 tot wijziging van het besluit van 18 juli 1996;

Overwegende de bedoelingen van het Gewestelijk Ontwikkelingsplan waarin wordt gesteld "dat de Gemeenten dan ook de nodige maatregelen moeten treffen voor het beheer van het verkeer, met name door agenten voor deze taak in te zetten en door nadere regels uit te werken voor de snelle tussenkomsten bij ongevallen die het verkeer op de drukke wegen verstoren" ;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest naar een duurzame mobiliteit moet streven;

Overwegende dat het openbaar vervoer, de verplaatsingen met de fiets en te voet de voornaamste elementen uitmaken van een duurzame mobiliteit;

Overwegende dat de promotie van het gebruik van het openbaar vervoer in het bijzonder de verbetering van de commerciële snelheid inhoudt;

Overwegende dat de promotie van de verplaatsingen te voet en met de fiets gepaard gaan met een verhoging van hun beveiliging;

Overwegende dat verkeersverzadiging rampzalig is voor de socio-economische werking van de gemeente en dat zij schadelijke gevolgen heeft op de gezondheid en het leefmilieu;

Overwegende dat het Gewest de gemeenten aanmoedigt om de aanwezigheid van hun politie op de gewestwegen te verhogen teneinde er goede verkeersomstandigheden te bewaren;

Gelet op het verslag betreffende de uitvoering van het lopende mobiliteitscontract;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Na erover beraadslaagd te hebben,

BESLIST bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

- 1) een subsidie aan te vragen bij het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 december 2001 houdende uitvoering van de verordening van 11 maart 1999 betreffende de euro inzake openbare werken en vervoer afdeling II aanpassing van het besluit van 17 juli 1997 tot wijziging van het besluit van 18 juli 1996 tot bepaling van de regels voor het toekennen van subsidies aan de gemeenten in het kader van het mobiliteitscontract voor het toezicht op vier gewestelijke kruispunten, waarvan de bijzonderheden in het mobiliteitscontract zijn opgenomen gevoegd als bijlage bij onderhavig raadsbesluit;
- 2) de verbintenissen te onderschrijven vermeld in het als bijlage van onderhavig raadsbesluit gevoegd mobiliteitscontract (SCH-015);
- 3) het verslag betreffende de uitvoering van het lopende contract goed te keuren ;
- 4) het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van onderhavig raadsbesluit.

## **RESSOURCES HUMAINES -=- HUMAN RESOURCES**

### **SP 41.- Règlement général sur la formation du personnel communal - Approbation -=- Algemeen reglement voor de vorming van het personeel - Goedkeuring**

#### **DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### **LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117, 119 ainsi que les articles 26bis, 70ter et 145bis de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu la circulaire du 28 avril 1994 relative à l'harmonisation du statut administratif et révision générale des barèmes du personnel des pouvoirs locaux de la région de Bruxelles-Capitale, dite «charte sociale»;

Considérant que les modifications récentes de la nouvelle loi communale par le législateur régional mettent l'accent sur l'importance de la formation de l'ensemble du personnel communal en consacrant plusieurs dispositions à cette problématique;

Que cette problématique est réglée jusqu'à présent par simple référence à la circulaire susvisée du 28 avril 1994;

Que, vu l'évolution de la législation, il importe de préciser les contours de cette problématique en l'adaptant à la stratégie générale adoptée par les autorités communales;

Considérant qu'il convient à cet égard de souligner que les crédits budgétaires destinés à la formation ont plus que doublé depuis 1995, toutes fonctions confondues;

Vu le protocole d'accord signé en séance du Comité particulier de négociation du 22 octobre 2010;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins des 10 août 2010, et 16 novembre 2010 ;

ARRETE par appel nominal, à l'unanimité  
comme suit le règlement général sur la formation des membres du personnel communal:

#### **Article 1 - Champ d'application**

§ 1. - Le présent règlement a pour objet de définir les principes généraux relatifs aux actions, moyens et méthodes destinés à mettre l'ensemble des membres du personnel communal, sans distinction de régime sous réserve du paragraphe 2, en état d'assurer avec compétence leurs tâches actuelles et celles qui leur seront confiées dans le futur pour la bonne marche de l'administration communale et leur développement personnel.

§ 2. - Toutefois, si des membres du personnel communal sont engagés sous un statut spécifique incluant des dispositions particulières en matière de formation, les dispositions du présent règlement ne sont pas d'application.

§ 3. - La formation constitue un droit et un devoir pour lesdits membres du personnel communal.

#### **Article 2 - Typologie et finalités des formations**

§ 1. - La formation est dite continue quand elle permet de former à des matières en relation directe avec l'emploi occupé, en fonction du profil de cet emploi.

§ 2. - La formation est dite d'adaptation quand elle est organisée pour les membres du personnel qui entrent en fonction ou qui accèdent à de nouvelles fonctions. Ce type de formation est assimilé à de la formation continue.

§ 3. - La formation est dite professionnelle lorsqu'elle est liée à l'optimisation et à l'élargissement des connaissances et des attitudes du membre du personnel en rapport avec son niveau et son insertion plus large dans le contexte professionnel.

Pour être considérée comme formation professionnelle, la formation doit faire l'objet d'une évaluation formelle et être sanctionnée par un diplôme ou un certificat de réussite.

#### **Article 3 - Plans de formation**

En concertation avec le gestionnaire des Ressources humaines, le secrétaire communal propose au Collège des Bourgmestre et Echevins l'adoption d'un plan de formation continue et d'un plan de formation professionnelle.

Les plans de formation feront l'objet d'une présentation aux représentants syndicaux en Comité de concertation.

##### **3.1 - Plan de formation continue**

§ 1. - Le plan de formation continue s'inscrit dans la poursuite des finalités d'amélioration du fonctionnement général de l'administration et de développement personnel des membres du personnel, en permettant notamment d'améliorer ou d'actualiser:

- a) les connaissances générales du fonctionnement des administrations publiques;
- b) les compétences techniques, c'est-à-dire les savoirs et savoir-faire requis pour assumer sa fonction;
- c) les compétences relationnelles, qui permettent de développer un climat positif tant au sein de l'administration que vis-à-vis des citoyens;
- d) les compétences managériales, c'est-à-dire les dispositions requises pour diriger et animer les équipes dans le cadre des objectifs généraux de l'Administration;
- e) les compétences permettant d'atteindre une meilleure efficacité personnelle;
- f) les compétences linguistiques pour autant qu'elles soient utiles à la fonction;
- g) les compétences en rapport avec le bien-être et la santé au travail.

§ 2. - Le plan de formation continue est établi pour une période de 3 ans et fait l'objet d'une adaptation annuelle, en particulier pour tenir compte des disponibilités budgétaires.

§ 3. - Le plan de formation continue détermine clairement:

- a) les objectifs prioritaires de formation pour la période concernée compte tenu des besoins recensés;
- b) les groupes-cibles: le plan est établi de préférence en termes collectifs, visant des fonctions (actions ciblées par service) ou des caractéristiques communes à un certain nombre de membres du personnel (actions transversales) et ne précise que de façon exceptionnelle l'un ou l'autre plan individuel de formation. Une attention particulière est accordée au groupe-cible constitué par les nouveaux membres du personnel et ceux affectés à une nouvelle fonction (formation d'adaptation);
- c) la durée, la fréquence et le découpage des formations, idéalement sur la base d'unités fonctionnelles;
- d) une estimation budgétaire de chaque action proposée tenant compte du nombre de personnes visées et de la durée de formation;
- e) les conditions d'organisation envisagées;
- f) les modalités d'évaluation et de suivi de la formation.

§ 4. - Le plan tend à fixer la durée de la formation, dont chaque membre du personnel est susceptible de bénéficier, à un minimum de 10 jours étalés sur deux ans pour une fonction à temps plein.

### **3.2 - Plan de formation professionnelle**

§ 1. - Afin de laisser une part suffisante à l'initiative personnelle des membres du personnel, le plan de formation professionnelle détermine des orientations et fixe des objectifs généraux de formation ainsi qu'une estimation budgétaire.

§ 2. - Le plan de formation professionnelle prend en compte la durée minimum de formation, fixée à 30 heures pour les membres du personnel de niveau E, à 75 heures pour ceux de niveau D et à 100 heures pour ceux de niveau C, B et A.

### **Article 4 - Cellule de formation**

En concertation avec le gestionnaire des Ressources humaines et avec l'appui d'un membre du personnel spécialement désigné au sein du Département des Ressources humaines en qualité de «responsable de formation», le secrétaire communal préside une cellule de formation chargée essentiellement de participer à l'élaboration des plans de formation, de mettre en œuvre pratiquement les plans de formation et de remettre des avis et propositions concernant toute demande de formation continue ou professionnelle sur la base de critères tels que les disponibilités budgétaires, le nombre de jours et l'adéquation avec les besoins répertoriés dans les plans de formation.

Cette cellule est assistée par des «correspondants RH» désignés par les directeurs des départements membres du comité de direction après concertation

au sein de celui-ci pour s'assurer de couvrir l'ensemble des spécificités des services communaux.

## **Article 5 - Procédure d'introduction des demandes de formation**

### **5.1 - Demande de formation continue**

§ 1. - Toute demande de participation à une formation continue doit être adressée au responsable de formation par l'intermédiaire du correspondant RH sur un formulaire standard, reprenant le nom du ou des membres du personnel concernés, l'intitulé de formation, et l'avis motivé du correspondant RH et/ou de la hiérarchie, en y joignant tout document utile (programme, coût et modalités d'inscription, etc.).

La demande doit parvenir au minimum 3 semaines avant les dates de formation, lorsque celles-ci sont connues. En cas d'urgence ne permettant pas la présentation du dossier au Collège avant le début de la formation, le correspondant RH ou le supérieur hiérarchique doit en informer au plus tôt le responsable de formation.

§ 2. - Si la formation est prévue dans le plan de formation, le responsable formation soumet la demande au Collège, en respectant, le cas échéant, la législation sur les marchés publics.

Si la formation n'est pas inscrite au plan de formation, le responsable formation détermine, notamment en fonction des budgets disponibles et de la motivation de la demande, si la demande peut être soumise directement au Collège, ou s'il y a lieu de saisir la cellule de formation. La cellule de formation détermine si la demande doit être soumise au Collège avec un avis favorable. En cas d'avis défavorable, le service sera informé du motif de refus.

§ 3. - Si un membre du personnel souhaite participer à une formation alors que son service émet un avis défavorable, la procédure ci-dessus ne peut être appliquée. Il pourra alors introduire une demande directement auprès du secrétaire communal en respectant la procédure prévue pour la formation professionnelle.

### **5.2 - Demande de formation professionnelle**

§ 1. - Chaque membre du personnel qui souhaite suivre une formation professionnelle adresse au plus tard dans les deux mois précédant la formation une demande dûment motivée au secrétaire communal.

Il y joint tout document utile ainsi que l'avis du correspondant RH et de sa hiérarchie, qui sera pris pour information par la cellule de formation.

§ 2. - La cellule de formation examine si la formation proposée entre dans les critères de la formation professionnelle tels que définis à l'article 2, § 3 et peut être raisonnablement prise en charge pour partie sur le budget de la formation.

Après concertation avec la cellule de formation, le responsable formation soumet la demande du membre du personnel au Collège, après avoir préalablement informé le membre du personnel de l'éventuel avis défavorable motivé.

## **Article 6 - Congés de formation, frais d'inscription et de déplacement**

### **6.1 Formation continue**

§ 1. - La formation continue est organisée pendant les heures de travail et est obligatoire.

La formation d'adaptation est assimilée à la formation continue: elle est organisée pendant les heures de travail et est obligatoire.

Si une formation continue ne peut pas être suivie durant les horaires habituels de travail, les heures de formation donneront droit à un nombre équivalent d'heures de congé compensatoire plafonné à 75 heures par année académique, sur présentation d'une attestation de fréquentation.

§ 2. - Les frais d'inscription et autres frais éventuels directement liés à la formation sont pris en charge par l'administration.

§ 3. - Lorsque la formation se déroule dans la Région de Bruxelles-Capitale, seuls des frais de transport en commun peuvent être pris en considération pour les membres du personnel ne disposant pas d'un abonnement.

Lorsque la formation se déroule en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale, les frais de déplacement seront pris en charge par

l'administration, pour autant que la demande en ait été faite préalablement à l'inscription (frais de transport en commun, le cas échéant en 2<sup>ème</sup> classe, ou remboursement des kilomètres parcourus en véhicule personnel selon les règles en vigueur dans l'administration).

En cas d'inscriptions multiples à une même formation en dehors de Bruxelles, les membres du personnel doivent s'organiser entre eux pour minimiser les coûts.

## **6.2 Formation professionnelle**

§ 1. - La formation professionnelle est suivie en dehors des heures de travail sur une base volontaire.

§ 2. - L'autorisation de participation à une formation professionnelle précise les conditions d'octroi de dispense de service, de congés de récupération et de remboursement des frais d'inscription, sur la base des règles suivantes:

- a) si la formation est suivie durant les heures de travail, une dispense de service limitée à un jour ou deux demi-jours par semaine est accordée, sauf dérogation en fonction du calendrier des cours;
- b) un jour de congé est octroyé par tranche de 10 heures de formation avec un maximum de 10 jours de congé de formation par année de formation réussie;
- c) prise en charge par le membre du personnel de 20% des frais d'inscription, le solde étant à charge de l'administration. En cas de réussite des épreuves au terme de la formation ou de chaque année de formation, l'administration rembourse la quote-part du membre du personnel. L'intervention de la commune est plafonnée au montant des frais d'inscription à la formation en «management communal» organisée par l'ERAP pour l'année en cours, sauf dérogation accordée par le Collège sur la base d'un avis de la cellule de formation en fonction de la spécificité de la formation et de son intérêt pour l'administration.

§ 3. - La formation professionnelle préalablement autorisée ou reconnue par le Collège donne droit à une accélération de la carrière pécuniaire telle que prévue par les articles 8 et 9 du statut pécuniaire, à condition d'avoir réussi un cycle complet d'études répondant aux conditions minimales fixées à l'article 2, § 3 du présent règlement.

Ne peuvent toutefois être prises en considération pour l'octroi d'une carrière accélérée, les formations qui donnent droit à l'octroi d'une allocation de diplôme selon les conditions adoptées par le Conseil communal du 28 Juin 1999 – Cycle de base en management communal organisé par l'ERAP - Cours de droit administratif (Enseignement supérieur économique de type court et de promotion sociale) organisés par les commissions communautaires de la Région de Bruxelles-Capitale - diplômes donnant accès aux emplois de niveau A délivrés au terme de cours comportant au moins 60h de droit public ou administratif.

## **Article 7 - Obligations des membres du personnel**

§ 1. - Le responsable de formation désigné au sein du Département des Ressources humaines est en droit d'exiger toute attestation de présence et de réussite et tout justificatif d'absence aux cours.

De même, chaque membre du personnel est tenu de signaler immédiatement toute absence ou tout abandon d'une formation autorisée par le Collège auprès de son supérieur hiérarchique direct qui en informe sans délai le responsable de formation et le directeur du département concerné, avec toute pièce justificative utile.

§ 2. - Tout abandon non signalé immédiatement ou toute absence injustifiée à une formation pour laquelle le membre du personnel a obtenu une dispense de service exposent ce dernier, et ce indépendamment d'éventuelles mesures disciplinaires, à des réductions d'office des congés, à la récupération des frais engagés par la commune et à la non reconnaissance de la formation professionnelle. Ces mesures sont décidées par le Collège des Bourgmestre et Echevins sur proposition du secrétaire communal après concertation au sein de la cellule de formation.

## **Article 8 - Dispositions diverses**

### **8.1 Rapport annuel**

Chaque année, le gestionnaire des Ressources humaines intègre dans son rapport au conseil communal un chapitre spécifique relatif aux formations organisées et suivies au cours des 12 derniers mois.

### **8.2 Clause d'écolage**

Dans le cas où le membre du personnel qui suit une formation, soit continue soit professionnelle, rentre dans les critères de l'article 22bis de la loi du 3 juillet 1978, la cellule de formation pourra décider, sur avis du responsable de formation, d'insérer une clause d'écolage dans le contrat de travail individuel.

### **8.3 Dispositions transitoires**

Chaque membre du personnel qui souhaite faire reconnaître une formation suivie avant l'entrée en vigueur du présent règlement à titre de formation professionnelle, peut adresser une demande dûment motivée au secrétaire communal avant le 31 décembre 2011.

Il y joint tout document utile ainsi que l'avis du correspondant RH et de sa hiérarchie, qui sera pris pour information par la cellule de formation.

Après concertation avec la cellule de formation, le responsable de formation soumet la demande au Collège, après avoir préalablement informé le membre du personnel de l'éventuel avis défavorable motivé.

Les formations sanctionnées par un diplôme avant l'entrée en service du membre du personnel à la Commune ne pourront en aucun cas être prises en compte à titre de formation professionnelle.

## **Article 9 - Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

### **DE GEMEENTERAAD**

Gelet op de artikels 117, 119 evenals de artikels 26bis, 70ter en 145bis van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op de omzendbrief van 28 april 1994 betreffende de eenmaking van het administratief statuut en algemene herziening van de loonschalen van het personeel van de plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, «Sociaal Handvest» genaamd;

Overwegende dat de recente wijzigingen van de nieuwe gemeentewet door de regionale wetgever de nadruk leggen op het belang van vorming voor het geheel van het gemeentepersoneel door verschillende bepalingen aan deze problematiek te wijden;

Dat deze problematiek tot op heden geregeld werd door te verwijzen naar de omzendbrief van 28 april 1994;

Dat, gelet op de evolutie van de wetgeving, het belangrijk is de contouren van deze problematiek te preciseren door ze aan te passen aan de algemene strategie aangenomen door de gemeentelijke overheden;

Overwegende dat het past om in dit opzicht te onderlijnen dat het budget bestemd voor de vorming meer dan verdubbeld is sinds 1995, alle functies bij elkaar genomen;

Gelet op het protocol van akkoord ondertekend in vergadering van het bijzonder onderhandelingscomité op datum van 22 oktober 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 augustus 2010 en 16 november 2010,

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen als volgt het algemeen reglement op de vorming van de gemeentelijke personeelsleden:

### **Artikel 1 - Toepassingsgebied**

§ 1. - Het huidige reglement heeft als doel de algemene principes te definiëren betreffende de acties, de middelen en de methodes bestemd om het geheel van de gemeentelijke personeelsleden, zonder onderscheid wat betreft hun regime onder voorbehoud van paragraaf 2, in staat te stellen om met kennis van zaken hun huidige taken te verzekeren evenals deze die hun in de



toekomst toevertrouwd zullen worden voor de goede werking van de gemeentelijke administratie en hun persoonlijke ontwikkeling.

§ 2. - Indien de gemeentelijke personeelsleden echter aangeworven zijn onder een specifiek statuut met bijzondere bepalingen wat betreft de vorming, dan zijn de bepalingen van onderhavig reglement niet van toepassing.

§ 3. - De vorming betreft een recht en een opdracht voor de genoemde gemeentelijke personeelsleden.

## **Artikel 2 - Typologie en doelstellingen van de vormingen**

§ 1. - De vorming wordt voortdurend genoemd indien ze toelaat zich te vormen in materies die in rechtstreeks verband staan met de betrokken betrekking, in functie van het profiel van deze betrekking.

§ 2. - De vorming wordt aanpassingsvorming genoemd wanneer ze georganiseerd wordt voor personeelsleden die in dienst treden of die tot een nieuwe functie toetreden. Dit type vorming is gelijkgesteld aan de voortdurende vorming.

§ 3. - De vorming wordt professioneel genoemd wanneer ze verband houdt met de verbetering en de uitbreiding van de kennis en de houding van het personeelslid in verband met zijn niveau en zijn bredere inschakeling in de professionele context.

Om beschouwd te worden als professionele vorming, moet de vorming het voorwerp uitmaken van een formele evaluatie en bekrachtigd worden door een diploma of een attest van voldoening.

## **Artikel 3 - Vormingsplannen**

In overleg met de Human Resourcesmanager, stelt de gemeentesecretaris aan het College van Burgemeester en Schepenen het invoeren van een voortdurend en een professioneel vormingsplan voor.

De vormingsplannen zullen het voorwerp uitmaken van een voorstelling aan de vakbondsvertegenwoordigers in het Overlegcomité.

### **3.1 - Voortdurend vormingsplan**

§ 1. - Het voortdurende vormingsplan ligt in de lijn van het nastreven van de doelstellingen van verbetering van de algemene werking van de administratie en van de persoonlijke ontwikkeling van de personeelsleden, en laat meer bepaald toe om het volgende te verbeteren en te actualiseren:

- a) de algemene kennis van het functioneren van publieke overheden;
- b) de technische vaardigheden, meer bepaald de vereiste kennis en handigheid om de functie te bekleden;
- c) de relationele vaardigheden, die toelaten een positief klimaat te ontwikkelen zowel ten opzichte van de administratie als ten opzichte van de burgers;
- d) de managementvaardigheden, meer bepaald de vereiste bepalingen om teams te leiden en aan te sturen in het kader van de algemene doeleinden van de Administratie;
- e) de vaardigheden die toelaten een betere persoonlijke doeltreffendheid te bereiken;
- f) de taalvaardigheden in zoverre ze nuttig zijn voor de functie;
- g) de vaardigheden in verband met het welzijn en de gezondheid op het werk.

§ 2. - Het voortdurende vormingsplan wordt opgesteld voor een periode van 3 jaar en maakt het voorwerp uit van een jaarlijkse aanpassing, meer bepaald om rekening te houden met de budgettaire mogelijkheden.

§ 3. - Het voortdurende vormingsplan bepaalt duidelijk:

- a) de prioritaire doelen van de vorming voor de betrokken periode rekening houdende met de waargenomen noden;
- b) de doelgroepen: het plan wordt bij voorkeur opgesteld in collectieve termen, gericht op functies (acties gericht op de dienst) of karakteristieken die gemeen zijn aan een zeker aantal personeelsleden (multidisciplinaire acties) en preciseert slechts uitzonderlijk het één of het ander individueel vormingsplan. Er wordt bijzondere aandacht besteed aan de doelgroep samengesteld uit de nieuwe personeelsleden en de

- personeelsleden die toegewezen zijn aan een nieuwe functie (aanpassingsvorming);
- c) de duur, de frequentie en de onderverdeling van de vormingen, ideaal gezien op basis van functionele modules;
  - d) een budgettaire schatting van elke voorgestelde actie rekening houdend met het aantal geviseerde personen en de duur van de vorming;
  - e) de beoogde organisatievoorwaarden;
  - f) de evaluatiemodaliteiten en de opvolging van de vorming.

§ 4. - Het plan streeft ernaar de duur van de vorming vast te stellen, waarvan elk personeelslid moet kunnen genieten, op een minimum van 10 dagen gespreid over een periode van 2 jaar voor een voltijdse functie.

### **3.2 - Professioneel vormingsplan**

§ 1. - Opdat er voldoende ruimte zou overblijven voor het persoonlijk initiatief van de personeelsleden, bepaalt het professioneel vormingsplan de oriëntatie en stelt het algemene vormingsdoelen alsook een budgettaire schatting vast.

§ 2. - Het professionele vormingsplan neemt de minimumduur van de vorming in rekening, vastgesteld op 30 uren voor de personeelsleden van niveau E, op 75 uren voor de personeelsleden van niveau D en op 100 uren voor de personeelsleden van niveau C, B en A.

### **Artikel 4 - Vormingscel**

In overleg met de Human Resourcesmanager en met de steun van een personeelslid speciaal hiertoe aangeduid binnen het Departement Human Resources in de hoedanigheid van «vormingsverantwoordelijke», zit de gemeentesecretaris een vormingscel voor hoofdzakelijk belast met het opstellen van de vormingsplannen, met het omzetten in de praktijk van de vormingsplannen en met het aanbrengen van adviezen en voorstellen betreffende elke vormingsaanvraag, hetzij voortdurend, hetzij professioneel, op basis van criteria zoals het beschikbare budget, het aantal dagen en de adequatie met de noden zoals ze opgenomen zijn in de vormingsplannen. Deze cel wordt bijgestaan door de «HR correspondenten», aangeduid door de directeurs van de departementen die lid zijn van het directiecomité, na overleg in laatstgenoemd comité, teneinde zich ervan te verzekeren dat het geheel van specificiteiten van gemeentelijke diensten omvat wordt.

### **Artikel 5 – Procedure tot het aanvragen van een vorming**

#### **5.1 - Aanvraag van een voortdurende vorming**

§ 1. - Elke deelnemingsvraag aan een voortdurende vorming dient gericht te worden aan de vormingsverantwoordelijke via de tussenkomst van de HR correspondent door middel van een standaardformulier, dat de naam van het betrokken of de betrokken personeelsleden vermeldt, evenals de benaming van de vorming en het gemotiveerde advies van de HR correspondent en/of van de hiërarchie, waarbij elk nuttig document gevoegd wordt (programma, kost en inschrijvingsmodaliteiten, enz.).

De aanvraag dient gedaan te worden minstens 3 weken voor de aanvangsdatum van de vorming, wanneer deze gekend is. In geval van hoogdringendheid die niet toelaat het dossier aan het College voor te leggen voor het begin van de vorming, dient de HR correspondent of de hiërarchisch verantwoordelijke er zo snel mogelijk de vormingsverantwoordelijke van te informeren.

§ 2. - Indien de vorming voorzien is in het vormingsplan, legt de vormingsverantwoordelijke de aanvraag voor aan het College, en hij respecteert, in voorkomend geval, de wetgeving op de openbare aanbesteding.

Indien de vorming niet ingeschreven is in het vormingsplan, bepaalt de vormingsverantwoordelijke, meer bepaald in functie van de beschikbare budgetten en in functie van de motivatie van de aanvraag, of de aanvraag rechtstreeks aan het College voorgelegd kan worden of dat het daarentegen nodig is de vormingscel bijeen te roepen. De vormingscel bepaalt middels een gunstig advies dat de aanvraag aan het College

voorgelegd moet worden. Indien het een ongunstig advies betreft, zal de dienst geïnformeerd worden over de reden van de weigering.

- § 3. - Indien een personeelslid wenst deel te nemen aan een vorming maar zijn dienst brengt een ongunstig advies uit, kan bovenstaande procedure niet toegepast worden. Het personeelslid kan in dit geval een rechtstreekse aanvraag indienen bij de gemeentesecretaris, mits hij de voorziene procedure voor de professionele vorming respecteert.

## **5.2 - Aanvraag van een professionele vorming**

- § 1. - Elk personeelslid dat een professionele vorming wenst te volgen, richt ten laatste twee maanden voorafgaand aan de vorming een gemotiveerde vraag aan de gemeentesecretaris.

Hij voegt er elk nuttig document aan toe evenals het advies van de HR correspondent en van zijn hiërarchie, dat als informatie zal dienen voor de vormingscel.

- § 2. - De vormingcel onderzoekt of de voorgestelde vorming voldoet aan de criteria van de professionele vorming zoals beschreven in artikel 2, § 3 en redelijkerwijze voor een deel ten laste genomen kan worden op het vormingsbudget.

Na overleg met de vormingscel, legt de vormingsverantwoordelijke de aanvraag van het personeelslid voor aan het College, na voorafgaandelijk het personeelslid geïnformeerd te hebben wat betreft het eventuele ongunstig gemotiveerde advies.

## **Artikel 6 - Vormingsverloven, inschrijvings- en verplaatsingskosten**

### **6.1 - Voortdurende vorming**

- § 1. - De voortdurende vorming wordt georganiseerd tijdens de arbeidstijd en is verplicht.

De aanpassingsvorming is gelijkgesteld aan de voortdurende vorming: zij wordt georganiseerd tijdens de arbeidsuren en is verplicht.

Indien een voortdurende vorming niet gevolgd kan worden gedurende de gebruikelijke arbeidstijd, zullen de vormingsuren recht geven op een equivalent aantal bijkomende verlofuren, geplafonneerd op 75 uren per academiejaar, op voorlegging van een aanwezigheidsattest.

- § 2. - De inschrijvingskosten en de andere eventuele kosten rechtstreeks verbonden aan de vorming worden ten laste van de administratie genomen.

- § 3. - Wanneer de vorming plaatsvindt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, kunnen alleen de kosten voor openbaar vervoer in aanmerking genomen worden voor de personeelsleden die niet over een abonnement beschikken.

Wanneer de vorming plaatsvindt buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zullen de verplaatsingskosten in rekening genomen worden door de administratie, voor zo ver de aanvraag ervoor gedaan werd voorafgaand aan de inschrijving (kosten openbaar vervoer, in voorkomend geval in tweede klasse, of terugbetaling van de afgelegde kilometers in een persoonlijk voertuig volgens de regels van toepassing in de administratie).

In geval van meervoudige inschrijvingen voor eenzelfde vorming buiten Brussel, dienen de personeelsleden onderling af te spreken om de kosten zo laag mogelijk te houden.

### **6.2 Professionele vorming**

- § 1. - De professionele vorming wordt gevolgd buiten de arbeidstijd op vrijwillige basis.

- § 2. - De toelating tot deelname aan een professionele vorming preciseert de toekenningvoorwaarden voor een dienstvrijstelling, voor recuperatieverlof en voor terugbetaling van de inschrijvingskosten, op basis van volgende regels:

- a) indien de vorming gevolgd wordt gedurende de arbeidstijd, wordt een dienstvrijstelling ten belope van één dag of twee halve dagen toegekend per week, behalve uitzondering in functie van het lessenrooster;

- b) één dag verlof wordt toegekend per schijf van 10 lessen met een maximum van 10 dagen vormingsverlof per jaar dat met succes beëindigd wordt;
- c) 20% van het inschrijvingsgeld wordt ten laste genomen door het personeelslid, het saldo is ten laste van de administratie. Indien de examens succesvol afgelegd worden op het einde van de vorming of tijdens elk jaar van de vorming, stort de administratie het aandeel door het personeelslid betaald, terug. De tussenkomst van de gemeente wordt beperkt tot het bedrag van het inschrijvingsgeld voor de vorming «gemeentelijk management» georganiseerd door de GSOB voor het lopende jaar, behalve uitzondering toegestaan door het College, op basis van een advies uitgebracht door de vormingscel, in functie van de specificiteit van de vorming en het belang ervan voor de administratie.

§ 3. - De professionele vorming die voorafgaandelijk toegelaten of erkend wordt door het College geeft recht op een versnelling van de geldelijke loopbaan zoals voorzien door de artikels 8 en 9 van het geldelijk statuut, op voorwaarde van te slagen voor een complete studiecycclus die beantwoordt aan de minimale voorwaarden vastgesteld in artikel 2, § 3 van het onderhavige reglement.

Komen in ieder geval niet in aanmerking voor de toekenning van een versnelde loopbaan, de opleidingen die recht geven op de toekenning van een diplomavergoeding volgens de voorwaarden aangenomen door de Gemeenteraad van 28 juni 1999 – Basiscyclus Gemeentelijk management georganiseerd door de GSOB – Lessen administratief recht (Economisch hoger onderwijs van het korte type en de sociale promotie) georganiseerd door de communautaire commissies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - diploma's, afgeleverd op het einde van de cursus van tenminste 60u publiek of administratief recht, die toegang geven tot betrekkingen van niveau A.

#### **Artikel 7 - Verplichtingen van de personeelsleden**

§ 1. - De vormingsverantwoordelijke aangeduid in het Departement Human Resources heeft het recht elk aanwezigheidsattest en elk attest met betrekking tot het resultaat te eisen, evenals elke rechtvaardiging voor een afwezigheid tijdens de lessen.

Zo is ook elk personeelslid ertoe gehouden om onmiddellijk elke afwezigheid of elke opgave van een vorming die toegestaan werd door het College, te melden bij zijn rechtstreeks hiërarchisch verantwoordelijke die hiervan onmiddellijk de vormingsverantwoordelijke en de directeur van het betrokken departement in kennis stelt, door middel van elk nuttig rechtvaardigingsstuk.

§ 2. - Elke opgave die niet onmiddellijk gesignaleerd wordt of elke ongerechtvaardigde afwezigheid aan een vorming voor dewelke het personeelslid een dienstvrijstelling gekregen heeft, stelt deze laatste bloot, en dit onafhankelijk van eventuele tuchtmaatregelen, aan een ambtshalve inkorting van de verloven, aan de recuperatie van de kosten die de gemeente gemaakt heeft en aan de niet-erkenning van de professionele vorming. Deze maatregelen worden opgelegd door het College van Burgemeester en Schepenen op voorstel van de gemeentesecretaris na overleg binnen de vormingscel.

#### **Artikel 8 - Diverse bepalingen**

##### **8.1 Jaarverslag**

Ieder jaar, integreert de Human Resourcesmanager in zijn verslag aan de gemeenteraad een specifiek hoofdstuk betreffende de georganiseerde en gevolgde vormingen in de loop van de 12 laatste maanden.

##### **8.2 Scholingbeding**

In het geval dat het personeelslid dat een vorming volgt, hetzij een voortdurende, hetzij een professionele, onder de criteria van artikel 22bis van de Wet van 3 juli 1978 valt, kan de vormingscel, op advies van de vormingsverantwoordelijke, beslissen een scholingsbeding in het individuele arbeidscontract op te nemen.

### 8.3 Overgangsbepalingen

Elk personeelslid dat wenst een gevolgde vorming voor het inwerkingtreden van het onderhavige reglement, te laten erkennen als professionele vorming, kan een gemotiveerde aanvraag richten tot de gemeentesecretaris voor 31 december 2011.

Hij voegt er elk nuttig document aan toe evenals het advies van de HR correspondent en van zijn hiërarchisch verantwoordelijke, dat ter informatie aangenomen zal worden door de vormingscel.

Na overleg met de vormingscel, legt de vormingsverantwoordelijke de aanvraag voor aan het College, na voorafgaandelijk het personeelslid te hebben geïnformeerd over het eventuele ongunstig gemotiveerde advies.

De vormen die bekrachtigd werden met een diploma voor het indiensttreden van het personeelslid bij de Gemeente kunnen in geen enkel geval in rekening gebracht worden als professionele vorming.

### Artikel 9 - Inwerkingtreding

Het onderhavige reglement treedt in werking op 1 januari 2011.

## INFRASTRUCTURES == INFRASTRUCTUREN

### **SP 42.- Octroi d'un subside à l'ASBL SADBr - Approbation == Toekennen van een toelage aan de vzw SADBr - Goedkeuring**

#### DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité == Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 117 et 123 ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes et la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'un montant de 7.600 € est inscrit à l'article 773-332-IN-02-56 du budget ordinaire 2010 pour l'octroi de subsides aux organismes et associations actives dans la promotion du tourisme;

Considérant que l'asbl SADBr a déjà réalisé la première carte d'architecture contemporaine en Région bruxelloise intitulée « Modern Architecture in Brussels », et travaille actuellement au lancement de la série LAB (Livrets d'architecture contemporaine à Bruxelles), publication trilingue par commune sur l'architecture;

Considérant que le 1<sup>er</sup> livret porte sur la commune de Schaerbeek, pour lequel un important travail a déjà été réalisé de sélection des projets intéressants, de collecte d'information sur ces projets, de photographie des lieux et de vidéo, d'entretien avec les architectes concernés et de conception graphique ;

Considérant qu'afin de soutenir la réalisation de ce projet ambitieux sur Schaerbeek, un subside de 3.900 € devrait être octroyé à cette asbl ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 23 novembre 2010 ;

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

**Article unique** : d'octroyer, pour l'exercice 2010, un subside de 3.900 € à l'Asbl SADBr, inscrit à l'article 773-332-IN-02-56 du budget ordinaire 2010.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder de artikels 117 en 123;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende de administratieve voogdij op de Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat een bedrag van 7.600 € ingeschreven is op het artikel 773/332-IN-02/56 van de gewone begroting 2010 voor de toekenning van subsidies aan organisaties en verenigingen actief in de bevordering van het toerisme;

Overwegende dat de vzw SADBr al een eerste kaart van hedendaagse architectuur in het Brusselse gewest genaamd "Modern Architectuur in Brussels" heeft verwezenlijkt, en momenteel werkt aan de lancering van de serie LAB (boekjes over hedendaagse Architectuur te Brussel), een drietalige uitgifte per gemeente over architectuur;

Overwegende dat het eerste boekje de gemeente Schaarbeek behandelt, waarvoor al een substantieel werk werd uitgevoerd op het vlak van selectie van interessante projecten, inzameling van informatie over deze projecten, foto- en video-opnames, ontmoetingen met de betrokkenen architecten en grafische vormgeving;

Overwegende dat het aangewezen is om een betoelaging van 3.900€ aan deze vzw toe te kennen teneinde de realisatie van dit ambitieuze project over Schaarbeek te ondersteunen;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 november 2010;

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

**Enig artikel:** Een subsidie van 3.900€ voor het dienstjaar 2010 toe te kennen aan de vzw SADBr, ingeschreven op het artikel 773/332-IN-02/56 van de gewone begroting 2010.

## **Bâtiments -=- Gebouwen**

### **SP 43.- Immeuble communal sis rue Stephenson 78-84 - Etude relative aux travaux de rénovation et transformation - Majoration de la dépense - Pour information -=- Gemeentegebouw gelegen Stephensonstraat 78-84 - Studie betreffende de renovatie- en verbouwingswerken - Meeruitgave - Ter informatie**

#### **DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 33 voix et 8 abstentions -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 33 stemmen en 8 onthoudingen

#### **LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993, en particulier son article 17 § 2, 1<sup>a</sup> - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Vu la délibération du 21 septembre 2005 par laquelle le conseil communal a arrêté le mode de passation et fixé les conditions du marché de services relatif à la mission d'étude d'architecture du projet de travaux de réaménagement et de rénovation du complexe Tamines situé 78-84 rue Stephenson ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins, en sa séance du 20 décembre 2005, de désigner le bureau d'architecture pour un montant estimé à 70.000 € ;

Vu la délibération du 27 juin 2007 par laquelle le conseil communal a arrêté le mode de passation et fixé les conditions du marché de travaux visant au réaménagement et à la rénovation du complexe situé 78-84 rue Stephenson ;

Vu la délibération du 9 juin 2009 par laquelle le collège des bourgmestre et échevins désigne l'adjudicataire chargé des travaux pour le prix de 821.717,34 € ;

Vu la délibération du 28 avril 2010 par laquelle le conseil communal a approuvé la majoration de l'enveloppe budgétaire à accorder à ces travaux d'un montant de 300.000 €, portant ainsi le total à 1.121.717,34 € ;

Considérant que le taux d'honoraires demandé par le bureau privé d'architecture désigné s'élève à 10% du montant des travaux ;

Considérant par conséquent que la dépense totale relative à l'étude peut être portée à 112.000 € ;

Vu le procès-verbal du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26 octobre 2010 par lequel il décide;

1. d'approuver la majoration de l'enveloppe budgétaire de 42.000 € à consacrer pour l'étude d'architecture relative aux travaux de réaménagement et à la rénovation du complexe situé 78-84 rue Stephenson;
2. d'imputer la dépense au crédit de l'article 930/733-IN-60/-56 du budget extraordinaire;
3. de financer la dépense par les charges d'urbanisme de l'îlot 65.

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, par 33 voix et 8 abstentions

La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26 octobre 2010.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het besluit van 21 september 2005 waarbij de gemeenteraad de gunningswijze en de voorwaarden van de dienstenopdracht goedgekeurd heeft voor de architectenstudie voor de herinrichting en renovatie van het complex Tamines, gelegen Stephensonstraat 78-84.

Gelet op de beslissing van het college van Burgemeester en Schepenen van 20 december 2005, waarbij het architectenbureau aangeduid werd voor het geraamd bedrag van 70.000 €.

Gelet op het raadsbesluit van 27 juni 2007 waarbij de gemeenteraad de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht van de werken heeft vastgesteld, gericht op de heraanleg en renovatie van het complex gelegen Stephensonstraat 78-84;

Gelet op het besluit van 9 juni 2009 waarbij het college van burgemeester en schepenen de aannemer, belast met de uitvoering van de werken, aanduidt voor de prijs van 821.717,34 €.

Gelet op het besluit van 28 april 2010 waarbij de gemeenteraad instemt met de verhoging van de begroting voor een bedrag van 300.000 €, waardoor het totaal voor de werken op 1.121.717,34 € gebracht wordt.

Overwegende dat het percentage van de honoraria, gevraagd door het aangeduide architectenbureau, 10% van het bedrag van de werken belooft.

Overwegende dat de totale uitgave voor de studie, bijgevolg, verhoogd wordt tot 112.000 €.

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 oktober 2010 waarbij :

1. de verhoging van de begroting met 42.000 €, bestemd voor de architectenstudie voor de herinrichting en renovatie van het complex gelegen Stephensonstraat 78-84 goedgekeurd wordt.
2. de uitgave aangerekend wordt op het krediet van artikel 930/733-IN-60/-56 van de buitengewone begroting.
3. de uitgave gefinancierd wordt met de stedenbouwkundige lasten van woonkern 65.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met 33 stemmen en 8 onthoudingen

Voornoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 oktober 2010.

**SP 44.- Complexe Tamines sis rue Stephenson 78-84 -  
Travaux d'aménagement des installations de  
chauffage et ventilation - Majoration de la  
dépense - Approbation --- Complexe Tamines  
gelegen Stephensonstraat 78-84 -  
Inrichtingswerken aan de verwarming- en  
verluchtinginstallaties - Meeruitgave -  
Goedkeuring**

**DECISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 33 voix et 8 abstentions --- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 33 stemmen en 8 onthoudingen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 mai 2010 par laquelle il approuve le mode de passation et les conditions du marché concernant l'aménagement des installations de chauffage et ventilation du complexe Tamines sis rue Stephenson 78-84 ;

Considérant que l'estimation du coût de ces travaux était de 150.000 € ;

Vu l'avis de marché publié au Bulletin des Adjudications le 20 août 2010 ;

Vu le procès-verbal de la Commission des Adjudications du 22 septembre 2010 constatant le dépôt de trois offres ;

Considérant que l'offre la plus basse corrigée s'élève à 206.314,99 € ;

Considérant que le coût des travaux doit être réévalué à 230.000 € compte tenu des éventuels dépassements de quantités présumées et révisions de prix ;

Considérant que le budget est disponible pour cette opération à l'article 930/724IN-60/-52 du budget extraordinaire 2010 ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins, en séance du 23 novembre 2010, attribuant le marché au soumissionnaire ayant proposé l'offre régulière la moins disante ;

DECIDE : par appel nominal, par 33 voix et 8 abstentions

1. d'approuver la majoration du coût des travaux relatifs à l'aménagement des installations de chauffage et ventilation du complexe Tamines sis rue



- Stephenson 78-84 à 1030 Schaerbeek pour le porter à 230.000 € TVA comprise ;
2. d'imputer cette majoration de 80.000 € à l'article 930/724IN-60/-51 du budget extraordinaire 2010
  3. de financer la dépense par un emprunt.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van 26 mei 2010 van de gemeenteraad waarbij hij de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht betreffende de verwarmingsinstallatie en de ventilatie van het complex Tamines, gelegen Stephensonstraat 78-84, goedkeurt.

Overwegende dat de raming voor deze werken 150.000 € beliep.

Gelet op het bericht van bekendmaking in het Bulletin der Aanbestedingen op 20 augustus 2010.

Gelet op het proces-verbaal van 22 september 2010 van de commissie van aanbestedingen dat de neerlegging vaststelt van drie offertes.

Overwegende dat de laagste, verbeterde offerte 206.314,99 € belooft.

Overwegende dat de kosten voor de werken gerevalueerd moeten worden tot 230.000 €, rekening houdend met de eventuele overschrijdingen van de vermoedelijke hoeveelheden en de prijsherzieningen.

Overwegende dat het budget voor deze werken beschikbaar is op artikel 930/724-IN-60/-51 van de buitengewone begroting over 2010.

Gelet op de beslissing van 23 november 2010 van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij de opdracht toegewezen werd aan de inschrijver die de regelmatigste, laagstbiedende offerte ingediend heeft.

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 33 stemmen en 8 onthoudingen

1. in te stemmen met de verhoging, tot 230.000 €– BTW inbegrepen, van de kosten van de werken betreffende de verwarmingsinstallatie en de ventilatie van het complex Tamines, gelegen Stephensonstraat 78-84, te 1030 Schaerbeek.
2. deze verhoging van 80.000 € aan te rekenen op artikel 930/724-IN-60/-51 van de buitengewone begroting over 2010.
3. de uitgave te financieren met een lening.

### **SP 45.- Ecole 2 sise rue Quinaux 32 - Travaux de sécurisation - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- School 2 gelegen Quinauxstraat 32 - Beveiligingswerken - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

#### **DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1<sup>a</sup> - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Considérant l'absence de système de sécurité à l'école 2, rue Quinaux 32 ;

Considérant la nécessité de protéger le bâtiment d'éventuelle intrusion ;

Considérant la nécessité de placer un système de détection d'intrusion et un système de vidéo-parlophonie ;

Considérant qu'il convient de confier ce marché à une entreprise privée ;

Considérant que le coût de l'opération est estimé à 7.000 €;

Vu le procès-verbal du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 novembre 2010 par lequel il décide :

1. d'approuver le principe de travaux visant à la sécurisation de l'école 2, rue Quinaux 32 ;
2. d'arrêter le mode de passation et les conditions du marché : procédure négociée sans publicité, après consultation de trois firmes aux conditions d'un descriptif technique établi en interne ;
3. d'imputer la dépense estimée à raison de 7.000 € au crédit de l'article 722/724-IN-60/51 ;
4. de financer la dépense par l'emprunt

PREND POUR INFORMATION : par appel nominal, à l'unanimité

La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 novembre 2010.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1<sup>o</sup> a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat er geen veiligheidssysteem is in school 2, Quinauxstraat 32.

Overwegende dat het nodig is het gebouw te beschermen tegen eventuele indringing.

Overwegende dat het noodzakelijk is een detectie- en video-parlofoonstelsel te installeren.

Overwegende dat het past deze opdracht toe te vertrouwen aan een privé-onderneming.

Overwegende dat de kosten van de werken geraamd worden op 7.000 €.

Gelet op het proces-verbaal van het College van burgemeester en schepenen van 16 november 2010 waarbij het beslist :

1. het principe voor de werken voor de beveiliging van school 2, Quinauxstraat 32 goed te keuren.

2. de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht vast te leggen: onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van drie firma's en aan de voorwaarden van de intern opgestelde technische beschrijving.
3. de uitgave, geraamd op 7.000 €, aan te rekenen op het krediet van artikel 722/724-IN-60/51.
4. de uitgave te financieren met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Voornoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 november 2010.

**SP 46.- Optima - Ecole de la Vallée sise Grande rue au Bois 78  
- Traitement des murs enterrés contre l'humidité -  
Mode de passation et fixation des conditions du  
marché - Pour information ==- Optima - School  
"de la Vallée" gelegen Grote Bosstraat 78 -  
Behandeling, tegen het vocht, van de  
ondergrondse muren - Wijze van gunnen en  
vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter  
informatie**

**DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1<sup>a</sup> - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Considérant la présence d'importantes taches d'humidité évolutive sur un des murs de la salle de psychomotricité ainsi que sur un des murs de la conciergerie du centre Optima – école de La Vallée, Grande rue au Bois 78 ;

Considérant qu'il s'agit de remontées capillaires dues à la pression latérale des terres extérieures ;

Considérant qu'il convient d'intervenir au plus vite pour stopper la dégradation des murs et éviter le développement de champignons nocifs pour la santé ;

Considérant la nécessité de faire appel à une société privée pour un traitement adéquat de la surface concernée ;

Considérant que le coût de l'opération est estimé à 23.000 €;

Vu le procès-verbal du Collège des Bourgmestres et Echevins du 16 novembre 2010 par lequel il décide;

1. d'approuver le principe de travaux visant au traitement d'un problème de remontée capillaire d'humidité dans des murs de la conciergerie et de la salle de psychomotricité du centre Optima – école de La Vallée, Grande rue au Bois 78 ;

2. d'arrêter le mode de passation et les conditions du marché : procédure négociée sans publicité, après consultation de quatre firmes ;
3. d'imputer la dépense de 23.000 € à l'article 735/724-IN-60/51 ;
4. de financer la dépense par un emprunt

PREND INFORMATION par appel nominal, à l'unanimité  
 La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 novembre 2010.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende de aanwezigheid van aanzienlijke, zich uitbreidende vochtvlekken op één van de muren van de zaal "psychomotoriek" en ook op één van de muren van de conciërgewoning van het centrum Optima – school 'de la Vallée', Grote Bosstraat 78.

Overwegende dat het gaat om capillair opstijgend vocht te wijten aan de zijdelingse druk van de grond langs de buitenkant.

Overwegende dat het zou passen zo vlug mogelijk tussen te komen om verdere beschadiging van de muur tegen te gaan en te vermijden dat zich zwammen zouden ontwikkelen die schadelijk zijn voor de gezondheid;

Overwegende de noodzaak om een beroep te doen op een privéfirma voor een aangepaste behandeling van het betrokken oppervlak;

Overwegende dat de kosten voor deze operatie werden geraamd op 23.000 €;

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 november 2010 houdende:

1. goedkeuring van het principe betreffende de werken voor de behandeling van het opstijgend vocht in de muren van de conciërgewoning en de zaal "psychomotoriek" van het centrum Optima - school 'de la Vallée', Grote Bosstraat 78.
2. goedkeuring van de gunningwijze en de voorwaarden van de overeenkomst: onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van vier firma's;
3. aanrekening van de uitgave ten belope van 23.000 € op artikel 735/724-IN-60/51;
4. financiering van de kosten met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Voornoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 november 2010.

**SP 47.- Sécurisation du Parc Rasquinet et des logements -  
 Conception d'un portique d'entrée rue Josaphat  
 115 - Mode de passation et fixation des  
 conditions du marché - Pour information ==  
 Beveiliging van het Rasquinetpark en de  
 woningen - Ontwerpen van een poort aan de  
 ingang van de Josaphatstraat 115 - Wijze van**

# gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

**M. Grimberghs intervient**  
**Mme la Bourgmestre ff répond**

## DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming,  
goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment les articles 234, al.3 et 236 relatifs aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 17, § 2, 1<sup>o</sup>a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 3, §1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité;

Considérant qu'une étude a été confiée en 2009 au secteur privé concernant les perspectives de sécurisation du parc Rasquinet et des logements y attenants ;

Considérant que les conclusions de cette étude préconisent l'aménagement à front de la rue Josaphat (n°115) d'un portique comprenant un sas de sécurité pour l'accès aux logements, une grille comprenant une entrée carrossable et un tourniquet d'accès au parc, l'ensemble étant couvert d'un large auvent,

Considérant que ces futurs aménagements pourraient être subsidiés par la Région dans le cadre des fonds pour la sécurisation des logements sociaux ;

Considérant qu'il convient de confier l'étude du projet au secteur privé ;

Considérant que la mission comprendrait une mission complète d'architectes (conception, permis, élaboration du cahier spécial des charges et des plans) mais aussi une mission d'étude de faisabilité, c'est-à-dire l'étude des fondations et de la portance de la toiture afin de vérifier si elle pourrait servir de socle pour d'éventuelles futures constructions ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 9 novembre 2010 par laquelle il :

1. Arrête le mode de passation et les conditions du marché de services : procédure négociée sans publicité aux conditions du cahier spécial des charges n°2010/069
2. D'imputer la dépense, estimée à 24.000 €, à l'article 930/733-IN-60/51 du budget extraordinaire de 2010
3. De financer la dépense par le boni du service extraordinaire

PREND POUR INFORMATION à l'unanimité

La décision du collège des Bourgmestre et échevins du 9 novembre 2010.

### DE GEMEENTERAAD

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid de artikelen 234, al.3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid artikel 17, § 2, 1<sup>o</sup>a;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, inzonderheid artikel 120;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, inzonderheid artikel 3, §1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26 september 1996;

Overwegende dat, in 2009, de studie betreffende de veiligheidsperspectieven van het park 'Rasquinet' en de aangrenzende woningen toevertrouwd werd aan de privésector.

Overwegende dat de besluiten van deze studie de inrichting aanbevelen, langs de kant van de Josafatstraat (nr. 115), van een portiek met een veiligheidssas voor de toegang tot de woningen, een afrastering met berijdbare ingang en een tourniquet voor de ingang naar het park, het geheel bedekt door een brede luifel.

Overwegende dat deze toekomstige inrichtingen gesubsidieerd kunnen worden door het Gewest in het kader van het fonds voor de beveiliging van sociale woningen.

Overwegende dat het past de studie voor het project toe te vertrouwen aan de privésector.

Overwegende dat de opdracht een volledige architectenopdracht betreft (ontwerp, vergunning, opstellen van het bestek en de plannen) maar ook een uitvoerbaarheidsstudie, d.w.z. de studie van de funderingen en het draagvermogen van het dak om na te gaan of het als sokkel dienst kan doen voor, eventueel, toekomstige constructies.

Gelet op het besluit van 9 november 2010 van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij het :

1. de gunningswijze en de voorwaarden van de dienstenopdracht goedkeurt: onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking aan de voorwaarden van het bestek nr 2010/069.
2. de uitgave, geraamd op 24.000 €, aanrekend op artikel 930/733-IN-60/51 van de buitengewone begroting over 2010.
3. de uitgave financiert met de boni van de buitengewone dienst.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Voornoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2010

**SP 48.- Hôtel communal - Etude d'architecture visant à l'élaboration d'un projet de réaménagement des locaux en partie arrière du rez-de-chaussée du bâtiment - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information --  
Gemeentehuis - Architectenstudie teneinde de lokalen in het achterste gedeelte van het gelijkvloers van het gebouw herin te richten -  
Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1<sup>a</sup> - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Considérant le projet d'aménagement de locaux en partie arrière du rez-de-chaussée de l'hôtel communal de manière à permettre d'une part, l'installation d'un commissariat de police, et d'autre part, l'accueil du public par des services communaux.

Considérant que l'étude de ce projet sera confiée à un bureau d'architecture ;

Vu les conditions du marché énoncées dans le cahier spécial des charges Scha/Infra/2010/067 ;

Vu l'annexe au cahier spécial des charges intitulée : « Contrat d'étude et de direction des travaux entre la commune de Schaerbeek et le bureau d'études » ;

Considérant que, pour ce marché, l'estimation s'élève à 60.000,00 €, 21% de TVA comprise;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire 2010 à l'article 104/733-IN-60/51;

Vu le procès-verbal du Collège des Bourgmestre et Echevins du 9 novembre 2010 par lequel il décide;

1. d'approuver le principe de confier au privé l'étude d'architecture du projet d'aménagement de locaux à l'arrière du rez-de-chaussée de l'hôtel communal;
2. d'arrêter le mode de passation et les conditions du marché : procédure négociée sans publicité, après consultation de dix bureaux;
3. d'imputer la dépense de 60.000 € à l'article 104/733-IN-60/51;
4. de financer la dépense par le boni du service extraordinaire.

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, à l'unanimité

La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 9 novembre 2010.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende het project voor de inrichting van lokalen op het gelijkvloers, aan de achterkant van het gemeentehuis, voor de inrichting van enerzijds een politicommissariaat en anderzijds het onthaal van het publiek door de gemeentediensten.

Overwegende dat de studie voor dit project gegund zal worden aan een architectenbureau.

Gelet op de voorwaarden van de opdracht vermeld in het bestek Scha/Infra/2010/067.

Gelet op de bijlage van het bestek met de titel : "Contract voor de studie en de leiding van de werken tussen de gemeente Schaarbeek en het studiebureau".

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 60.000 €- 21% BTW inbegrepen.

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven staat op artikel 104/733-IN-60/51 van de buitengewone begroting over 2010.

Gelet op het besluit van 9 november 2010 van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij het beslist:

1. het project goed te keuren om de studie voor de inrichting van de lokalen op het gelijkvloers, aan de achterkant van het gemeentehuis, toe te vertrouwen aan een privé-architectenbureau.
2. de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht vast te leggen: onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van tien bureaus.
3. de uitgave ten belope van 60.000 € aan te rekenen artikel 104/733-IN-60/51.
4. de uitgave te financieren met de boni van de buitengewone dienst.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Voornoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2010.

**SP 49.- Plaine Wahis - Aménagement de 2 terrains de sport en gazon synthétique - Dérivation du réseau d'alimentation en eau de ville - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- Wahisplein - Inrichting van 2 sportvelden in synthetisch gras - Afleiding van de bevoorrading van stadswater - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1<sup>a</sup> - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale ;

Considérant les travaux d'aménagement de deux terrains de sport en gazon synthétique actuellement en cours sur le site de la plaine Wahis ;

Considérant que la nouvelle configuration des lieux impose une dérivation des conduites d'alimentation en eau de ville destinées au service incendie;

Considérant qu'il convient de faire réaliser ces travaux par l'intercommunale détenant le monopole pour ce genre d'activité ;

Considérant que le coût de l'opération est estimé à 15.000 €;



Vu le procès-verbal du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26 octobre 2010 par lequel il décide ;

1. de marquer son accord sur les travaux visant à la dérivation des conduites d'alimentation en eau de ville en raison du chantier d'aménagement des terrains de sport actuellement en cours sur le site de la plaine Wahis;
2. de confier le marché à l'intercommunale détenant le monopole pour ce type de travail, par procédure négociée sur simple facture acceptée;
3. d'imputer la dépense estimée à 15.000 EUR, TVA incluse au crédit de l'article 764/724IN-60/-51 du budget extraordinaire 2010;
4. de financer la dépense par un emprunt.

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, à l'unanimité

La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26 octobre 2010.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 – inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende de, momenteel aan gang zijnde, inrichtingswerken van twee sportterreinen in synthetisch gras op de site van het Wahisplein.

Overwegende dat de nieuwe configuratie van de site een aftakking vereist van de stadswaterleidingen bestemd voor de brandweer.

Overwegende dat het zou passen deze werken te laten uitvoeren door de intercommunale die het monopolie over dit soort werken heeft.

Overwegende dat de kosten voor deze operatie geraamd worden op 15.000,- €;

Gelet op het besluit van 26 oktober 2010 van het College van Burgemeester en Schepenen houdende:

1. goedkeuring van de werken met het oog op de aftakking van de stadswaterleidingen wegens de, momenteel aan gang zijnde, inrichting van sportterreinen op de site van het Wahisplein
2. het toevertrouwen van de opdracht aan de intercommunale die het monopolie voor dit soort werken bezit, bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, op eenvoudig aangenomen factuur;
3. aanrekening van de uitgave, geraamd op 15.000 €- BTW inbegrepen, op het krediet van artikel 764/724IN-60/-51 van de buitengewone begroting over 2010.
4. financiering van de kosten met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Voornoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 26 oktober 2010.

**SP 50.- Réalisation d'un cadastre en matière d'extension des infrastructures scolaires communales à Schaerbeek - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information ==  
Verwezenlijking van een kadaster inzake de**

## uitbreiding van de gemeentelijke scholen te Schaarbeek - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

Mme Vriamont, MM. Lahlali, Clerfayt et Mme Lejeune de Schiervel  
interviennent  
Mme Smeysters et M. Verzin répondent.

### DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 10 voix et 1 abstention ==- Bij hoofdelijke  
stemming, goedgekeurd met 40 stemmen en 1 onthouding

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1° a -  
relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de  
services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de  
fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été  
modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales  
d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a  
été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les  
communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27 - modifiant la  
nouvelle loi communale;

Considérant que la population scolaire ne cesse de croître.

Considérant que le nombre de demandes pour des inscriptions scolaires  
dans les écoles schaerbeekaises excède l'offre.

Considérant qu'il serait utile d'établir un cadastre des écoles afin de pouvoir  
étudier les possibilités d'extension des écoles.

Considérant que cette mission serait confiée à un bureau d'études privé

Vu la décision du 16 novembre 2010 par laquelle le Collège des  
Bourgmestre et Echevins a décidé de :

- 1) d'approuver le mode de passation et les conditions du marché fixées dans le  
cahier spécial des charges 2010/074
- 2) lancer l'appel à la concurrence auprès de 5 bureaux d'études et fixer la date  
limite de dépôt des offres au 10 décembre 2010
- 3) imputer la dépense estimée à 50.000 € TVAC à l'article 722/733 in-60/51
- 4) financer la dépense par l'emprunt

PREND POUR INFORMATION : par appel nominal, par 40 voix et 1  
abstention

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 novembre 2010.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1° a -  
betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van  
werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de  
overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de  
concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de  
algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies  
voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het  
administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot  
wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat de schoolpopulaties blijven stijgen;

Overwegende dat de aanvraag voor inschrijvingen in Schaarbeekse scholen het aanbod overtreft;

Overwegende dat het nuttig zou zijn een overzicht van de scholen op te maken, zodanig dat de mogelijkheden tot uitbreiding van de scholen kunnen worden bestudeerd;

Overwegende dat deze opdracht aan een privé-studiebureau zou worden toevertrouwd;

Gelet op het Collegebesluit van 16 november 2010 houdende:

1. goedkeuring van de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht, zoals vermeld in het bijzonder bestek 2010/074;
2. uitschrijving van een oproep tot mededinging bij 5 studiebureaus en vaststelling van de uiterste indieningsdatum van de offertes op 10 december 2010;
3. aanrekening van de geraamde uitgave van 50.000 EUR - BTW inbegrepen - op artikel 722/733 IN-60/51 van de buitengewone begroting over 2010;
4. financiering van de kosten met een lening;

NEEMT TER INFORMATIE : bij hoofdelijke stemming, met 40 stemmen en 1 onthouding  
het Collegebesluit van 16 november 2010.

\* \* \*

**M. El Khattabi entre en séance -- De h. El Khattabi treedt ter vergadering.**

\* \* \*

**SP 51.- Rénovation de la toiture d'un petit bâtiment sis sur le site des serres communales du parc Josaphat - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- Vernieuwing van het dak van een klein gebouw gelegen op de site van de gemeentelijke serres in het Josafatpark - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993- en particulier son article 17 § 2, 1° a – relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et en particulier les articles 10 § 2.15.17.18.20.21 et 22, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale ;

Considérant que la toiture d'un petit bâtiment sis dans le périmètre des serres du parc Josaphat menace ruine ;

Considérant que des mesures conservatoires urgentes doivent être prises pour sécuriser les lieux et empêcher la dégradation de tout le bâtiment ;

Considérant que des petits aménagements intérieurs seront également réalisés (abattage de cloison, enlèvement de vieux WC...);

Vu la décision du 16 novembre 2010 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé de :

- 1) lancer l'appel à la concurrence auprès des firmes ci-dessous et fixer la date limite de dépôt des offres au 6 décembre 2010
- 2) imputer la dépense estimée à 21.000 € TVAC à l'article 766/725 in-60/51 du budget extraordinaire de 2010
- 3) financer la dépense par le boni du service extraordinaire

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, à l'unanimité

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 novembre 2010.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1<sup>o</sup>a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en in het bijzonder de artikelen 10 § 2.15.17.18.20.21 en 22, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat het dak van een klein gebouw gelegen op het terrein van de serres in het Josafatpark dreigt in te storten;

Overwegende dat dringende instandhoudingsmaatregelen moeten worden getroffen om de plaats te beveiligen en verder verval van het gebouw te verhinderen;

Overwegende dat eveneens kleine binneninrichtingen zullen worden gerealiseerd (afbraak van een tussenwand, verwijdering van oude toiletten,...);

Gelet op het Collegebesluit van 16 november 2010 houdende:

1. uitschrijving van een oproep tot mededinging bij 9 firma's en vaststelling van de uiterste indieningsdatum van de offertes op 6 december 2010;
2. aanrekening van de geraamde uitgave van 21.000 EUR op artikel 766/725 IN-60/51 van de buitengewone begroting over 2010;
3. financiering van de kosten met de boni van de buitengewone dienst;

NEEMT TER INFORMATIE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

het Collegebesluit van 16 november 2010.

**SP 52.- Aménagement de boxes pour chevaux de trait dans un hangar technique sis près des serres du parc Josaphat - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -=- Inrichten van paardenboxen voor trekpaarden in een technische loods gelegen nabij de serres van het Josafatpark - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

## **DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 31 voix et 10 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 31 stemmen en 10 onthoudingen

### **LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 – en particulier son article 17 § 2, 1° a – relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale ;

Vu le projet du service SP&EV d'acheter des chevaux de trait destinés à effectuer des collectes hippomobiles de vidange des corbeilles publiques et d'arrosage des mâts fleuris ;

Considérant qu'une étude de faisabilité sur ce projet est en cours,

Considérant que si cette étude est concluante et afin de ne pas perdre les crédits inscrits au budget 2010, il est utile de lancer la procédure de marché public pour l'aménagement d'une écurie ;

Considérant que les chevaux seraient installés près des serres du parc Josaphat, dans un endroit clos ;

Considérant que le paddock (aire de repos) des chevaux serait également aménagé à cet endroit ;

Considérant que les écuries pourraient être aménagées à moindre frais dans un hangar technique ;

Vu la décision du 16 novembre 2010 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé de :

- 1) lancer l'appel à la concurrence auprès de 3 firmes et fixer la date limite de dépôt des offres au 6 décembre 2010
- 2) imputer la dépense estimée à 7.000 € à l'article 766/725 in-60/51 du budget extraordinaire de 2010
- 3) financer la dépense par le boni du service extraordinaire
- 4) délivrer le bon de commande si l'étude de faisabilité est concluante

PREND POUR INFORMATION PAR APPEL NOMINAL, par 31 voix et 10 abstentions

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 novembre 2010.

### **DE GEMEENTERAAD**

Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het project van de dienst SN & GR om trekpaarden aan te kopen, bestemd voor de ophaling met paard en kar van de inhoud van de openbare vuilnisbakken en voor de besproeiing van bebloemde masten;

Overwegende dat de haalbaarheidsstudie van dit project aan de gang is;

Overwegende dat, indien deze studie concludent is en om geen kredieten te verliezen ingeschreven op de begroting over 2010, het nuttig zou zijn om de procedure van een overheidsopdracht te starten voor de inrichting van een stal;

Overwegende dat de paarden gestald zullen worden in een afgesloten ruimte dichtbij de serres in het Josafatpark;

Overwegende dat de rustplaats van de paarden eveneens op deze plaats zal worden ondergebracht;

Overwegende dat de stallen tegen een lage kostprijs zouden kunnen worden ingericht in een technische hangar;

Gelet op het Collegebesluit van 16 november 2010 houdende:

1. uitschrijving van een oproep tot mededinging bij 3 firma's en vaststelling van de uiterste indieningsdatum van de offertes op 6 december 2010;
2. aanrekening van de geraamde uitgave van 7.000 EUR op artikel 766/725 IN-60/51 van de buitengewone begroting over 2010;
3. financiering van de kosten met de boni van de buitengewone dienst;
4. aflevering van de bestelbon indien de haalbaarheidsstudie concludent is.

NEEMT TER INFORMATIE bmet 31 stemmen en 10 onthoudingen het Collegebesluit van 16 november 2010.

**SP 53.- Complexe VI-Tamines sis rue Stephenson 78-84 - Aménagement de l'infrastructure multisports - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- Complex VI-Tamines gelegen Stephensonstraat 78-84 - Inrichten van de multisport infrastructuur - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du Conseil Communal;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 17, § 2, 1<sup>o</sup>a;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité et plus particulièrement son art 17 § 2, 1<sup>o</sup>a;

Considérant que le complexe Tamines est en cours de rénovation depuis le 26 octobre 2009;

Considérant que, dans le cadre de ce complexe, un espace a été prévu pour y aménager une infrastructure multisports en cour intérieure;

Considérant que les utilisateurs de la place Stephenson attendent cette infrastructure multisports et que cela a des conséquences négatives sur la vie du quartier;

Considérant le cahier spécial des charges n° scha/in fra/2010/075 relatif au marché "Aménagement d'une infrastructure multisports" établi par le Service Infrastructure;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 40.000 € TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2010, article 922/744-DS-51/22 ;

Considérant que la dépense sera financée par un subside FPGV (Fonds Politique des Grandes Villes).

Vu la décision du 23 novembre par laquelle le collège des Bourgmestre et Echevins décide:

1. d'approuver le projet d'aménagement d'une infrastructure multisports en cours intérieure du complexe Tamines pour un montant estimé à 40.000 € ;
2. de fixer les conditions du marché selon le cahier spécial des charges N° scha/infra/2010/075 ;
3. de choisir la procédure négociée sans publicité avec consultation de quatre sociétés comme mode de passation du marché.
4. d'imputer la dépense au crédit de l'article 922/744-DS-51/22 du budget extraordinaire de l'exercice 2010 ;
5. de financer la dépense par le Fonds Politique des Grandes Villes.

PREND POUR INFORMATION : par appel nominal, à l'unanimité  
la décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 novembre 2010.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid artikel 17, § 2, 1<sup>o</sup>a;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken.

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, inzonderheid artikel 3, §1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26 september 1996 - inzonderheid artikel 17, § 2, 1<sup>o</sup>a

Overwegende dat het complex 'Tamines' gerenoveerd wordt sinds 26 oktober 2009.

Overwegende dat er, in het kader van dit complex, een ruimte voorzien werd op de binnenkoer om er een infrastructuur multisporten in te richten.

Overwegende dat de gebruikers van het Stephensonplein op deze infrastructuur multisporten wachten en dat dit negatieve gevolgen heeft voor het wijkleven.

Overwegende dat de dienst Infrastructuur het bestek nr. scha/infra/2010/075 betreffende de 'Inrichting van een infrastructuur multisporten' opgesteld heeft.

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht geraamd wordt op 40.000 €-BTW inbegrepen

Overwegende dat men voorstelt de opdracht te gunnen via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven staat op de buitengewone begroting over 2010 op artikel 922/744-DS-51/22.

Overwegende dat de uitgave gefinancierd zal worden met een subsidie van het FGSB (Fonds voor het Groot Stedenbeleid).

Gelet op de beslissing van 23 november 2010 waarbij het College van Burgemeester en Schepenen beslist:

1. in te stemmen met het inrichtingsproject voor een infrastructuur multisporten op het binnenplein van het complex Tamines voor het geraamde bedrag van 40.000 €
2. de voorwaarden van de opdracht vast te leggen volgens het bestek nr. scha/infra/2010/075.
3. de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze te kiezen met raadpleging van vier firma's.
4. de uitgave aan te rekenen op het krediet van artikel 922/744-DS-51/22 van de buitengewone begroting over 2010.
5. de uitgave te financieren door het Fonds voor het Groot Stedenbeleid.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Vornoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 november 2010.

**SP 54.- Lycée Emile Max - Section Dailly - Isolation thermique des toitures à versants - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- Lyceum Emile Max - Afdeling Dailly - Warmte isolatie van de dakhellingen - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 - modifiant la nouvelle loi communale ;

Considérant qu'il serait utile d'isoler les toitures à versant du lycée Emile Max – section Dailly afin de réduire les coûts énergétiques ;

Vu la décision du 23 novembre 2010 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet «Lycée Emile Max - isolation thermique des toitures à versants» tel que décrit dans le cahier des charges Scha/Infra/2010/077;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt ;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2010 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

**PREND POUR INFORMATION** : par appel nominal, à l'unanimité

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 novembre 2010 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, ayant pour objet «Lycée Emile Max - isolation thermique des toitures à versants» tel que décrit dans le cahier spécial des charges Scha/Infra/2010/077. La dépense, estimée à 49.090,00 € hors TVA ou 59.398,90 €, 21% TVA comprise, sera imputée à l'article 731/724-IN-60/51 du budget extraordinaire 2010 et financée par un emprunt .

**DE GEMEENTERAAD**

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat, om energiebesparingen te realiseren, het nuttig zou zijn het dakschild van het Emile Max Lyceum – afdeling Dailly te isoleren;



Gelet op het Collegebesluit van 23 november 2010 houdende goedkeuring van de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht met als voorwerp "Emile Max Lyceum – Warmte-isolatie van het dakschild", zoals omschreven in het bijzonder bestek Scha/Infra/2010/077;

Overwegende dat de kosten zouden worden gefinancierd met een lening;

Overwegende dat de nodige kredieten hiertoe werden ingeschreven op de buitengewone begroting over 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 november 2010 om een opdracht uit te schrijven bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met als voorwerp "Emile Max Lyceum – Warmte-isolatie van het dakschild", zoals omschreven in het bijzonder bestek Scha/Infra/2010/077. De uitgave geraamd op 49.090,00 €, buiten BTW of 59.398,90 €, 21 % BTW inbegrepen, zal worden aangerekend op artikel 731/724-IN-60/51 van de buitengewone begroting over 2010 en de kosten gefinancierd met een lening.

### **Voirie ==- Wegen**

**SP 55.- Avenues Félix Marchal, Charbo et Léon Mahillon - Travaux d'abattage et de dessouchement d'arbres - Evacuation des terres - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information ==- Félix Marchal-, Charbo- en Léon Mahillonlaan - Werken tot het afhakken van bomen en het verwijderen van boomstronken - Opruimen van de gronden - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

### **DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1<sup>a</sup> - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Considérant l'état sanitaire des arbres des avenues F. Marchal, Charbo et L. Mahillon;

Considérant les accidents dus aux chutes de branches à répétition ;

Considérant l'abattage des arbres dangereux en urgence en août 2010;

Considérant la nécessité d'abattre les 16 arbres restants et d'évacuer les souches et terres;

Considérant qu'il convient de confier ce marché à une entreprise privée ;

Considérant que le coût de l'opération est estimé à 30.000 € tvac;

Vu le procès-verbal du Collège des Bourgmestre et Echevins du 9 novembre 2010 par lequel il décide :

1. d'approuver le principe de travaux visant l'abattage de 16 arbres, la destruction et l'évacuation de 79 souches et l'évacuation des terres et schiste sur le pourtour de la zone concernée
2. d'arrêter le mode de passation et les conditions du marché : procédure négociée sans publicité, après consultation de trois firmes et aux conditions du CSC Scha/Infra/2010/066 ;
3. d'imputer la dépense estimée à 30.000 € au crédit de l'article 766/725-IN-60/51 ;
4. de financer la dépense par l'emprunt

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, à l'unanimité

La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 9 novembre 2010.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1<sup>a</sup> - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de gezondheidstoestand van de bomen op de F. Marchal-, Charbo- en L. Mahillonlaan.

Gelet op de ongevallen herhaaldelijk veroorzaakt door afgebroken takken.

Gelet op de noodmaatregel om de gevaarlijke bomen te vellen in augustus 2010.

Overwegende dat de 16 resterende bomen geveld moeten worden en hun tronken en aarde verwijderd.

Overwegende dat het past om deze opdracht toe te vertrouwen aan een privé-onderneming;

Overwegende dat de kosten van deze werken geraamd worden op 30.000 €- BTW inbegrepen.

Gelet op het besluit van 9 november 2010 van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij het beslist:

1. het principe om 16 bomen te vellen, de vernietiging en de verwijdering van 79 tronken, aarde en schisten rondom de betrokken zone goed te keuren.
2. de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht vast te leggen: onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van drie firma's en aan de voorwaarden van het bijzonder bestek Scha/Infra/2010/066;
3. de uitgave, geraamd op 30.000 €, aan te rekenen op artikel 766/725-IN-60/51.
4. de uitgave te financieren met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Voornoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2010.

**SP 56.- Mission d'étude de la signalétique directionnelle destinée à guider les piétons dans l'espace public schaarbeekois - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information ==-**

# **Studieopdracht voor gerichte signalatiek bestemd om de voetgangers te gidsen in de openbare ruimtes te Schaarbeek - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

**M. Charels intervient**

**Mme Smeysters répond**

## **DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 24 voix contre 10 et 7 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 24 stemmen tegen 10 en 7 onthoudingen

### **LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27 - modifiant la nouvelle loi communale;

Considérant qu'il y aurait lieu de recourir à un bureau d'étude privé pour l'étude relative à la signalétique directionnelle destinée à guider les piétons dans la commune de Schaarbeek ; à les guider vers des lieux ou bâtiments publics et à leurs faire découvrir les lieux phares, curiosités et autres endroits méritant l'attention des habitants et visiteurs.

Considérant que ce projet vise à l'amélioration de l'image de la ville, la revalorisation des itinéraires piétons et l'optimisation des déplacements piétons entre les quartiers;

Vu le cahier spécial des charges n° Scha/Infra/2010/073 déposé au dossier;

Vu la décision du 16 novembre 2010 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé;

- 1) Arrêter le mode de passation et les conditions du marché pour la mission d'études relative à la signalétique directionnelle destinée à guider les piétons dans l'espace public Schaarbeekoïse, aux conditions du cahier spécial des charges joint Scha/Infra/2010/073 ;
- 2) Approuver la liste des bureaux à consulter ;
- 3) Imputer la dépense estimée à 80.000 € tva incluse, à l'article 421/733-IN-60/53 du budget extraordinaire de 2010;
- 4) Financer la dépense au moyen du boni du service extraordinaire ;

PREND POUR INFORMATION : par appel nominal, par 24 voix contre 10 et 7 abstentions

la décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 novembre 2010.

### **DE GEMEENTERAAD**

Gelet op de artikelen 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 – inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat het zou passen een beroep te doen op een privé-bureau voor de studie van een gerichte bewegwijzering, bestemd om de voetgangers te gidsen in Schaarbeek; ze de weg te wijzen naar openbare plaatsen of gebouwen en hen de belangrijkste plaatsen van de gemeente, bezienswaardigheden en andere plekken, die de aandacht van de bewoners en de bezoekers verdienen, te laten ontdekken;

Overwegende dat dit project een verbetering beoogt van het beeld van de stad, de heropwaardering van de voetgangerswegen en de optimalisatie van de voetgangersverplaatsingen tussen de wijken;

Gelet op het bij het dossier gevoegde bijzondere bestek nr. Scha/Infra/2010/073;

Gelet op het Collegebesluit van 16 november 2010 houdende:

1. goedkeuring van de gunningswijze en van de voorwaarden van de studieopdracht met betrekking tot de gerichte bewegwijzering, bestemd om de voetgangers te gidsen in de openbare ruimtes te Schaarbeek, aan de voorwaarden van het bij het dossier gevoegde bijzonder bestek Scha/Infra/2010/073;
2. goedkeuring van de lijst van de te raadplegen bureaus;
3. aanrekening van de uitgave, geraamd op 80.000 € - BTW inbegrepen, op artikel 421/733-IN-60/53 van de buitengewone begroting over 2010;
4. financiering van de kosten met de boni van de buitengewone dienst.

NEEMT TER INFORMATIE : bij hoofdelijke stemming, met 24 stemmen tegen 10 en 7 onthoudingen  
bovengenoemd Collegebesluit van 16 november 2010.

**SP 57.- Etudes en vue de la caractérisation des sols à excaver dans le cadre des travaux de réaménagement de la place des Chasseurs Ardennais - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information ==- Studie met het oog op de karakterisering van de uit te graven gronden, in het kader van de heraanleg van het Ardense Jagersplein - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

**DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27 - modifiant la nouvelle loi communale;

Considérant qu'il y aurait lieu de procéder à une étude en vue de la caractérisation des sols à excaver dans le cadre des travaux de réaménagement de la place des Chasseurs Ardennais;

Considérant que cette étude permettra de finaliser le cahier spécial des charges en cours d'élaboration pour l'aménagement de la place des Chasseurs Ardennais, afin de pouvoir mieux estimer le coût de traitement des terres excavées et d'éviter au maximum les surcoûts en cours de chantier ;

Vu le cahier spécial des charges n°Scha/Infra/2010/065 déposé au dossier;

Vu la décision du 26 octobre 2010 par laquelle le Collège des Bourgmestres et Echevins a décidé;

1. d'arrêter le mode de passation et les conditions du marché de service: procédure négociée sans publicité, après consultation de trois bureaux spécialisés;
2. de fixer les conditions du marché;
3. d'imputer la dépense, estimée à 10.000 € TVA incluse, à l'article 421/733-IN-60/53 du budget extraordinaire de 2010;
4. de financer la dépense au moyen du boni du service extraordinaire.

PREND POUR INFORMATION : par appel nominal, à l'unanimité de la décision précitée du Collège des Bourgmestres et Echevins du 26 octobre 2010.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 – inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat het zou passen over te gaan tot een studie met het oog op de typering van de uit te graven gronden, in het kader van de heraanleg van het Ardense Jagersplein;

Overwegende dat deze studie het mogelijk zou maken het bestek te voltooien dat momenteel wordt uitgewerkt voor de heraanleg van het Ardense Jagersplein, zodanig dat de kosten voor de behandeling van de uitgegraven gronden beter kunnen worden geraamd en er tijdens de werken zo weinig mogelijk meerkosten ontstaan;

Gelet op het bij het dossier gevoegde bijzondere bestek nr. Scha/Infra/2010/065;

Gelet op het Collegebesluit van 26 oktober 2010 houdende:

1. goedkeuring van de gunningswijze en van de voorwaarden van de dienstenopdracht: onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van drie gespecialiseerde bureaus;
2. vaststelling van de voorwaarden van de overeenkomst;

3. aanrekening van de uitgave, geraamd op 10.000 € - BTW inbegrepen, op artikel 421/733-IN-60/53 van de buitengewone begroting over 2010;
4. financiering van de kosten met de boni van de buitengewone dienst.  
NEEMT TER INFORMATIE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen  
bovengenoemd Collegebesluit van 26 oktober 2010.

### **Contrats de quartier -- Wijkcontracten**

**SP 58.- Navez-Portaels - Opération 1.D. - Construction d'un immeuble passif comprenant des logements assimilés au logement social à l'angle des rues Navez et Portaels - Marché d'étude - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation -- - Navez-Portaels - Operatie 1.D. - Bouwen van een passief gebouw met woongelegenheden gelijkgesteld aan sociale woningen op de hoek van de Navez- en de Portaelsstraat - Studieopdracht - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring**

**Ce point est retiré de l'ordre du jour -- Dit punt wordt aan de agenda onttrokken**

**SP 59.- Navez-Portaels - Opération 1.E. - Construction d'un immeuble passif, comprenant des logements assimilés au logement social à l'angle des rues Navez (111) et d'Anethan - Marché d'étude - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation -- Navez-Portaels - Operatie 1.E. - Bouwen van een passief gebouw met woongelegenheden gelijkgesteld aan sociale woningen op de hoek van de Navez- (111) en de d'Anethanstraat - Studieopdracht - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring**

**Ce point est retiré de l'ordre du jour -- Dit punt wordt aan de agenda onttrokken**

### **Planification -- Planificering**

**SP 60.- Règlement Communal d'Urbanisme - Réalisation d'une brochure explicative - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening - Verwezenlijking van een verklarende brochure - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

Ce point est retiré de l'ordre du jour ==- Dit punt wordt aan de agenda onttrokken

**SERVICES COMMUNAUX SPECIFIQUES ==- BIJZONDERE GEMEENTEDIENSTEN**

**Enfance ==- Kinderjaren**

**SP 61.- Plan d'Action de l'Accueil Temps Libre 2010-2011 - Pour information ==- Actieplan voor de Opvang tijdens de Vrije Tijd 2010-2011 - Ter informatie**

**DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117 et 123 de la nouvelle loi communale ;

Vu le rapport du 08 décembre 2009 du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de ce rapport :

**DE PRENDRE CONNAISSANCE** par appel nominal, à l'unanimité

Du plan d'action de l'Accueil du Temps Libre (ATL) 2010 - 2011 :

**DE GEMEENTERAAD**

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet ;

Gezien het verslag van 08 december 2009 van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Overwegende dat het betaamt gevolg te geven aan de conclusies van dit verslag ;

**NEEMT KENNIS** bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen van het actieplan « Accueil du Temps Libre (ATL) » 2010 - 2011 :

**Economie - Emploi ==- Economie - Tewerkstelling**

**SP 62.- Atrium - Reconduction des conventions de partenariat - Approbation ==- Atrium - Verlenging van de Partnership overeenkomsten - Goedkeuring**

**DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117, 123 et 135 de la Nouvelle Loi communale;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2005 de relancer un projet de « Contrat de Quartier Commerçant » résultant des objectifs du Plan Stratégique Régional, *Bruxelles un avenir et une ambition pour les quartiers commerçants* ;

Vu sa décision du 25 octobre 2006 adoptant la convention 2006 - 2008 ;

Vu sa décision de reconduction de la convention du 25 mars 2009 ;

Vu la proposition de la région de Bruxelles-Capitale de reconduire pour une période d'un an les conventions 2006 – 2008 de partenariats relatives au projet de revitalisation des quartiers commerçants « Helmet » et "Brabant" ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 novembre 2010 ;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit,

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité  
D'approuver la reconduction pour une durée d'un an, s'achevant le 31 décembre 2010, des conventions de partenariats entre la Région de Bruxelles-Capitale, l'asbl Atrium, la Commune de Schaerbeek et les asbl Atrium Brabant et Atrium Helmet

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 123 en 135 van de nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 20 juli 2005 om het ontwerp "handelskerncontract" dat voorkomt uit de doelstellingen van het strategisch plan 2006-2008 van de regio, *Brussel : Toekomst en ambities voor de handelswijken* weer te doen opleven;

Gelet op het raadsbesluit van 25 oktober 2006 goedkeurende de overeenkomst 2006 - 2008;

Gelet op het raadsbesluit van 25 maart 2009 goedkeurende de verlenging van de overeenkomst;

Gelet op het voorstel van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest de overeenkomsten betreffende het project, voor de revitalisatie van de handelswijk "Brabant" en "Helmet" voor een periode van één jaar te verlengen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen van 23 november 2010;

Overwegend dat dit verslag ingewilligd dient te worden

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De verlenging voor een periode van één jaar, eindigend op 31 december 2010, van de partnerschapsovereenkomsten tussen het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, de vzw Atrium, de Gemeente Schaarbeek, en de vzw Atrium Brabant en Atrium Helmet goed te keuren.

### **Intégration et Prévention ==- Integratie en Preventie**

#### **SP 63.- Programme Cohésion Sociale 2011-2015 - Projet de répartition en vue du contrat communal 2011-2015 - Approbation ==- Programma voor Sociale Samenhang 2011-2015 - Ontwerp tot verdeling met het oog op de gemeentelijke overeenkomst 2011-2015 - Goedkeuring**

**Mme Essaidi expose**

**Mme Ozdemir intervient**

#### **DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu les articles 117 et 123 de la nouvelle loi communale ;

Vu le décret du 13 mai 2004 du Collège de la Commission communautaire française (COCOF) relative à l'octroi de subventions aux communes pour la Cohésion sociale et fixant les critères d'octroi de la dite subvention ;

Vu l'appel à projet 2011-2015 en Cohésion sociale lancé par la COCOF sur décision du Collège de la COCOF en date du 11 février 2010 ;

Vu la circulaire interprétative de l'appel à projet 2011-2015 en Cohésion sociale sur décision du Collège de la COCOF du 4 mai 2010 ;

Vu le courrier du Cabinet du Collège de la COCOF du 27 juillet 2010 informant de l'octroi à la commune de Schaerbeek d'un subside de 1.062.424,00 € (1.059.520,00 € en subside de base + 2.904,00 € en montant de « lissage », soit 1.062.424,00 €) ;

Vu l'avis positif de la Concertation Locale pour la Cohésion sociale de Schaerbeek rendu en séance du 20 octobre 2010 ;



Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;  
DECIDE par appel nominal, à l'unanimité  
d'approuver le projet de répartition en Cohésion sociale en vue du Contrat  
Communal de Cohésion social et ses Convention spécifiques dans le cadre du  
nouveau programme quinquennal 2011-2015 en Cohésion sociale.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikels 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het besluit van 13 mei 2004 van het College van de Franse  
communautaire Commissie (COCOF) betreffende de toekenning van subsidies aan  
de gemeenten voor de Sociale Cohesie en dat de toekenningscriteria van  
bovenvermelde subsidie bepaalt;

Gelet op de vraag naar het project Sociale Cohesie 2011-2015 door de  
COCOF ingevolge de beslissing van het college van de COCOF op 11 februari  
2010;

Gelet op het verklarende rondschriften betreffende de vraag naar het project  
Sociale Cohesie 2011-2015 door de COCOF ingevolge de beslissing van het  
college van de COCOF op 4 mei 2010;

Gelet de briefwisseling van het Kabinet van het College van de COCOF van  
27 juli 2010 betreffende de toekenning aan de gemeente van Schaarbeek van een  
subsidie van € 1.062.424,00 (€ 1.059.520,00 basissubsidie + € 2.904 aanpassing,  
d.w.z. € 1.062.424,00);

Gelet op het positieve advies van de plaatselijke concertatie van de Sociale  
Cohesie van Schaarbeek, gegeven in de vergadering van 20 oktober 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen  
Het project inzake de verdeling in Sociale Cohesie met het oog op het  
gemeenteccontract van de Sociale Cohesie en zijn specifieke overeenkomsten in  
verband met het nieuwe vijfjaarlijkse Programma 2011-2015 voor de Sociale  
Cohesie goed te keuren.

\* \* \* \* \*

**Après le point 63 vote nominal auquel participent les conseillers  
communaux suivants == Na het punt 46/3 hoofdelijke stemming waaraan  
de volgende gemeenteraadsleden deelnemen :** MM.-hh. Reghif, Echouel, El  
Arnouki, Mmes-mevr. Vriamont, Lejeune de Schiervel, MM.- hh. Kaddour,  
Vanhalewyn, Mme-mevr. Vanhauwaert, MM.-hh. Charels, Guillaume, Noël,  
Clerfayt, Verzin, Van Gorp, De Herde, Grimberghs, Mme-mevr. Nyssens, MM.-  
hh. Denys, El Khattabi, Özkara, Köse, Lahlali, Ramdani, Öztürk, Mmes-mevr.  
Essaidi, Smeysters, M.-h. Courtheoux, Mme-mevr. Hemamou, MM.-hh. Kökten,  
Köksal, Mme-mevr. Aliç, M.-h. Bouhjar, Mme-mevr. Ozdemir, M.-h. Nimal,  
Mmes-mevr. Chan, Güles, MM.-hh. de Beuffort, Ayad, van de Werve de  
Schilde, Mme-mevr. Guisse, et/en Mme-mevr. Jodogne

\*

\* \*

\*

RESULTAT DU VOTE -UITSLAG VAN DE STEMMING

VOTE LE PREMIER : M. REGHIF

OUI - JA : 0

STEMT ALS EERSTE : DE H. REGHIF

NON - NEEN : N

ABSTENTION - ONTHOUDING : -

Points de l'O.J. Punten agenda	1; 4; 6; 13-17; 19-21; 24; 27-28; 30-38; 40-42; 45-49; 51; 53-55; 57; 61-63	2; 5	3; 52
MM.-HH. CHARELS	0	0	0
GUILLAUME	0	0	0
NOEL	0	0	0
CLERFAYT	0	0	0
VERZIN	0	0	0
VAN GORP	0	-	-
DE HERDE	0	0	0
GRIMBERGHS	0	0	0
MMES-MEVR. BOUARFA			
NYSSENS	0	0	0
MM.-HH. DENYS	0	0	0
EL KHATTABI	0	0	0
OZKARA	0	-	-
KÖSE	0	0	0
LAHLALI	0	-	-
RAMDANI	0	-	-
ÖZTURK	0	0	0
MMES-MEVR. ESSAIDI	0	0	0
SMEYSTERS	0	0	0
M.-H. COURTHEOUX	0	-	-
MMES-MEVR. HEMAMOU	0	0	0
ONKELINX			
DURANT			
MM.-HH. KÖKTEN	0	N	-
KÖKSAL	0	0	0
DÖNMEZ			
MME-MEVR. ALIC	0	-	-
M.-H. BOUHJAR	0	-	-
MME-MEVR. OZDEMIR	0	0	0
M.-H. NIMAL	0	0	0
MMES-MEVR. CHAN	0	0	0
GÜLES	0	0	0
MM.-HH. DE BEAUFFORT	0	0	0
AYAD	0	-	-
VAN DE WERVE DE SCHILDE	0	0	0
MMES-MEVR. NALBANT			
GUISSE	0	0	0
MM.-HH. REGHIF	0	0	0
ECHOUËL	0	0	0
EL ARNOUKI	0	0	0
MMES-MEVR. VRIAMONT	0	-	-
LEJEUNE DE SCHIERVEL	0	0	0
MM.-HH. KADDOUR	0	0	0
VANHALEWYN	0	0	0
MME-MEVR. HELD			
VANHAUWAERT	0	0	0
MME-MEVR. JODOGNE	0	0	0
OUI-JA	41	31	31
NON-NEEN	0	1	0
ABSTENTIONS- ONTHOUDINGEN	0	9	10

RESULTAT DU VOTE -UITSLAG VAN DE STEMMING

VOTE LE PREMIER : M. REGHIF

OUI - JA : 0

STEMT ALS EERSTE : DE H. REGHIF

NON - NEEN : N

ABSTENTION - ONTHOUDING : -

Points de l'O.J. Punten agenda	7-11	18
MM.-HH. CHARELS	-	O
GUILLAUME	O	O
NOEL	O	O
CLERFAYT	O	O
VERZIN	O	O
VAN GORP	O	N
DE HERDE	O	O
GRIMBERGHS	O	N
MMES-MEVR. BOUARFA		
NYSENS	O	N
MM.-HH. DENYS	O	O
EL KHATTABI	O	O
OZKARA	O	O
KÖSE	O	O
LAHLALI	O	O
RAMDANI	O	O
ÖZTURK	O	O
MMES-MEVR. ESSAIDI	O	O
SMEYSTERS	O	O
M.-H. COURTHEOUX	O	O
MMES-MEVR. HEMAMOU	O	O
ONKELINX		
DURANT		
MM.-HH. KÖKTEN	O	N
KÖKSAL	O	O
DÖNMEZ		
MME-MEVR. ALIC	O	O
M.-H. BOUHJAR	O	O
MME-MEVR. OZDEMIR	O	N
M.-H. NIMAL	O	O
MMES-MEVR. CHAN	O	O
GÜLES	O	O
MM.-HH. DE BEAUFFORT	O	O
AYAD	-	O
VAN DE WERVE DE SCHILDE	O	O
MMES-MEVR. NALBANT		
GUISSE	O	O
MM.-HH. REGHIF	O	O
ECHOUEL	O	O
EL ARNOUKI	O	N
MMES-MEVR. VRIAMONT	-	O
LEJEUNE DE SCHIERVEL	O	O
MM.-HH. KADDOUR	O	O
VANHALEWYN	O	O
MME-MEVR. HELD		
VANHAUWAERT	O	O
MME-MEVR. JODOGNE	O	O
OUI-JA	38	35
NON-NEEN	0	6
ABSTENTIONS- ONTHOUDINGEN	3	0

RESULTAT DU VOTE -UITSLAG VAN DE STEMMING

VOTE LE PREMIER : M. REGHIF  
STEMT ALS EERSTE : DE H. REGHIF

OUI - JA : O  
NON - NEEN : N  
ABSTENTION - ONTHOUDING : -

Points de l'O.J. Punten agenda	22-23	25-26
MM.-HH. CHARELS	0	0
GUILLAUME	0	0
NOEL	0	0
CLERFAYT	0	0
VERZIN	0	0
VAN GORP	-	-
DE HERDE	0	0
GRIMBERGHS	0	0
MMES-MEVR. BOUARFA		
NYSSENS	0	0
MM.-HH. DENYS	0	0
EL KHATTABI	0	0
OZKARA	-	N
KÖSE	0	0
LAHLALI	-	N
RAMDANI	-	N
ÖZTURK	-	0
MMES-MEVR. ESSAIDI	0	0
SMEYSTERS	0	0
M.-H. COURTHEOUX	-	-
MMES-MEVR. HEMAMOU	0	0
ONKELINX		
DURANT		
MM.-HH. KÖKTEN	-	N
KÖKSAL	0	0
DÖNMEZ		
MME-MEVR. ALIC	-	-
M.-H. BOUHJAR	-	N
MME-MEVR. OZDEMIR	0	0
M.-H. NIMAL	0	0
MMES-MEVR. CHAN	0	0
GÜLES	0	0
MM.-HH. DE BEAUFFORT	0	0
AYAD	-	N
VAN DE WERVE DE SCHILDE	0	0
MMES-MEVR. NALBANT		
GUISSE	0	0
MM.-HH. REGHIF	0	0
ECHOUEL	0	0
EL ARNOUKI	0	0
MMES-MEVR. VRIAMONT	-	N
LEJEUNE DE SCHIERVEL	0	0
MM.-HH. KADDOUR	0	0
VANHALEWYN	0	0
MME-MEVR HELD		
VANHAUWAERT	0	0
MME-MEVR. JODOGNE	0	0
OUI-JA	30	31
NON-NEEN	0	7
ABSTENTIONS- ONTHOUDINGEN	11	3

RESULTAT DU VOTE -UITSLAG VAN DE STEMMING

VOTE LE PREMIER : M. REGHIF

OUI - JA : 0

STEMT ALS EERSTE : DE H. REGHIF

NON - NEEN : N

ABSTENTION - ONTHOUDING : -

Points de l'O.J. Punten agenda	29	39	43-44
MM.-HH. CHARELS	0	0	0
GUILLAUME	0	0	0
NOEL	0	0	0
CLERFAYT	0	0	0
VERZIN	0	0	0
VAN GORP	0	0	-
DE HERDE	0	0	0
GRIMBERGHS	0	0	0
MMES-MEVR. BOUARFA			
NYSENS	0	0	0
MM.-HH. DENYS	0	-	0
EL KHATTABI	0	0	0
OZKARA	0	0	-
KÖSE	0	0	0
LAHLALI	0	0	-
RAMDANI	0	0	-
ÖZTURK	0	0	0
MMES-MEVR. ESSAIDI	0	0	0
SMEYSTERS	0	0	0
M.-H. COURTHEOUX	0	0	-
MMES-MEVR. HEMAMOU	0	0	0
ONKELINX			
DURANT			
MM.-HH. KÖKTEN	N	0	-
KÖKSAL	0	0	0
DÖNMEZ			
MME-MEVR. ALIC	0	0	-
M.-H. BOUHJAR	0	0	-
MME-MEVR. OZDEMIR	0	0	0
M.-H. NIMAL	0	0	0
MMES-MEVR. CHAN	0	0	0
GÜLES	0	0	0
MM.-HH. DE BEAUFFORT	0	0	0
AYAD	0	0	0
VAN DE WERVE DE SCHILDE	0	0	0
MMES-MEVR. NALBANT			
GUISSE	0	0	0
MM.-HH. REGHIF	0	0	0
ECHOUEL	0	0	0
EL ARNOUKI	0	0	0
MMES-MEVR. VRIAMONT	0	0	0
LEJEUNE DE SCHIERVEL	0	0	0
MM.-HH. KADDOUR	0	0	0
VANHALEWYN	0	0	0
MME-MEVR HELD			
VANHAUWAERT	0	0	0
MME-MEVR. JODOGNE	0	0	0
OUI-JA	40	40	33
NON-NEEN	1	0	0
ABSTENTIONS- ONTHOUDINGEN	0	1	8

RESULTAT DU VOTE -UITSLAG VAN DE STEMMING

VOTE LE PREMIER : M. REGHIF OUI - JA : O  
 STEMTE ALS EERSTE : DE H. REGHIF NON - NEEN : N  
ABSTENTION - ONTHOUDING : -

Points de l'O.J. Punten agenda	50	56
<hr/>		
MM.-HH. CHARELS	O	-
GUILLAUME	O	O
NOEL	O	O
CLERFAYT	O	O
VERZIN	O	O
VAN GORP	O	N
DE HERDE	O	O
GRIMBERGHS	O	-
<hr/>		
MMES-MEVR. BOUARFA		
NYSSENS	O	-
MM.-HH. DENYS	O	O
EL KHATTABI	O	O
OZKARA	O	N
KÖSE	O	O
LAHLALI	O	N
RAMDANI	O	N
ÖZTURK	O	O
MMES-MEVR. ESSAIDI	O	O
SMEYSTERS	O	O
M.-H. COURTHEOUX	O	N
MMES-MEVR. HEMAMOU	O	O
<hr/>		
ONKELINX		
DURANT		
<hr/>		
MM.-HH. KÖKTEN	-	N
KÖKSAL	O	O
DÖNMEZ		
<hr/>		
MME-MEVR. ALIC	O	N
M.-H. BOUHJAR	O	N
MME-MEVR. OZDEMIR	O	-
M.-H. NIMAL	O	O
MMES-MEVR. CHAN	O	O
GÜLES	O	O
MM.-HH. DE BEAUFFORT	O	O
AYAD	O	N
VAN DE WERVE DE SCHILDE	O	-
<hr/>		
MMES-MEVR. NALBANT		
GUISSE	O	-
MM.-HH. REGHIF	O	O
ECHOUEL	O	O
EL ARNOUKI	O	-
MMES-MEVR. VRIAMONT	O	N
LEJEUNE DE SCHIERVEL	O	O
MM.-HH. KADDOUR	O	O
VANHALEWYN	O	O
<hr/>		
MME-MEVR. HELD		
VANHAUWAERT	O	O
<hr/>		
MME-MEVR. JODOGNE	O	O
<hr/>		
OUI-JA	40	24
NON-NEEN	0	10
ABSTENTIONS- ONTHOUDINGEN	1	7

**ORDRE DU JOUR (REPRISE) == AGENDA (VERVOLG)**

**POINTS INSCRITS A LA DEMANDE DE CONSEILLERS COMMUNAUX ==**

**SP 64.- Les travaux et aménagements à la place Meiser  
(Demande de Monsieur Denis GRIMBERGHS) -  
=- De werken en inrichtingen aan het  
Meiserplein (Verzoek van de heer Denis  
GRIMBERGHS)**

M. Grimberghs expose son point  
M. Clerfayt intervient  
Mme la Bourgmestre ff répond

**SP 64/2.- Les ASBL para communales (Demande de Monsieur  
Mohamed EL ARNOUKI) == De para-  
gemeentelijke verenigingen (Verzoek van de  
heer Mohamed EL ARNOUKI)**

M. El Arnouki expose son point  
MM. Nimal et Köse répondent  
M. Clerfayt intervient

**QUESTION ORALE == MONDELINGE VRAGEN**

**SP 65.- La fête de l'Aid El Adha (Question de Monsieur Larbi  
KADDOUR) == Het feest Aid El Adha (Vraag  
van de heer Larbi KADDOUR)**

M. Kaddour pose sa question  
M. Noël répond

**SP 65/2.- Les mouvements de grève dans l'administration  
communale (Question de Monsieur Eddy  
COURTHEOUX) == De stakingen binnen het  
gemeentebestuur (Vraag van de heer Eddy  
COURTHEOUX)**

M. Courtheoux pose sa question  
M. Noël répond

**SP 65/3.- La Journée Internationale de lutte contre les  
violences faites aux femmes (Question de  
Madame Colienne LEJEUNE de SCHIERVEL) ==  
De Internationale Dag tegen het geweld op  
Vrouwen (Vraag van Mevrouw Colienne  
LEJEUNE de SCHIERVEL)**

Mme Lejeune de Schiervel pose sa question  
Mme Hemamou répond

**SP 65/4.- Le bilan de l'agenda local 21 (*Question de Madame Mahinur OZDEMIR*) ==- De balans van de Plaatselijke Agenda 21 (*Vraag van Mevrouw Mahinur OZDEMIR*)**

**Mme Ozdemir demande de reporter sa question orale à la prochaine séance.**

**La séance publique est levée à 21 heures 20 minutes ==- De openbare vergadering wordt beëindigd om 21.20 uur.**